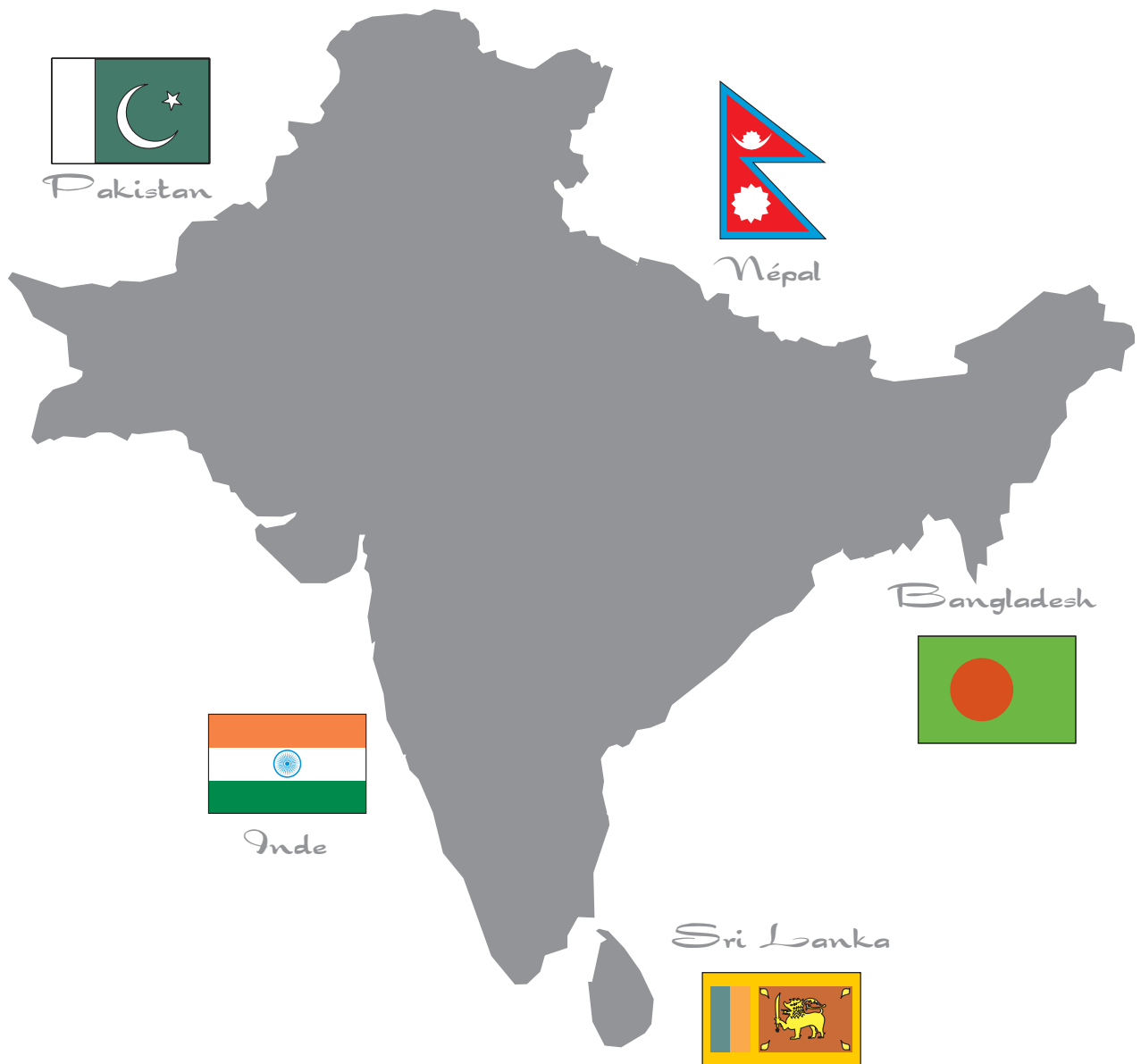


Plan d'action pour la promotion du commerce avec l'Asie méridionale



Novembre 2001



Plan d'action pour la promotion du commerce avec l'Asie méridionale

Novembre 2001

Sauf indication contraire, les montants qui figurent dans ce document sont en dollars canadiens.

Vous trouverez sur le site Web suivant davantage d'information contextuelle et sectorielle :

<http://www.infoexport.gc.ca>

Table des matières

Introduction	1
Aperçu de la région	2
Aperçu des pays	4
Bangladesh	4
Inde	5
Népal.....	7
Pakistan	7
Sri Lanka.....	9
Le marché du Népal	11
Agriculture et produits alimentaires	13
Inde	13
Pakistan	15
Sri Lanka.....	17
Production, transport et distribution de l'électricité	19
Bangladesh	19
Inde	19
Pakistan	21
Sri Lanka.....	24
Environnement	26
Inde.....	26
Pakistan	28
Sri Lanka.....	29
Services financiers	31
Pakistan	31
Produits destinés à la construction résidentielle et non résidentielle	33
Inde.....	33
Sri Lanka.....	35

Technologies de l'information et des communications	37
Bangladesh	37
Inde	38
Pakistan	41
Sri Lanka.....	43
Mines et minéraux	44
Inde	44
Pakistan	46
Pétrole et gaz	48
Bangladesh	48
Inde	49
Pakistan	52
Transports	55
Bangladesh	55
Inde	55
Pakistan	59
Glossaire	61

Introduction

Contexte

Lancé en 1998, le *Plan d'action pour la promotion du commerce avec l'Inde* avait pour objectifs.

- ◆ 'amener tous les membres d'Équipe Canada Inc à élaborer ensemble une stratégie conjointe pour aider les entreprises canadiennes intéressées à pénétrer le marché de l'Inde;
- ◆ d'identifier les secteurs prioritaires en Inde sur lesquels le Canada devrait axer ses efforts de promotion du commerce;
- ◆ de fournir aux entreprises canadiennes de l'information concernant des occasions d'affaires particulières et les activités promotionnelles, ainsi que des renseignements sur le marché.

Au cours des trois dernières années, plusieurs facteurs ont influencé les échanges entre le Canada et l'Inde. Outre la nécessité d'actualiser le plan d'action pour la promotion du commerce, il est apparu souhaitable d'en élargir la portée de façon à couvrir toute l'Asie méridionale afin de le rendre encore plus utile aux entreprises.

Avertissement

Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international a vérifié avec le plus grand soin les renseignements contenus dans ce document et il estime qu'au moment de sa publication, en novembre 2001, le document donnait une image juste et exacte du marché. Cependant, le Ministère ne peut être tenu responsable des erreurs ou des omissions pouvant s'y être glissées ni de toute mauvaise utilisation ou mauvaise interprétation de son contenu.

Pourquoi adopter une optique régionale pour l'expansion du commerce ?

En raison de sa taille — du point de vue économique, géographique et démographique — l'Inde est un géant en Asie méridionale et sera toujours le plus important marché de cette région. Néanmoins, les

autres pays de la région sont aussi des partenaires de poids pour le Canada, et ils méritent que les exportateurs canadiens leur portent une attention particulière. Si le volume global des échanges avec ces pays ne justifie pas la publication de plans d'action distincts, il est cependant justifié de faire état de leurs marchés dans le plan d'action relatif à l'Inde pour un certain nombre de raisons

- ◆ l'Asie méridionale est une région relativement petite, où les traits géographiques (et, par conséquent, les possibilités économiques naturelles, qu'il s'agisse de développement hydroélectrique, d'exploitation minière, d'exploitation agricole, ou d'autres aspects) débordent des frontières de chaque pays;
- ◆ les pays de la région ont la même langue d'affaires (l'anglais) et d'autres similitudes culturelles;
- ◆ dans un certain nombre de segments de marché non liés aux richesses naturelles, le régionalisme prend le pas sur le nationalisme;
- ◆ pour bon nombre d'exportateurs, chacun de ces marchés pris individuellement n'offre pas de masse critique; par contre, d'un point de vue supranational, il peut offrir cette masse critique;
- ◆ un certain nombre d'activités commerciales attirent non seulement les entreprises des pays où elles se tiennent, mais également celles des pays voisins oeuvrant dans le secteur en question;
- ◆ de même, et là aussi à la différence des plans d'action traditionnels axés sur un pays en particulier, il est fait état d'activités commerciales qui se déroulent dans d'autres régions, mais se révèlent importantes pour les décideurs de la région. Nous avons inclus dans ce document les activités qui nous paraissent appropriées, et nous serions heureux de recevoir vos commentaires au numéro de télécopieur suivant : (613) 996-5897.

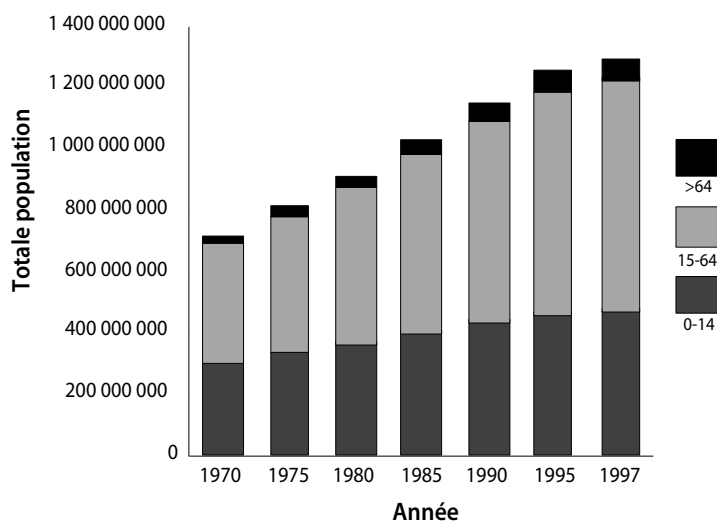
À venir : une version Internet

Restez en ligne sur le site Asie-Pacifique du MAECI (<http://www.dfait-maeci.gc.ca/asia>) pour avoir accès à la version en ligne, mise à jour régulièrement, du *Plan d'action pour la promotion du commerce avec l'Asie méridionale*.

Aperçu de la région

Le quart de l'humanité occupe un territoire qui équivaut à la moitié de la superficie de la Chine. La région qu'on appelle Asie méridionale englobe l'Afghanistan, le Bangladesh, le Bhoutan, l'Inde, les Maldives, le Népal, le Pakistan et le Sri Lanka. Ensemble, ces pays constituent un marché formidable pour les exportateurs de technologies de produits et de services canadiens. En 2000, notre commerce bilatéral avec la région a totalisé la modeste somme de 2,6 milliards de dollars. Nos exportations, qui se sont chiffrées à 754 millions de dollars, sont à l'origine du déficit de près de 1,1 milliard de dollars de la balance commerciale du Canada avec cette région.

Distribution de la population — Asie du Sud

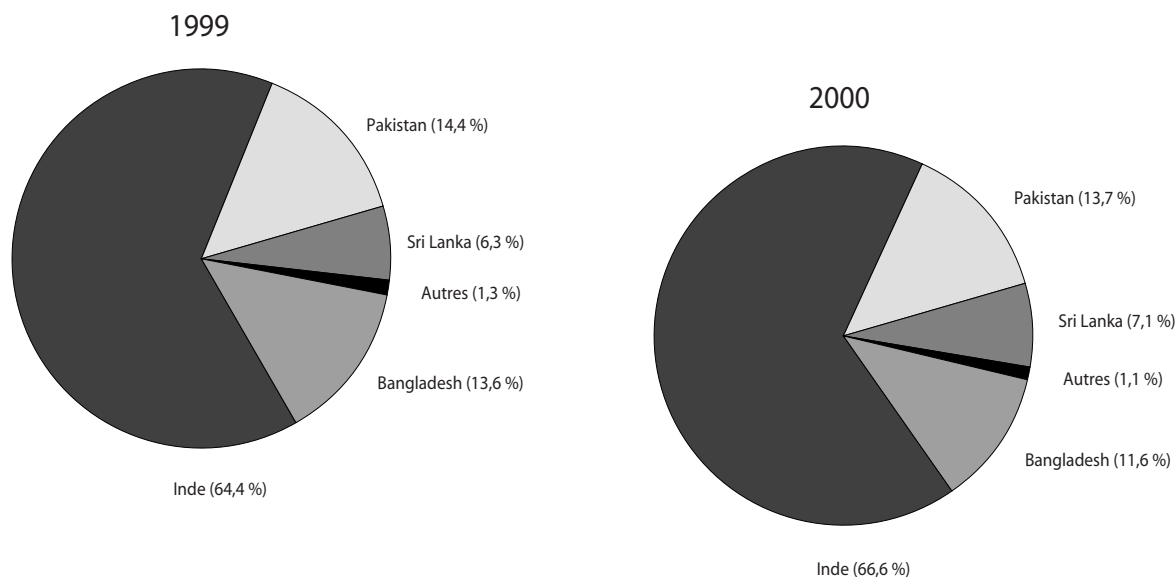


Un marché en expansion

Durant la dernière décennie, cette région a connu une transformation profonde et tout à fait inédite. L'Asie méridionale demeure un territoire d'importants contrastes où, dans bien des villages ruraux, la vie n'a pas évolué depuis des siècles alors que dans les

agglomérations urbaines la population a accès à la câblodistribution et à Internet. Même un certain nombre de villages de montagne ont accès à Internet — le plus souvent sans fil!

Canada et Asie du Sud — Commerce bilatéral, 1999 et 2000



Produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché

Le développement de l'infrastructure en dehors des grandes agglomérations demeure au mieux inégal et, trop souvent, inexistant. En conséquence, il y a toujours d'importants débouchés pour tous les aspects du développement de l'infrastructure, des télécommunications, routes, ports et chemins de fer aux établissements et aux programmes de soins de santé. Un certain nombre des projets sont financés par les gouvernements locaux (gouvernement nationaux ou autres) sont financés par des organismes multilatéraux tels que la Banque asiatique de développement (BASD) ou la Banque mondiale. L'Agence canadienne de développement international (ACDI) est active dans la plus grande partie de la région et, contrairement à leur attitude passée, les gouvernements sont de plus en plus portés à promouvoir l'investissement privé étranger.

Les marchés intérieurs sont maintenant ouverts au commerce international et le niveau de vie des populations de la région s'est considérablement relevé. L'apparition d'une classe moyenne en expansion qui jouit d'un certain revenu et qui souhaite découvrir de nouveaux produits et de nouveaux services constitue un marché en croissance pour certains produits de consommation canadiens. Non seulement de nouveaux marchés se sont ouverts aux produits et aux marchandises du Canada, mais il y a une demande de plus en plus forte pour toute une variété de services.

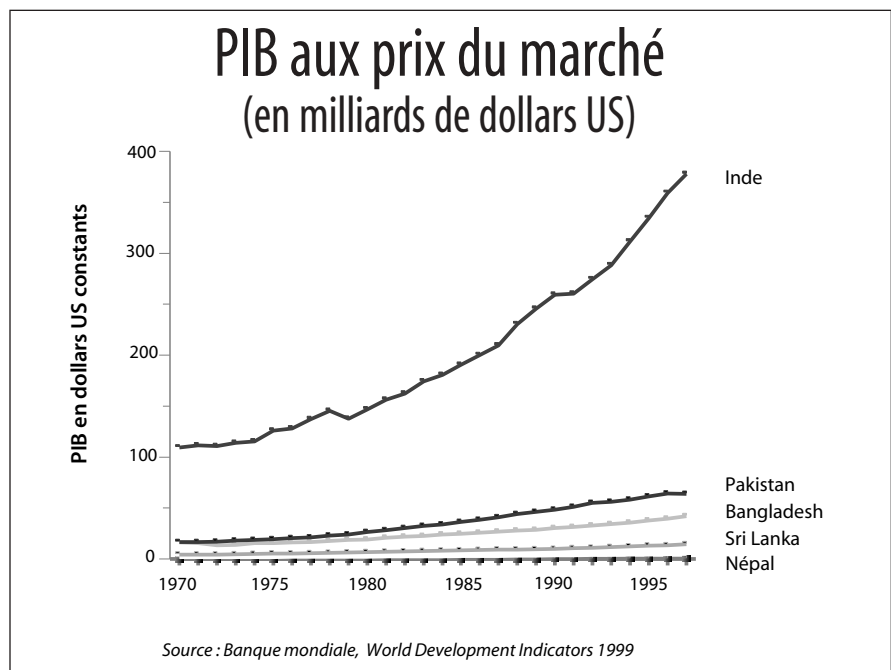
Fortes de l'accroissement rapide de leur capacité d'exporter et poussées par leur intérêt pour les marchés étrangers, de nombreuses entreprises florissantes de l'Asie méridionale sont en quête de connaissances spécialisées étrangères et qui souhaitent conclure des partenariats avec des entreprises étrangères pour relever le niveau de leurs activités et satisfaire aux

normes internationales. Cette tendance ouvre de nouveaux débouchés particulièrement intéressants pour les entreprises canadiennes.

Avertissement

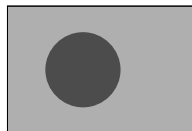
L'Asie méridionale a longtemps été réputée pour être une région où il est difficile de percer et ce, pour un bon nombre de raisons. Une des raisons le plus souvent évoquée par les gens et reprise par la presse est ce qui est perçu, du moins d'un point de vue nord-américain, comme un certain penchant pour des pratiques commerciales corrompues, malgré l'existence de lois locales pour contrer la corruption. Non seulement les fonctionnaires à de nombreux niveaux sont réputés être mieux disposés à agir (ou à ne pas agir) si on leur donne un paiement à titre gracieux, mais selon certains, même l'appareil judiciaire peut être acheté. La fameuse affaire *Teelka.com* survenue en Inde confirme le bien-fondé de cette perception. Transparency International, dont la publication annuelle *Corruption Index* est abondamment citée, a un site Web à l'adresse : <http://www.transparency.org> qui donne une bonne vue d'ensemble de la situation en Asie méridionale.

À l'automne 1999, la BASD a tenu un atelier sur la lutte contre la corruption en Asie. Le site Web de la BasD présente également de l'information à jour sur la corruption, à l'adresse : <http://www.adb.org/Anticorruption/default.asp>



Aperçu des pays

Bangladesh



Avec une population de 130 millions d'habitants sur un territoire dont la superficie est un peu moins du double de celle du Nouveau-Brunswick, le Bangladesh est un des pays les plus densément peuplés du monde — c'est aussi un marché appréciable. Bien que le Bangladesh soit toujours un des pays les plus pauvres au monde, les taux de croissance relativement élevés enregistrés ces dernières années ont suscité l'émergence d'une classe moyenne au pouvoir d'achat grandissant et une demande pour divers produits et services. Par ailleurs, la demande pour les produits de base comme le blé et les légumineuses se maintient.

Depuis le début des années 1990, le Bangladesh a mis en oeuvre un certain nombre de politiques pour favoriser l'expansion du secteur privé, reconnu comme le moteur de la croissance, et pour accroître l'afflux d'investissement étranger direct (IED). Bien que le processus de transition d'une économie agraire à une économie industrielle n'ait débuté que récemment, les partis politiques s'accordent à reconnaître la nécessité pour le pays d'appliquer une politique axée sur le marché et de se montrer accueillant aux entreprises étrangères. L'économie du Bangladesh a grand besoin d'investir pour moderniser son infrastructure; les investissements requis dépassent de loin les capacités du secteur public. Il existe plusieurs possibilités d'investissement dans la production d'électricité, les télécommunications, le transport et une vaste gamme de services connexes et de services complémentaires. Dans le but de promouvoir l'investissement dans ces domaines, le Bangladesh s'est doté d'un des régimes d'IED les plus libéraux de l'Asie méridionale, sans approbation préalable, sans limite au chapitre de la prise de participation et sans restriction quant au rapatriement des profits et du revenu.

En plus d'offrir des possibilités d'investissement et de ventes dans les domaines liés à l'infrastructure, le

Bangladesh possède d'abondantes richesses naturelles, en particulier de gaz naturel. Ces ressources ont attiré l'attention de grandes sociétés comme Shell, Unocal et Cairn Energy.

En plus de détenir un marché de 130 millions de consommateurs, le Bangladesh est une porte d'accès aux pays voisins de l'Asie méridionale, tels le Bhoutan et certaines parties de l'Inde, et il peut servir de base pour des activités de fabrication à forte intensité de main-d'oeuvre.

Croissance économique

Les quatre récoltes exceptionnelles qui se sont suivies de 1998 à 2000 ont relancé le secteur agricole. Le secteur industriel a reconstitué ses stocks après les inondations de 1998; il devrait retrouver son rythme de croissance antérieur, qui était de 6 %. Le secteur de l'exportation enregistre de bons résultats, quoique la détérioration de la situation politique risque de freiner la croissance en 2000-2001. Après les élections générales de 2001, le regain de confiance et la stabilité retrouvée devraient améliorer la conjoncture et favoriser la croissance.

Selon les prévisions du gouvernement, en 2000-2001, le taux de croissance du PIB devrait être de 6,2 %; par contre, la Banque asiatique de développement a prévu que celui-ci ne serait que de 5,7 %.

La vigueur de la production agricole a contribué à faire baisser le taux d'inflation à 2,2 % annuellement et à 2,4 % pour la période de janvier à août 2000. Comme la demande industrielle augmente et que les prix plus élevés des matières premières à usage industriel se reflètent dans l'indice, l'inflation devrait grimper à 4,2 %, en 2001 et à 4,5 %, en 2002.

Les relations entre le Canada et le Bangladesh sont excellentes. Le milieu des affaires du Bangladesh est bien disposé à l'endroit du Canada, et les possibilités d'affaires pour les entreprises canadiennes augmenteront sous l'effet de la croissance de l'économie.



Inde



Réformes économiques

Les réformes économiques entreprises en 1991 couvrent toute la gamme des politiques gouvernementales. Elles ont reçu un appui très large, quoique non absolu :

- ◆ les taux tarifaires et les taux d'imposition ont été simplifiés et réduits;
- ◆ la roupie est devenue partiellement convertible;
- ◆ la réglementation et les mécanismes d'autorisation ont été supprimés ou modifiés pour faciliter et simplifier l'investissement étranger direct.

Le gouvernement a entrepris la deuxième vague de réformes qui visent les banques, les assurances, les télécommunications, la main-d'oeuvre, la propriété intellectuelle, la privatisation, la poursuite de la déréglementation et le renforcement des pouvoirs réglementaires.

Événements récents

Le principal événement survenu dernièrement est le tremblement de terre qui a frappé Gujarat à la fin de janvier 2001. La reprise qui avait suivi le ralentissement cyclique de la fin des années 1990 était bien enclenchée; or, le tremblement de terre devrait avoir une incidence marquée sur la production manufacturière dans tout le pays.

- ◆ Le Gujarat est une des principales régions manufacturières de l'Inde dont les ressources productives importantes ont été réduites.¹
- ◆ Une part importante de la capacité, à l'échelle du pays, sera orientée vers la reprise et la remise en état de la région.
- ◆ Ces efforts auront des ramifications dans de nombreux secteurs et seront, dans une certaine mesure, assujettis aux décisions du gouvernement en matière d'orientation et de priorité.

- ◆ Dans la semaine qui a suivi le tremblement de terre, le gouvernement de l'Inde a annoncé une majoration de 2 % de l'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés.² D'autres mesures vont être prises à la suite du tremblement de terre; la taxe d'accise ne sera pas perçue sur les marchandises importées aux fins d'aide et de remise en état, et les déductions d'impôt sur les dons admissibles faits à des organismes de charité enregistrés pour les travaux entrepris dans le cadre de l'aide et de la remise en état seront portées du niveau habituel de 50 % à 100 %.

L'économie de l'Inde est la quatrième plus importante au monde (après celles des États-Unis, de la Chine et du Japon) pour ce qui est de la parité du pouvoir d'achat.³ Ces dernières années, la croissance économique annualisée s'est avérée vigoureuse, s'inscrivant dans une fourchette de 6 % à 8 %. Selon les estimations, la croissance pour l'an dernier se présente comme suit :

- ◆ secteur manufacturier, croissance de 7 %;
- ◆ construction, croissance de 9 %;
- ◆ M1, croissance de 11,2 % pour l'année se terminant à la mi-novembre 2000;
- ◆ M3, croissance de 16,6 % pour la même période;⁴
- ◆ taux d'escompte au début décembre, identique à celui de l'année précédente, soit de 8 %;
- ◆ taux préférentiel, également sans changement par rapport à l'année précédente, dans une fourchette de 12 % à 12,5 %;
- ◆ valeur des exportations, croissance de près de 20 %, assortie d'une moindre augmentation des importations, ce qui a entraîné une réduction de 10 % du déficit de la balance commerciale;
- ◆ le déficit courant s'avérant faible et l'apport de capitaux, suffisant, la balance des paiements a réussi à se maintenir, et ce en dépit des deux événements qui ont frappé l'Asie de l'Est et les sanctions imposées à la suite des essais nucléaires de Pokhran; les réserves de devises, à l'exclusion de l'or et des droits de tirage spéciaux, sont demeurées à un niveau légèrement inférieur à deux mois d'importations, alors que le niveau mensuel de celles-ci a augmenté de 14 %.

1 Selon les données de la British Geological Survey (<http://www.gsr.gov.uk/india.htm>), ce tremblement de terre serait d'une force jamais vue en 200 ans.

2 *Hindustan Times*, 2 février 2001, « Centre Announces 2 Percent Quake Tax ».

3 Indicateurs économiques de la Banque mondiale, tirés de <http://www.financialexpress.com/fe20010430/eco-fin.html>

4 Gouvernement de l'Inde, ministère des Finances, *Rapport économique mensuel*, décembre 2000.

Dans l'ensemble, pour l'année qui s'est terminée la première semaine de décembre 2000, l'indice des prix de gros a augmenté de 7,5 %. Cette augmentation est due à une hausse de 30,3 % des prix du carburant. Durant la même période, les prix des produits manufacturés ont augmenté de 3,2 % et ceux des produits primaires, de 2,7 %. Le taux d'inflation pour l'année qui s'est terminée en octobre 2000 a été de 2,8 %, soit plus élevé que les taux enregistrés en 1999, mais nettement moindre que les sommets atteints dernièrement.

Principaux secteurs pouvant intéresser les entreprises et les investisseurs canadiens

L'Inde offre des possibilités intéressantes aux exportateurs et aux investisseurs canadiens, en particulier dans les domaines où le Canada a toujours occupé une bonne position. Il importe de souligner qu'un pourcentage appréciable des nouveaux investissements envisagés est relié à l'infrastructure. Le Canada dispose d'une gamme de technologies, de produits, de procédés et de réalisations qui répond aux besoins de l'Inde. Les principaux secteurs à desservir sont entre autres le pétrole et le gaz, l'hydroélectricité et les autres formes d'énergie, l'exploitation minière, la construction, le transport, les télécommunications, les technologies environnementales, l'aménagement forestier, l'agriculture, les produits alimentaires et la transformation des aliments, ainsi que les technologies de l'information.

En 2000, le commerce des marchandises entre le Canada et l'Inde a atteint un niveau record, soit 1,41 milliard de dollars (396 millions de dollars pour les exportations du Canada en Inde et 1,016 milliard de dollars pour les importations du Canada en provenance de l'Inde). Cependant, ces chiffres sous-évaluent les exportations du Canada en Inde, car ils ne tiennent pas compte des marchandises qui transitent par les États-Unis, les pays du Golfe et Singapour, et ils n'incluent pas les services, en particulier les services de génie conseil, les services de conseil en informatique et les services financiers. Outre le commerce des marchandises, l'établissement de coentreprises et les autres formes de collaboration industrielle et d'investissement prennent une place de plus en plus importante dans les échanges entre le Canada et l'Inde.

Possibilités d'investissement

Investissement canadien en Inde

Selon les résultats d'une enquête réalisée par la Export-Import Bank of Japan, l'Inde est considérée comme un des pays en développement les plus prometteurs pour ce qui est des investissements couvrant les dix prochaines années. Depuis la mise en oeuvre, en 1991, de réformes visant à libéraliser l'investissement étranger et à rationaliser le processus d'approbation, le niveau de l'investissement étranger direct en Inde a augmenté de façon considérable. Les principaux investissements viennent des États-Unis, du Royaume-Uni, du Japon, de l'Allemagne et de Singapour. Le changement observé dans les politiques du gouvernement de l'Inde et les mesures prises par celui-ci pour privatiser les secteurs des télécommunications, de l'électricité, de l'assurance et d'autres secteurs ont éveillé l'attention des investisseurs étrangers.

Cependant, un des principaux handicaps tient à la piètre qualité de l'infrastructure et à la précarité des politiques qui entravent l'investissement à long terme. L'investissement canadien en Inde est conséquent; en 1998, il totalisait 229 millions de dollars et touchait le secteur des services, le secteur financier, le secteur du pétrole et du gaz, les télécommunications, l'agroalimentaire et les métaux. Il existe des débouchés pour les investisseurs canadiens, en particulier dans les domaines des télécommunications, de l'électricité, de l'infrastructure, de l'aviation et des technologies environnementales.

Investissement indien au Canada

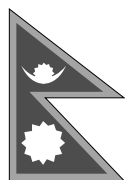
L'Inde investit peu au Canada; en 1997, ses investissements ont totalisé 12 millions de dollars et ont touché principalement les pâtes et papiers, les technologies de l'information (TI) et les services financiers. Il y a place pour une augmentation de l'investissement indien au Canada dans les TI (en particulier sous forme d'alliances stratégiques pour couvrir le marché nord-américain), l'industrie pharmaceutique, les métaux, les pâtes et papiers, l'industrie pétrochimique et l'équipement automobile.

Cadre législatif

Le Canada négocie actuellement un accord sur la protection des investissements étrangers avec l'Inde.



Népal



Le Népal qui, en 1999, détenait un PIB par habitant de 220 \$US et comptait 22,9 millions d'habitants demeure parmi les pays les plus pauvres de la planète. De la population active, 80 % vivent dans les régions rurales et dépendent de l'agriculture de subsistance. Ce secteur fournit, avec la foresterie et la pêche, 40 % du PIB (juillet 2000). Freinée par la petitesse du marché local et la difficulté du transport, l'activité manufacturière fournit moins de 9,5 % du PIB (1999-2000). Le secteur des services, plus spécialement le tourisme, représente près de la moitié du PIB.

Dans le domaine de l'hydroélectricité, la puissance installée représente moins de 1 % des possibilités qu'offre le pays et répond à un peu plus de 1 % de la demande d'énergie du Népal. L'énergie provenant du pétrole répond à 9 % de la demande, celle produite à partir du charbon, à 2,5 %, le reste étant comblé grâce au bois de chauffage et aux déchets d'élevage. Le développement des ressources hydrauliques du Népal est freiné par un certain nombre de facteurs tels que la topographie, le manque de capitaux et des considérations politiques.

Le transport est difficile dans la partie montagneuse du pays. Au début de 2000, le réseau routier totalisait moins de 14 000 km, dont moins du tiers était asphalté. Le pays comporte 51 km de voies ferrées. L'unique aéroport international du Népal est à Katmandou, et la plupart des aérodromes peuvent accueillir uniquement des avions à décollage et à atterrissage courts. Plusieurs communautés ne peuvent être rejointes qu'à pied ou à dos d'animal. Bien que le secteur des télécommunications soit théoriquement libéralisé, dans les faits, il demeure un monopole d'État.

Le commerce entre le Canada et le Népal totalise environ 10 millions de dollars par année, les exportations et les importations étant sensiblement de même niveau. Les aéronefs et les pièces d'aéronefs, les

produits du papier et les produits alimentaires constituent les principales exportations canadiennes. Bien que ces secteurs offrent encore des débouchés intéressants, les possibilités d'affaires liées aux projets d'infrastructure relatifs à la construction de routes, à l'énergie et à l'exploitation minière sont de plus en plus importantes. Les projets relatifs aux produits alimentaires comme les huiles comestibles et les céréales, ainsi qu'un certain nombre de projets miniers semblent commercialement rentables.

Le marché du Népal peut être considéré comme une extension des marchés de l'Inde et du Bangladesh (Katmandou n'est qu'à une heure de vol de Bangkok, de Kuala Lumpur ou de Hong Kong).



Pakistan



La population du Pakistan, qui est de 140 millions, occupe une superficie équivalant à peu près aux trois quarts de celle de l'Ontario. Du fait que le Pakistan a une frontière commune avec l'Iran, l'Afghanistan, la Chine, l'Inde et l'Arabie saoudite, il a un poids géopolitique important en Asie méridionale. Forte d'un PIB estimé à environ 60 milliards de dollars US, l'économie du Pakistan, quoique de taille moyenne, est conséquente pour la région. La taille de son marché, l'envergure de ses besoins et le fait que le gouvernement du Pakistan soit porté à adopter des politiques économiques libérales font de ce pays un endroit intéressant, mais non sans embûche, pour y faire des affaires.

Revue de l'année 2000

L'exercice 1999-2000 (avec un PIB de 60 milliards de dollars US, selon les estimations) a connu trois événements importants. Premièrement, en octobre 1999, un nouveau gouvernement a pris le pouvoir; ce dernier a mis en oeuvre des réformes structurelles et instauré la reddition des comptes. Deuxièmement, l'aide des institutions financières internationales (IFI)

1 Exercice 2000, du 1^{er} juillet 1999 au 30 juin 2000. Pour l'exercice 2001, le PIB en dollars US devrait être sensiblement le même.

s'est tarie et les prix internationaux du pétrole ont monté en flèche, les effets s'en faisant ressentir sur le compte courant extérieur. Troisièmement, la situation dans le secteur agricole s'est nettement améliorée durant la période qui a précédé la sécheresse.

Ces événements ont influencé l'économie du Pakistan de diverses manières; par exemple, le crédit utilisé par le secteur privé a diminué par suite de l'incertitude qu'a occasionné la prise du pouvoir par l'armée. Le repli de l'économie est également attribuable en partie à l'instauration de la reddition des comptes par le nouveau gouvernement du Pakistan, à la lenteur des négociations avec le Fonds monétaire international (FMI), et à un certain nombre de litiges qui ne sont toujours pas réglés.

En dépit de ces difficultés, en 2000, la reprise a été amorcée par le secteur agricole (les récoltes de blé et de coton ont été largement supérieures aux prévisions), ce qui a stimulé l'industrie textile, fleuron de la fabrication à grande échelle. Les exportations ont remonté la pente, grâce notamment au redressement des principaux marchés d'exportation. Par contre, l'élan amorcé dans fabrication à grande échelle n'a pas réussi à entraîner une reprise intégrale et la croissance du secteur est demeurée bien en dessous de l'objectif visé (5,8 %), n'enregistrant que 1,1 %. Ce contretemps est attribuable à une mauvaise récolte de canne à sucre. Par ailleurs, le taux de croissance de la production à petite échelle a été de 5,3 %. Pour l'exercice 2000 également, la plus vaste catégorie des importations autres que pétrolières et alimentaires a enregistré une croissance, signe que la reprise était plus largement assise. En conséquence, le PIB a augmenté de 4,8 % (comparativement à 3,1 % l'année précédente) et il devrait poursuivre dans cette voie avec la même vigueur durant le présent exercice, sauf en cas d'imprévu, comme la persistance des conditions de sécheresse que le pays connaît actuellement. Les conditions de sécheresse qui ont marqué le Pakistan ces dernières années, soit des précipitations nettement en dessous de la moyenne et un manteau neigeux inférieur à la normale dans les régions montagneuses du nord, ont fait baisser les niveaux des réservoirs. Si la saison de la mousson ne corrige pas la situation, l'économie pourrait subir un nouveau repli. Selon les estimations actuelles, les pertes dans le secteur agricole s'élèvent à environ 2 milliards de dollars US.

Le gouvernement a lancé ses mesures en matière de documentation et de recouvrement fiscal en mai 2000. Bien qu'elles aient d'abord suscité une forte opposition

de la part des négociants, ces mesures ont finalement été acceptées et étendues à 13 villes; elles ont entraîné la déclaration d'actifs dont la déclaration avait été omise antérieurement, pour un montant d'environ 1,8 milliard de dollars US, et généré des recettes de l'ordre de quelque 170 millions de dollars US.

Le taux d'inflation pour l'exercice 2000, qui était de 3,6 %, est le plus bas qui ait été enregistré au cours des 30 dernières années. Cela est attribuable aux facteurs suivants : l'expansion de la masse monétaire de 9,4 %, une plus grande disponibilité de produits agricoles et de produits alimentaires, la production accrue des biens non consommables, une stabilité relative du taux de change et la baisse du coût du capital. Outre l'endettement extérieur du pays et le niveau élevé des prix internationaux du pétrole, les réserves de devises liquides du Pakistan ont été soumises à de fortes tensions à la fin de l'exercice 2000. L'absence d'aide financière de la part des IFI et des organismes donateurs a conduit à une sortie nette de capitaux. Durant la même période, le déficit de la balance commerciale s'est creusé, atteignant 1,7 milliard de dollars US, alors que l'objectif était 0,8 milliard de dollars US.

Aperçu

En janvier 2001, après un long délai et en réponse à de grandes attentes, le FMI a autorisé l'ouverture d'un crédit de soutien de 596 millions de dollars US au bénéfice du Pakistan — l'octroi des trois dernières tranches du prêt est assujéti à la réalisation de progrès dans des domaines comme la perception de recettes de l'État, les exportations et les réserves de devises. L'existence d'un tel crédit marque la réintégration du Pakistan parmi les bénéficiaires de l'aide fournie par les IFI et réduit un des principaux risques qui entache l'économie : l'impossibilité pour le Pakistan d'assurer le service de sa dette extérieure.

Le plan du gouvernement du Pakistan s'appuie principalement sur les éléments suivants : la restauration de la croissance, la mobilisation des recettes fiscales, l'augmentation des exportations, la réduction des emprunts publics, la mise en oeuvre de processus de privatisation, la rationalisation des prix du pétrole et du gaz et la déréglementation des importations. Certains estiment que la mise en oeuvre efficace du programme et le parachèvement des principales réformes structurelles favoriseront l'octroi par le FMI d'une aide financière au titre du mécanisme visant à réduire la pauvreté et à promouvoir la croissance.

Conséquences pour le Canada

Pour atteindre ses objectifs de croissance économique, le gouvernement du Pakistan continue d'adopter des lois pour appuyer ses réformes et sa restructuration fondamentales, à l'intérieur et à l'extérieur du secteur financier. Ces directives sont souvent accompagnées de programmes de développement de grande envergure et très novateurs — qui doivent tous être mis en oeuvre avant les élections municipales, régionales et nationales d'octobre 2002.

Le régime fiscal est en voie d'être simplifié, le rythme de la privatisation est accéléré et l'investissement étranger est stimulé. De toute évidence, le gouvernement du Pakistan est résolu à régler bon nombre des questions laissées en suspens par le précédent gouvernement et se montre plus dynamique dans la recherche et la promotion de l'IED, en recourant à des voyages ministériels et à d'autres activités promotionnelles de prestige.

Parmi les secteurs appelés à être développés en priorité au Pakistan, citons l'agroalimentaire, les technologies de l'information et les télécommunications, le pétrole et le gaz, l'électricité et l'énergie; un certain nombre de débouchés s'offrent également dans les domaines des services financier, du transport, de l'exploitation minière et de l'environnement. Les possibilités de faire affaires au Pakistan sont très variées : des entreprises canadiennes de toute taille continuent de signer des contrats pour vendre leurs produits et leurs services dans le cadre de projets touchant l'infrastructure, le développement des ressources et d'autres aspects.

- ◆ Le secteur financier du Pakistan est solide et dynamique. Les banques font de bonnes affaires.
- ◆ Il existe d'excellentes possibilités d'investissement dans le secteur des technologies de l'information et des télécommunications. Par exemple, la Régie des télécommunications du Pakistan sera bientôt privatisée; c'est une affaire intéressante car elle a à son actif plusieurs années successives de rentabilité.
- ◆ Des actions minoritaires dans les champs pétrolifères et gaziers qui appartiennent à l'État sont sur le marché. De nouvelles politiques assorties d'incitatifs attrayants pour l'exploration frontalière et en mer seront bientôt annoncées; elles devraient s'avérer intéressantes pour les entreprises pétrolières canadiennes présentes sur

d'autres marchés de l'Asie méridionale. Actuellement, 26 entreprises pétrolières font de l'exploitation en mer, aucune n'est canadienne.

- ◆ Le secteur agricole devrait connaître à nouveau une forte activité à l'exportation. De nouveaux investissements sont recherchés pour l'agroalimentaire — notamment, les fruits spéciaux, les semences, les poussins et le bétail, l'horticulture. Quoique que peu développée, la pêche hauturière devrait s'avérer porteuse de bons résultats.
- ◆ Le secteur des minéraux se prête à être développé.
- ◆ Le secteur textile continue de bénéficier du réinvestissement de capitaux de sources locales aussi bien qu'étrangères et se prépare à faire face à un marché non contingenté.
- ◆ Dans le secteur de l'électricité, la puissance installée doit être accrue pour pouvoir répondre à l'augmentation de la demande.
- ◆ Tous les éléments de l'infrastructure de transport nécessitent une remise en état et une expansion, autant les ports de mer que les aéroports, les voies ferrées que les routes.
- ◆ Dans la réalisation des activités susmentionnées, de même que dans l'expansion industrielle et dans la satisfaction des besoins d'une population en croissance, l'environnement doit être pris en considération, protégé et, dans certains cas, restauré.



Sri Lanka



Le Sri Lanka, qui est tributaire à 70 % du commerce, a profité de la reprise récente de l'économie mondiale, affichant une croissance soutenue dans les secteurs de l'agriculture, de la construction, des télécommunications et des services; les petites entreprises ont apporté une contribution appréciable à la croissance élevée qui caractérise l'ensemble de l'économie. Même si, au deuxième semestre de 2000, la croissance a été modérée, se situant à environ 5,5 % comparativement à 7 % pour le premier semestre, pour l'ensemble de l'année, elle est supérieure aux prévisions.

Bilan de l'année 2000

Même si le pays a connu une bonne progression de la croissance, on s'attend pour l'exercice 2000 à une sérieuse détérioration en ce qui a trait au budget du gouvernement et à la balance des paiements. En raison d'une insuffisance des recettes gouvernementales et des dépassements occasionnés par les dépenses, dus en bonne partie à une hausse importante non prévue, en 2000, des dépenses au titre de la défense, le déficit budgétaire devrait augmenter pour atteindre environ 8,7 % du PIB. La réduction globale des recettes gouvernementales est estimée à 2 040 millions de roupies; elle provient essentiellement d'une diminution des recettes perçues au titre de l'impôt sur le revenu et de la TPS. En raison de la demande accrue de ressources intérieures suscitée par le gouvernement en 2000, les taux d'intérêt du pays ont augmenté d'environ 2,5 points de pourcentage et le taux préférentiel a dépassé légèrement 20 % en juillet 2001. La hausse des taux d'intérêts devrait se poursuivre, freinant l'investissement privé, alors que ce dernier avait déjà été ralenti par la conjoncture hautement incertaine. En plus de soumettre les taux d'intérêt à des tensions, le déficit élevé a exercé des contraintes additionnelles sur les réserves de devises en raison de la valeur élevée des importations résultant des nouvelles dépenses engagées au titre de la défense.

Les projections révisées relatives à la balance des paiements laissent entrevoir des perspectives plus favorables en ce qui a trait aux exportations que celles qui avaient été prévues au début de l'année.

Croissance économique

Au premier semestre de l'exercice 2000, le produit intérieur brut a augmenté de 7 % par rapport à la même période l'année précédente, tandis que la

croissance du produit national brut (PNB) a été de 6,8 %. Les niveaux de production ont augmenté dans le secteur manufacturier (de 11,9 %), la construction (de 8,1 %), les services (de 7,1 %), l'agriculture (de 2,9 %), ainsi que dans le secteur des mines et des carrières (de 6,8 %). Le secteur des services est celui qui a apporté la plus forte contribution (54 %) à la croissance du PIB.

Relations commerciales internationales

L'accord de libre-échange entre l'Inde et le Sri Lanka signé en décembre 1998 par les gouvernements des deux pays est entré en vigueur en février 2000. Les exportations de thé et de vêtements ont commencé en avril 2000; les exportations en Inde ont affiché une hausse de 12 % au premier semestre de 2000, essentiellement au cours de la période allant de mars à juin. Les entreprises canadiennes peuvent maintenant envisager de percer le marché du Sri Lanka en vue de s'implanter, par la suite, sur celui de l'Inde.

La deuxième réunion des ministres du Commerce et de l'Économie, tenue dans le cadre de la Coopération économique entre le Bangladesh, l'Inde, le Myanmar, le Sri Lanka et la Thaïlande, a eu lieu en avril 2000. Les ministres ont convenu de constituer un groupe d'experts pour préparer un document qui décrira les manières possibles d'élaborer un accord commercial préférentiel en vue de créer une zone de libre-échange dans la région.



1 Un dollar canadien vaut environ 59 roupies du Sri Lanka.

Le marché du Népal

Agriculture et produits alimentaires

L'agriculture occupe une place prépondérante dans l'économie du Népal (80 % de la main-d'oeuvre et 40 % du PIB) et ne serait pas, en règle générale, un marché pour les produits agricoles et les produits alimentaires sans l'aide alimentaire. Cependant, il y a au Népal un marché réel pour les légumineuses et les huiles comestibles. Pour les fournisseurs canadiens, les aliments transformés (biscuits, confiseries, céréales, produits laitiers, pois et légumineuses, huiles comestibles, comme l'huile de colza) sont des domaines particulièrement prometteurs.

Le Népal produit des fruits et des légumes, mais plus de la moitié de cette production est perdue faute d'installations de manutention, d'entreposage et de transformation adéquates. La transformation des aliments est un domaine prioritaire où il est possible de créer des coentreprises.

Production d'électricité

Dans le secteur de l'électricité du Népal, la puissance installée est actuellement d'environ 300 MW, et la consommation ou la demande est du même ordre. L'électricité provient à 80 % des centrales hydroélectriques, cette production représentant, selon les spécialistes, environ 1 % du potentiel hydroélectrique du pays. Selon les estimations, ce dernier est de 83 000 MW, dont la moitié peut actuellement être utilisée de façon rentable pour le développement et l'exportation sur le marché de l'Inde, où la demande est très forte.

Depuis 1995, date à partir de laquelle le Népal a offert un certain nombre d'incitations fiscales et douanières et s'est engagé à acheter toute l'électricité produite, l'investissement privé dans les projets de production hydroélectrique de petite et de moyenne tailles a affiché une forte croissance. Il ne fait aucun doute que l'exportation de cet « or blanc » au sud de la frontière offre des perspectives attrayantes.

Technologies de l'information et des communications

Depuis le raccordement, en 1998, du réseau de téléphone national aux réseaux satellites, les liaisons téléphoniques entre Katmandou et le reste du monde ont beaucoup changé. Cependant, le tiers seulement des 4 000 villages du Népal sont dotés d'un service téléphonique. En théorie, le secteur de télécommunications a été libéralisé puisque la Régie des télécommunications du Népal est devenue l'organisme de réglementation et que des licences sont délivrées aux entreprises publiques ou privées pour la prestation de divers services. Dans la pratique, la Société des télécommunications du Népal a le monopole des services fixes et elle est également la seule entreprise titulaire d'une licence pour fournir des services de téléphonie cellulaire. Le service peut enregistrer quelque 10 000 téléphones mobiles; toutefois, en raison du coût élevé des frais, il y a seulement un millier d'abonnés dans la vallée de Katmandou. Le secteur des télécommunications en région rurale offre des débouchés intéressants pour les fournisseurs canadiens : la Banque mondiale a mis sur pied un projet d'acquisition de matériel pour le ministère de l'Information et des Communications du Népal, qui vise à étendre les services de télécommunications dans les régions rurales.

Transport

L'aide fournie par le Canada au Népal est axée sur le secteur de l'aviation; elle comprend un protocole d'entente avec la Royal Nepal Airline Corporation pour la modernisation de sa flotte aérienne. Outre les projets mis en oeuvre à titre d'aide, le marché des avions nolisés, des pièces d'aéronefs et des services aux aéronefs, quoique peu important, devrait intéresser les entreprises canadiennes. En ce qui a trait au développement de l'infrastructure de transport, comme la construction d'aéroports et de routes, les projets financés par la Banque asiatique de développement et d'autres IFI peuvent offrir des occasions d'affaires.

Le Népal n'a pas d'accès à la mer. Il n'a que 101 km de chemin de fer à voies étroites près de la frontière de l'Inde et n'a aucune possibilité d'expansion de son réseau.

Autres débouchés possibles

Occasions d'affaires liées à l'aide au développement

Le marché du Népal lié à l'aide au développement a besoin de connaissances spécialisées dans les domaines de l'électricité et des services connexes de génie-conseil, de l'eau, des eaux usées et de l'irrigation, de l'aviation, de la construction de routes, du développement du tourisme, du matériel de commu-

nications, de l'agriculture, des services de formation, de la réforme fiscale et de la réforme du secteur financier, et du matériel médical. Il est probable qu'à court terme, une bonne partie du financement visant ces domaines proviendra des IFI ou des programmes d'aide internationaux. Bien qu'il s'agisse d'un petit marché, compte tenu du niveau actuel de développement de l'infrastructure, le Népal pourrait avoir besoin des compétences de bon nombre d'entreprises canadiennes. Le Canada entretient de longue date des liens positifs avec le Népal, ce qui représente un atout de poids pour les entreprises canadiennes sur le marché.



Agriculture et produits alimentaires

Inde

Un grand besoin d'investissement étranger, d'idées et d'innovations

Pourquoi est-ce une priorité ?

Que diriez-vous d'un McPoulet avec une frite, couronné par une crème glacée à l'une des 31 saveurs de Baskin & Robbins? Ou d'un poulet frit Kentucky? Ou encore d'une pizza Domino? Tous ces mets sont maintenant disponibles en Inde. La « restauration traditionnelle » tire sa révérence au bénéfice de la « restauration rapide », du moins pour ce qui est de la classe moyenne qui vit dans les grandes agglomérations urbaines. Nulle part ailleurs, l'attitude « contrastée » de ce « pays de contrastes » n'est aussi clairement manifeste que dans la relation avec la nourriture. Pendant longtemps, au chapitre de la nourriture en Inde, le tableau était vite brossé : un certain nombre de gens y avait accès, la majorité, non. Aujourd'hui, les 28 % de la population qui habitent les villes (leur pourcentage était de 20 % en 1971) ont accès à tout un choix d'aliments tout prêts comparable à celui qui est offert au Canada.

Néanmoins, l'agriculture demeure un pilier de l'économie de l'Inde et représente environ 30 % du produit intérieur brut. L'Inde produit 78 millions de tonnes de lait par année, ce qui en fait le plus important pays producteur de lait au monde. L'Inde est également le deuxième plus important producteur de riz, le quatrième plus important producteur de blé et l'un des plus importants producteurs de fruits et de légumes au monde. Les avantages qu'apporte le secteur sont toutefois réduits en raison du gaspillage et des pertes qui se produisent après la récolte, au moment de la distribution et de la transformation.

Compte tenu des connaissances spécialisées du Canada en matière de manutention, d'entreposage et de transport du grain en vrac, de son offre de produits à valeur ajoutée et de son savoir-faire dans le domaine de la transformation des aliments, ce secteur ouvre des débouchés considérables aux entreprises canadiennes.

Dans ce contexte, le gouvernement de l'Inde a accordé une priorité absolue au développement de ce

secteur et, le 1^{er} avril 2001, il a éliminé les dernières restrictions quantitatives visant les importations de produits alimentaires transformés.

Produits et services

Les produits et les services suivants offrent d'excellents débouchés aux fournisseurs canadiens :

- ◆ produits de boulangerie : biscuits;
- ◆ céréales et aliments pour le petit-déjeuner;
- ◆ produits laitiers : fromage, lait en poudre;
- ◆ confiserie : chocolats, bonbons, etc.;
- ◆ jus de fruit, sauces, etc.;
- ◆ produits alimentaires surgelés;
- ◆ huile de colza;
- ◆ boissons alcooliques : vin, vin de glace, bière, whisky, etc.;
- ◆ systèmes pour la manutention, l'entreposage et le transport du grain en vrac;
- ◆ mise en place d'une chaîne frigorifique pour la conservation des cultures horticoles;
- ◆ intrants agricoles : chlorure de potassium, soufre, engrais organiques;
- ◆ techniques d'entreposage et de transformation;
- ◆ biotechnologies agricoles;
- ◆ coentreprises dans le secteur du détail.

Quoi de neuf sur le marché ?

Depuis l'élimination des restrictions quantitatives visant les importations de biens de consommation et la réduction des taux des droits d'importation, l'Inde est devenue un marché très lucratif pour les produits alimentaires à valeur ajoutée. Tous les grands fournisseurs étrangers s'intéressent à ce marché.

Le gouvernement actuel est conscient de la nécessité de développer l'infrastructure pour enrayer les pertes dues au gaspillage. Deux grands projets, l'un relatif à la manutention, à l'entreposage et au transport du grain en vrac, et l'autre, à la mise sur pied d'une

chaîne frigorifique pour la conservation des cultures horticoles, sont présentement à l'étude par le gouvernement de l'Inde. L'investissement étranger, pouvant aller jusqu'à 100 %, sera automatiquement autorisé pour ces projets. Des entreprises du secteur privé et du secteur public de l'Inde sont également intéressées à investir dans ces projets.

Contexte commercial

Le contexte commercial actuel est très bon en Inde. Le gouvernement est stable et progressiste, les restrictions quantitatives ont été éliminées et on a commencé à abaisser les droits d'importation. Toutes les grandes entreprises étrangères se tournent vers ce marché, et un certain nombre y ont déjà créé des coentreprises. Deux entreprises canadiennes, Seagram et McCain Foods, ont établi des filiales en propriété exclusive en Inde.

Défis

Les retards concernant les autorisations dus à la lenteur de la bureaucratie, la multiplicité des autorités, la lenteur et la complexité des négociations en vue de signer un contrat constituent une partie des défis auxquels seront confrontés les entreprises canadiennes intéressées par ce marché. Une demande d'accès au marché indien pour le matériel génétique bovin canadien a été présentée au comité des mesures sanitaires et phytosanitaires de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

L'obligation imposée par l'Inde d'obtenir un permis d'importation fait actuellement l'objet d'un examen et suscite une certaine confusion. De façon générale, l'importation d'organismes génétiquement modifiés (OGM) n'est pas autorisée, de même que l'importation de sperme de bovins en provenance du Canada, et les règles d'étiquetage sont sujettes à des modifications fréquentes. Si les exportateurs ne sont pas sûrs des prescriptions à respecter concernant un des points susmentionnés, ils devraient communiquer avec le personnel du haut-commissariat du Canada à New Delhi (delhi.commerce@dfait-maeci.gc.ca) afin de prendre connaissance des prescriptions en vigueur.

Cependant, ces problèmes sont sous examen, et bien qu'il soit peu probable qu'une solution soit apportée d'en très peu de temps, l'avenir demeure prometteur pour les exportations de produits, de services et de technologies du Canada axés sur le secteur alimentaire.

Débouchés prometteurs

- ◆ Aliments transformés : hôtels, restaurants, institutions, nouvelle classe moyenne connaissant les habitudes, les supermarchés et les dépanneurs, et les modes de l'Amérique du Nord.
- ◆ Systèmes de manutention, d'entreposage et de transport du grain en vrac : le gouvernement a adopté une politique nationale sur la manutention, l'entreposage et le transport des céréales alimentaires pour guider la mise en oeuvre de ce projet. Le lancement d'un appel d'offres international invitera éventuellement les entreprises étrangères à investir dans la mise en place de silos pour le grain en vrac d'une capacité de 0,5 à 0,8 million de tonnes chaque, en vingt endroits situés dans les régions productrices de grains du Punjab, de l'Haryana et de l'Uttar Pradesh. Le projet sera réalisé par le secteur privé mais le gouvernement garantira intégralement l'utilisation des silos pendant les 10 premières années et en garantira l'utilisation à 75 % pendant les 10 années suivantes. Le gouvernement du Punjab se penche également avec attention sur la possibilité de construire des silos pour entreposer le grain en vrac, cet État étant considéré comme le « grenier à grain » de l'Inde. Ces projets fourniront des occasions de fournir du matériel, des technologies et des services de conseils dans le domaine.
- ◆ Chaîne frigorifique pour la conservation des cultures horticoles : la Commission nationale de l'horticulture, qui relève du ministère de l'Agriculture, a été chargée de mettre sur pied des chaînes frigorifiques dans le pays pour conserver les fruits, les légumes et les fleurs devant être transformés en produits à valeur ajoutée destinés au marché intérieur et aux marchés d'exportation. Le Canada a le matériel, la technologie et les compétences pour fournir toutes les composantes nécessaires.
- ◆ Approvisionnement en pois et légumineuses : l'Inde est un important importateur des diverses variétés de pois et de légumineuses, ses importations se montant à un million de tonnes par année. En 2000, la valeur des exportations de pois et de légumineuses du Canada à destination de l'Inde a atteint un niveau record de 107 millions de dollars (385 474 tonnes), le Canada devenant seul le plus important fournisseur de pois et de légumineuses : le total pour l'année 2000 représente une augmen-

tation de 63 % par rapport à 1999, la valeur des exportations ayant alors été de 66 millions de dollars (240 441 tonnes métriques). La part du marché occupée par le Canada est de l'ordre de 20 %; elle pourrait toutefois être de 50 %.

- ◆ Source d'investissement au Canada pour les non-résidents indiens d'Amérique du Nord.

Activités promotionnelles organisées par le Canada

- ◆ *Pleins feux sur l'Inde* : bulletin d'information agro-alimentaire : ce bulletin d'information, publié tous les deux mois à l'intention des grandes entreprises et des associations du secteur agro-alimentaire du Canada, vise à informer ses lecteurs des changements qui se produisent dans le secteur et des modifications apportées à la politique en matière d'importation, de droits de douane et de concurrence. On y présente en outre le calendrier des foires commerciales en Inde.
- ◆ Mission du Programme STEP [Specific Products Trade Expansion Programme] en Inde sur les légumineuses, consistant en la tenue de séminaires sur les légumineuses dans quatre grands centres. La mission devrait avoir lieu au début de l'année 2002

Études de marché

- ◆ Les deux études de marché suivantes ont été terminées et sont affichées sur le site Web Info-Export du MAECI, à l'adresse : <http://www.infoexport.gc.ca>
 - *Débouchés pour certains produits alimentaires canadiens à valeur ajoutée*, janvier 2001
 - *Légumineuses à grains*, juin 2000

Liens

- ◆ National Informatics Centre, centre national d'informatique (cherchez Ministry of Agriculture ou Department of Food Processing Industries) [Ministère de l'Agriculture ou Direction des industries de transformation des aliments] : <http://www.nic.in>
- ◆ Agrobusiness Information Centre [Centre d'information sur les industries agricoles] du FICCI : <http://www.agroindia.org>

- ◆ Agricultural and Processed Food Products Export Development Authority [Agence de développement des produits agricoles et des produits alimentaires transformés] du ministère du Commerce : <http://www.apeda.com>



Pakistan

Pourquoi est-ce une priorité ?

Au Pakistan, le gaspillage de grain ainsi que de fruits et de légumes au moment de l'entreposage et de la transformation représente, dans bien des cas, près du tiers de la production. Il y a donc des débouchés dans le domaine du transfert de technologies, non seulement pour améliorer le rendement, mais également aux chapitres de la transformation, du transport et de l'entreposage. L'adoption de technologies modernes pour la production et la transformation permettra au Pakistan de s'aventurer sur les marchés d'exportation du Moyen-Orient où il y a une forte demande pour les fruits et les légumes frais, ainsi que pour de nombreux autres produits alimentaires.

L'utilisation de méthodes de culture traditionnelles, le manque d'engrais et un approvisionnement en eau restreint ou irrégulier sont des causes fréquentes des faibles rendements dans le cas des cultures telles que le blé, les légumineuses et les lentilles, le coton, les graines oléagineuses, etc., donnant lieu à des importations massives

Au Pakistan, le marché d'exportation pour les légumineuses et les lentilles du Canada est en plein essor. En 2000, les ventes au Pakistan par des exportateurs canadiens se sont chiffrées à environ 30 millions de dollars américains. Grâce à l'introduction régulière de nouvelles variétés et à une campagne de marketing faite de façon systématique par Pulse Canada, en collaboration avec le haut-commissariat du Canada à Islamabad, le Canada est maintenant considéré comme le fournisseur favori de légumineuses au Pakistan.

Il y a également des débouchés dans l'industrie de transformation, où la technologie et les marques de commerce canadiennes peuvent connaître un franc succès.

Produits et services

Importations de produits de base :

- ◆ lentilles et légumineuses;
- ◆ blé (selon la production locale);
- ◆ huile à friture (colza);
- ◆ confiseries.

Matériel pour l'industrie de transformation :

- ◆ jus de fruit;
- ◆ production et emballage de fruits et de légumes frais;
- ◆ transformation des fruits et des légumes frais et surgelés;
- ◆ production de produits laitiers;
- ◆ transformation des fruits de mer;
- ◆ transformation des fruits de mer en produits à valeur ajoutée;
- ◆ transformation du poisson;
- ◆ élevage et exportation de bovins à viande et de bovins laitiers;
- ◆ abattage d'animaux et distribution de produits carnés;
- ◆ technologie et matériel d'irrigation à faible consommation d'eau.

Quoi de neuf sur le marché ?

La sécheresse, abondamment médiatisée, qui frappe l'Afghanistan a également des effets majeurs sur le Pakistan où, d'une part, l'abondance d'eau (et les pratiques non efficaces systémiques ainsi que le manque de planification pour une éventuelle pénurie qui en ont résulté) et, d'autre part, les précipitations de pluie et de neige inférieures à la moyenne enregistrées depuis plusieurs années ont eu pour effet de créer une crise persistante sans précédent en ce qui a trait à l'alimentation en eau. La combinaison de ces deux facteurs a réduit la capacité de produire de l'hydroélectricité (40 % de l'électricité du pays sont produits par les centrales hydroélectriques) et la production agricole. Selon les prévisions à court

terme, il n'y aura pas d'augmentation des précipitations par rapport à ce qui vient d'être enregistré et la situation au Pakistan devrait continuer de se détériorer sur trois fronts : (a) la capacité de production d'électricité va continuer de diminuer, (b) les rendements agricoles vont demeurer décevants et (c) la question très délicate de la distribution et de la répartition de l'eau dans le pays va devenir plus que jamais une source de conflits.

Contexte commercial

De façon générale, les produits agricoles sont, soit exemptés de droits de douane (à titre de produits agro-alimentaires), soit assujettis à des droits réduits (à titre d'intrants) pour promouvoir le transfert de technologie, l'importation de machines, etc. Il y a des possibilités de créer de nouvelles coentreprises avec des entreprises locales ou de conclure des accords de partenariat avec des entreprises existantes désireuses de prendre de l'expansion ou d'améliorer leur production et leurs produits.

Un programme de couplage agricole, d'une valeur de 23 millions de dollars US, a été mis en oeuvre dernièrement. Dans le cadre de ce programme réalisé conjointement par l'USDA¹ et le Conseil de recherche en agriculture du Pakistan, un Fonds de dotation pour la recherche agricole a été créé pour permettre aux scientifiques du Conseil de recherche en agriculture du Pakistan de coupler leurs travaux de recherche avec ceux des scientifiques des États-Unis et ceux d'autres scientifiques agricoles internationaux.

Défis

L'Australie est un gros exportateur de lentilles et de légumineuses au Pakistan, et le Myanmar peut prendre, à l'occasion, une part du marché. Cependant, les importateurs pakistanais ont une prédilection pour les lentilles et les légumineuses du Canada. En conséquence, les exportations canadiennes progressent régulièrement depuis plusieurs années.

Bien que la présence d'entreprises multinationales établies de longue date rende l'accès au marché difficile pour les nouveaux venus, le choix judicieux d'un partenaire local peut faciliter les choses. Pour accroître davantage les exportations canadiennes de lentilles et

¹ Département de l'Agriculture des États-Unis.

de légumineuses, il faudrait réduire les délais d'expédition à partir du Canada. En outre, un certain nombre d'importateurs ont souligné que les marchandises étaient de qualité variable et ont fait valoir qu'il serait souhaitable qu'elles soient classées par grade au Canada avant l'expédition.

À des fins douanières, le gouvernement du Pakistan traite comme un même produit le canola et le colza. Si la marchandise est déclarée comme étant des graines de canola importées pour l'extraction de l'huile, l'importateur ne paie plus désormais les droits de douane de 15 % qui étaient auparavant imposés sur les graines de canola. Désormais, les graines de canola sont considérées de la même façon que les graines de colza importées pour les mêmes fins et aucun droit de douane ne s'applique. Le haut-commissariat du Canada a fait pression auprès du gouvernement du Pakistan pour que le canola et le colza soient considérés comme un seul produit. Une décision a été prise en ce sens en octobre 2001.

Activités promotionnelles organisées par le Canada

- ◆ La prochaine foire commerciale « **Gulfood** » se tiendra en 2003.

Études de marché

- ◆ Une étude de marché sur les importations de produits agroalimentaires en Inde a été révisée et est actuellement affichée sur le site Web InfoExport du MAECI, à l'adresse : <http://www.infoexport.gc.ca>
 - *Étude du marché des produits agroalimentaires*, avril 2001

Autres liens

- ◆ La Fédération des chambres du commerce et des industries du Pakistan : <http://www.fpcci.com>
- ◆ Chambre du commerce et de l'industrie de Karachi : <http://www.karachichamber.com>
- ◆ Chambre du commerce et de l'industrie de Lahore : <http://www.lcci.org.pk>



Sri Lanka

Pourquoi est-ce une priorité

Au Sri Lanka, le riz est l'aliment de base; toutefois, la production locale ne peut suivre la croissance de la demande. En conséquence, la dépendance vis-à-vis des autres légumineuses et le blé, qui sont tous importés, a augmenté. Au cours des cinq dernières années, on a observé une hausse considérable des exportations de produits agro-alimentaires canadiens à destination du Sri Lanka. Il y a encore place pour une croissance soutenue à l'avenir.

Produits et services

Le blé, les légumineuses, les pois, les lentilles, les pommes de terre, la moutarde et la coriandre sont les produits canadiens pour lesquels les perspectives sur ce marché sont les plus prometteuses. Le Sri Lanka est, en effet, le plus gros importateur de lentilles au monde.

Quoi de neuf sur le marché ?

L'huile de colza a été introduite sur le marché du Sri Lanka tout dernièrement. L'importation de farine de blé a été libéralisée en février 2000. Les droits d'importation visant la farine de blé sont actuellement de 10 %.

Contexte commercial

Bien que le marché soit dominé par le secteur privé, la Coopérative de grossistes continue d'importer des marchandises à bas prix dont la distribution est faite par l'État. Dans ce secteur, la demande de produits est encore très liée aux prix; toutefois, du fait que les consommateurs des régions urbaines commencent à avoir des goûts plus sophistiqués, la qualité devient un facteur de plus en plus important dans les décisions d'achat.

Défis

Le Sri Lanka a introduit dernièrement dans son secteur agro-alimentaire une nouvelle réglementation selon laquelle les graines et les aliments génétiquement modifiés importés au pays devront être accompagnés d'un certificat. De plus, une autre exigence administrative est imposée par la banque centrale du

Sri Lanka, selon laquelle les lettres de crédit établies pour l'importation de légumes doivent attester que, pour toute expédition, un certificat phytosanitaire a été produit confirmant que les denrées sont destinées à l'alimentation humaine. Ces deux prescriptions constituent un défi intéressant pour les exportateurs canadiens et auront certainement une incidence sur les futures ventes. Bien que les représentants du milieu du commerce et de celui de l'agriculture s'efforcent d'atténuer les effets de ces nouvelles directives, à court terme, les exportateurs concernés doivent prendre les mesures voulues pour y satisfaire.

Études de marché

- ◆ Une étude de marché du secteur agroalimentaire du Sri Lanka est actuellement en cours de préparation et sera affichée d'ici mars 2002 sur le site Web InfoExport du MAECI, à l'adresse : <http://www.infoexport.gc.ca>



Production, transport et distribution de l'électricité

Bangladesh

Pourquoi est-ce une priorité ?

Bien que la puissance installée au Bangladesh soit d'environ 3 200 MW, la production de pointe est de quelque 2 200 MW, alors que la demande aux heures de pointe est de 3 000 MW et ne cesse d'augmenter. Les ruptures de courant sont fréquentes, et il y a besoin important d'investissements pour combler l'écart entre l'offre et la demande. La politique relative à la production d'électricité par le secteur privé lancée en 1996 stipule que les compagnies d'électricité sont exemptées de l'impôt sur le revenu pour une période de 15 ans. Des débouchés s'offrent pour la conception de nouvelles centrales (de diverses tailles, grande, petite ou mini), la construction de réseaux de transport et de distribution, la remise en état ou la modernisation des centrales existantes, la prestation de toute une gamme de services de soutien, y compris des services techniques et des services conseils, de même que la fourniture de divers types de matériel. Un certain nombre de possibilités se présentent pour des projets de type construction-exploitation-transfert (CET) ou construction-exploitation-possession (CEP).

Défis

Les entreprises qui souhaitent de tirer parti des débouchés offerts par le secteur doivent porter une attention minutieuse au contenu et à la présentation de leur soumission au gouvernement. La difficulté tient à ce qu'il faut travailler avec des organismes publics qui sont peu, sinon aucunement, familiers avec les projets de type CET ou CEP.



Inde

Pourquoi est-ce une priorité ?

Le marché de l'électricité de l'Inde est le deuxième plus important au monde. L'Inde doit doubler sa puissance installée d'ici dix ans pour pouvoir suivre le rythme de croissance de la demande.

Le développement du secteur de l'électricité est essentiel non seulement pour le succès des efforts faits par l'Inde pour libéraliser son économie, mais également pour le succès de ses efforts de développement en général. Le secteur de l'électricité de l'Inde devrait être un de ceux qui vont croître le plus rapidement au monde (dans une fourchette de 9 % à 10 % par année). Durant la période visée par le plan quinquennal en vigueur (1997-2002), la puissance installée, qui est actuellement de quelque 89 000 MW, va être accrue de 40 000 MW. D'ici 2011, la demande devrait atteindre 176 000 MW. Le gouvernement de l'Inde favorise la participation du secteur privé dans tous les aspects de la production, du transport et de la distribution de l'électricité.

Actuellement, le ratio de la production des centrales hydroélectriques et des centrales thermiques est d'environ 25 pour 75. Le gouvernement de l'Inde entend porter la part de l'hydroélectricité à près de 40 %, ce qui devrait ouvrir des débouchés d'autant plus intéressants pour les entreprises canadiennes. Le Canada devrait demeurer le partenaire favori de l'Inde pour ce qui est des projets hydroélectriques.

Produits et services

Le secteur de l'électricité de l'Inde offre d'énormes possibilités pour les entreprises canadiennes dans les domaines de la production (centrales hydroélectriques, centrales thermiques, cogénération), du transport et de la distribution, de la modernisation et de la remise en état des vieilles centrales, des projets de petites centrales et de minicentrales, de la production intégrée de l'énergie et des énergies de remplacement (énergie solaire, énergie éolienne et biomasse).

Aux chapitres du matériel et de l'offre, le secteur indien est bien développé et bien organisé; il peut répondre à la plus grande partie de la demande industrielle du pays. Cependant, il y a des possibilités pour les entreprises canadiennes de fournir des produits et du matériel pour les lignes et les projets de transport de l'électricité, y compris dans le cadre des projets de transport de courant continu à haute tension. Il y a également une demande pour le matériel de simulation, les systèmes d'acquisition et de contrôle des données (SCADA) [Supervisory Control and Data Acquisition] et les pièces pour remettre en état les vieilles centrales

Quoi de neuf sur le marché ?

Le gouvernement de l'Inde a mis en place un certain nombre de mesures pour attirer l'investissement privé, dont les suivantes :

- ◆ les investisseurs étrangers peuvent être intégralement propriétaires des projets de production d'électricité;
- ◆ taux tarifaires préférentiels;
- ◆ les nouveaux projets liés à l'électricité sont admissibles à une exonération d'impôt pour une période de cinq ans;
- ◆ le ratio d'endettement peut aller jusqu'à 4 pour 1;
- ◆ un rendement des capitaux propres de 16 % est garanti aux producteurs d'électricité;
- ◆ des taux d'amortissement spéciaux pour les centrales et les machines.

Parmi les autres mesures, citons :

- ◆ une autorisation automatique de l'investissement étranger direct visant les projets liés à l'électricité;
- ◆ l'assouplissement du plafond de 40 % d'endettement imposé par les IFI;
- ◆ le relèvement à 400 dizaines de millions de roupies (environ 142 millions de dollars CAN) et plus du seuil de dédouanement prévu par la Régie centrale de l'électricité dans le cas des projets de production d'électricité.

Contexte commercial

Contrairement à ce qui s'est passé à la phase initiale des réformes, le gouvernement de l'Inde mettra désormais l'accent sur des aspects plus délicats, tels que la

rationalisation des droits de douane, la réduction des pertes durant le transport et la distribution, la restructuration des régies de l'électricité et le comptage intégral de la consommation. Heureusement, il est maintenant admis qu'il ne pourra pas y avoir de progrès au chapitre de l'investissement visant à accroître la puissance installée et qu'on ne pourra pas susciter la participation du secteur privé ni attirer l'investissement étranger tant que les problèmes occasionnés par le réseau de distribution ne sont pas réglés.

En deuxième place dans l'ordre des priorités se classent la séparation des services de production, de transport et de distribution des régies de l'électricité; la rationalisation des droits de douane; l'établissement d'organismes de réglementation indépendants à l'échelle nationale et à celle des États; et la nécessité pour les régies de l'électricité d'effacer leur dette auprès des services publics centraux.

Les entreprises canadiennes doivent être prêtes à s'engager véritablement sur ce marché et à faire preuve de patience, car tout projet nécessite une période de gestation plus longue que ce n'est le cas en Amérique du Nord. Selon ce qui sera exporté (produit ou technologie), il pourra être nécessaire de faire appel aux services d'un agent local ou de créer une coentreprise avec une entreprise locale. Dans le cas des projets de production, de transport et de distribution de l'électricité, une prise de participation et du financement étranger seront nécessaires.

Défis

Le secteur de l'électricité de l'Inde demeure plein d'embûches, de retards et de changements; les entreprises canadiennes doivent avoir un cadre réglementaire clair, transparent et stable. L'Inde continuera d'avoir besoin d'investissements considérables dans le secteur de l'électricité, mais les projections de la demande pourraient être abaissées dans la mesure où les pertes occasionnées par les réseaux vont diminuer, ce qui réduira la croissance de la demande.

Débouchés prometteurs

Parmi les moyens de repérer les occasions d'affaires, citons les appels d'offres, les projets financés par la Banque mondiale et par la Banque asiatique de développement, ainsi que les renseignements sur les marchés. Ce genre d'information est recueilli régulièrement par le site Web du Centre des occasions

d'affaires internationales (<http://www.iboc.gc.ca>), par la Table ronde nationale sur l'électricité et par Industrie Canada (<http://www.ic.gc.ca>) pour diffusion auprès des entreprises canadiennes.

Activités promotionnelles organisées par le Canada

- ◆ Collecte et diffusion d'information en Inde par le délégué commercial, en vue de recueillir des renseignements sur les marchés et de repérer des occasions d'affaires.
- ◆ Secteur prioritaire dans le cadre de la mission commerciale du Canada, 2002.

Activités commerciales

Power Tech India 2001 (Mumbai, 21 et 24 novembre)

Organisateur : India Tech Foundation

A-8 Rizvi Nagar, Santacruz (Ouest)

Mumbai 400054

Téléphone : (011-91) 22-610 3824, 22-610 3921

Télécopieur : (011-91) 22-616 2459

Courriel : indiatec@bom7.vsnl.net.in

Energy Summit 2001 (Chennai, novembre et décembre)

Organisateur : Confederation of Indian Industry

35/1 Abhiramapuram 3rd Street

Alwarpet, Chennai 600018

Téléphone : (011-91) 44-466 0571

Télécopieur : (011-91) 44-466 0312

Courriel : krish@sr.cii.ernet.in

Power Gen 2001 (New Delhi, janvier 2003)

Organisateur : Interads Limited

A-113 Shivalik, New Delhi

Téléphone : (011-91) 11-668 8928 ou 668 3018

Télécopieur : (011-91) 11-622 8928

Courriel : power@interadsindia.com

Études de marché

- ◆ Des études de marché sur le secteur de l'électricité en Inde ont été réalisées et sont maintenant affichées sur le site InfoExport du MAECI, à l'adresse : <http://www.infoexport.gc.ca>
 - *Le secteur de l'énergie de l'Inde et les intérêts Canadiens — Profil*, octobre 2001
 - *Marché de l'électricité*, avril 2000

Liens

- ◆ Power Line : <http://www.indiapowerline.com>
- ◆ Ministère de l'Électricité : <http://www.nic.in/powermin>
- ◆ Central Board of Irrigation and Power [Commission nationale de l'irrigation et de l'électricité] : <http://www.cbip.org/>
- ◆ Yahoo! : Régions : Pays : Inde : <http://dir.yahoo.com/Regional/Countries/India/>
- ◆ Banque asiatique de développement : <http://www.adb.org>
- ◆ Institutions financières internationales : <http://www.dfait-maeci.gc.ca/ifinet>
- ◆ Industrie Canada, Strategis : <http://strategis.ic.gc.ca>
- ◆ InfoExport : <http://www.infoexport.gc.ca>

Pakistan

Pourquoi est-ce une priorité ?

Les entreprises canadiennes sont présentes dans le secteur de la production de l'électricité au Pakistan depuis de nombreuses années. Il y a des débouchés dans tous les domaines du savoir-faire canadien, y compris les énergies renouvelables.

Selon les estimations, la demande d'électricité au Pakistan augmente d'environ 6 % par année. Abstraction faite de la réduction de la demande due à une faible croissance, on s'attend à ce que des interruptions de courant frappent le réseau d'ici 2003¹. À l'incitation du FMI et avec l'aide de la Banque mondiale et de la Banque asiatique de développement, la Régie de développement de l'eau et de l'électricité (WAPDA) [Water and Power Development Authority] a entrepris une restructuration majeure de son organisation pour se scinder en huit entreprises de distribution, trois entreprises de production et une entreprise de transport, en vue de privatiser le réseau.

Dans le cadre de la politique relative aux producteurs d'électricité indépendants, des entreprises canadi-

1 La sécheresse qui sévit actuellement pourrait avoir une incidence sur la production et les recettes dès cette année.

ennes ont investi dans la centrale thermique au diesel de 117 MW de Raiwind, ouverte en juillet 1999.

Produits et services

- ◆ Systèmes pour la production d'hydroélectricité (turbines, logiciels de gestion, etc.);
- ◆ Centrales thermiques (turbines à gaz, matériel de contrôle, systèmes SCADA);
- ◆ Matériel pour le transport de courant haute tension (câble, conducteurs, pylônes, postes de réseau, etc.);
- ◆ Matériel et logiciels pour les réseaux de distribution (systèmes SCADA intégrant les contrôles pour prévenir les vols, repérer les lignes défectueuses, facturer, etc.);
- ◆ Conversion des services publics appartenant à l'État en huit (ou plus) entreprises privées indépendantes axées sur la production, le transport et la distribution.

Quoi de neuf sur le marché ?

La politique d'incitatifs à l'intention des producteurs d'électricité indépendants mise en oeuvre en 1994 a entraîné des investissements de plus de 3 milliards de dollars durant l'exercice 1995-1996. Depuis lors, plusieurs différends non réglés concernant la tarification et d'autres questions mettant en cause les producteurs indépendants ont réduit la confiance des investisseurs dans le secteur. En décembre 2000, la WAPDA n'avait toujours pas réussi à régler ses principaux différends l'opposant à l'ensemble des producteurs d'électricité indépendants; elle s'affaire actuellement à mettre en oeuvre les réformes structurelles. Le Canada est un fournisseur établi de services de soutien technologiques au matériel et aux logiciels pour les systèmes de production d'hydroélectricité et les lignes de transport haute tension, et de technologie pour les réseaux de distribution. Dernièrement, la Banque asiatique de développement a fourni un prêt de 300 millions de dollars pour la restructuration du secteur de l'énergie, en complément d'un prêt de même ordre provenant de la Banque mondiale. Une partie de ces fonds sera employée à l'entretien et la modernisation des systèmes existants.

Contexte commercial

La production, le transport et la distribution de l'électricité sont la responsabilité de deux sociétés d'État à intégration verticale, soit la WAPDA qui couvre l'ensemble du pays, à l'exception de la ville de Karachi, et la Société d'électricité de Karachi. Plusieurs entreprises privées produisent de l'électricité à partir de centrales au mazout ou au gaz. Deux centrales nucléaires appartenant à l'État fournissent au total 437 MW. La demande de pointe a augmenté au Pakistan, passant de 184 MW, en 1960, à 11 395 MW, en mai 2000, ce qui représente une augmentation annuelle moyenne d'environ 12 %. La puissance nominale des centrales électriques du Pakistan dépasse 17 000 MW. Voici les statistiques les plus importantes :

- ◆ réseau de la WAPDA : puissance totale de 9 732 MW (4 825 MW fournis par les centrales hydroélectriques et 4 907 MW, par les centrales thermiques)
- ◆ puissance additionnelle fournie par les producteurs indépendants : 5 732 MW (centrales thermiques uniquement)
- ◆ réseau de la Société d'électricité de Karachi : puissance totale de 1 735 MW (centrales thermiques uniquement)
- ◆ puissance additionnelle fournie par les producteurs indépendants : 262 MW (centrales thermiques uniquement)
- ◆ centrales nucléaires : 437 MW (centrale de Chashma, 300 MW; centrale de Karachi, 137 MW)

La privatisation de la Société d'électricité de Karachi se fera principalement sous la direction de la Price Waterhouse Coopers, grâce à un prêt de 1 million de dollars octroyés par la Banque asiatique de développement au titre de l'assistance technique.

Comme le gouvernement du Pakistan a décidé d'accélérer le développement des ressources hydroélectriques, les entreprises étrangères peuvent désormais relever librement la concurrence sur le marché local. Les projets financés par les institutions financières internationales sont publiés dans la presse locale et dans la presse internationale. Le gouvernement du Pakistan a pris (à contrecœur) plusieurs mesures visant à déréglementer le secteur et à fractionner les services publics pour les transformer en société (et ensuite les privatiser). Voici un aperçu de ces mesures.

- ◆ En 1997, le gouvernement du Pakistan a adopté une loi nationale instaurant la Régie nationale de l'électricité (NEPRA) [National Electric Power Regulatory Authority Act] chargée de réglementer le secteur.
- ◆ Par la suite, le gouvernement du Pakistan a créé une société de portefeuille, la Société d'électricité du Pakistan (PEPCO) [Pakistan Electric Power Company], propriétaire de l'actif de la Régie nationale nationale de l'électricité en vue de la transformation en société et de la privatisation de celle-ci.
- ◆ Le fractionnement des services de la NEPRA, conformément au calendrier proposé, a commencé par la création de huit entreprises d'électricité distinctes, ayant chacune leur conseil d'administration, leur système comptable, etc. Une société d'exploitation d'une centrale thermique a déjà été créée la Kot Addu Power Company, gérée conjointement par la Régie de développement de l'eau et de l'électricité et par l'National Power U.K., propriétaire de 26 % des actifs. On prévoit la création de deux autres sociétés d'exploitation de centrale thermique — appelées à être privatisées en vendant des actions à des investisseurs stratégiques. La dernière phase comportera la création d'une société de transport et de distribution de l'électricité.
- ◆ La société PEPCO doit faire appel aux services de consultants étrangers ou locaux pour évaluer l'actif. Les entreprises canadiennes pourront offrir leurs services en participant à une coentreprise, par l'intermédiaire d'agents locaux ou de façon autonome.

Défis

- ◆ Promulgation de la loi sur la privatisation (la loi est prête, mais elle n'a pas encore été adoptée).
- ◆ Nouvelle politique pour exploiter le potentiel de production hydroélectrique.
- ◆ Accroissement de la puissance installée de la Régie nationale de l'électricité.
- ◆ Rationalisation de la tarification de l'électricité et des prestations sociales.
- ◆ Centrales au charbon utilisant les sources locales — infrastructure et incitatifs.

- ◆ Autonomie de gestion, reddition de comptes et incitation à la rentabilité en vue de la transformation en société et de la privatisation de la Régie de développement de l'eau et de l'électricité par l'intermédiaire de la Compagnie d'électricité du Pakistan.

Débouchés prometteurs

- ◆ Prêt de 300 millions de dollars US (en cours de négociation) devant être fournis par la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement pour la restructuration du secteur de l'énergie, dont la moitié servira à développer et à entretenir l'infrastructure existante : matériel pour la production, le transport et la distribution de l'électricité.
- ◆ Conversion au gaz naturel (de source locale) des centrales thermiques au pétrole (importé).
- ◆ Privatisation des services de distribution (une fois que le projet de loi sur la privatisation aura été adopté).
- ◆ Systèmes SCADA pour réduire les pertes dues aux lignes.
- ◆ Centrale hydroélectrique de Malakand — 75 MW.

Activités promotionnelles organisées par le Canada

- ◆ Diffusion de bulletins périodiques sur les sites Web d'InfoExport sur l'évolution et la mise en oeuvre de la politique et de la loi relatives à la privatisation.
- ◆ La haut-commissariat du Canada continue de travailler en étroite collaboration avec les entreprises et avec leurs représentants locaux pour repérer les occasions d'affaires.

Études de marché

- ◆ Une étude de marché sur le secteur de l'électricité du Pakistan vient d'être terminée et est maintenant affichée sur le site InfoExport du MAECI, à l'adresse : <http://www.infoexport.gc.ca>
 - *Secteur de l'énergie électrique*, novembre 2000

Liens

- ◆ State Bank of Pakistan [Banque centrale du Pakistan] (information sur la réglementation du taux de change ayant une incidence sur le rapatriement des profits) : <http://www.sbp.org.pk>
- ◆ Board of Investment [Commission de l'investissement] (information sur la réglementation de l'investissement et personnes-ressources clés pour les investisseurs étrangers) : <http://www.pakboi.gov.pk>
- ◆ Commission de la privatisation : <http://www.privatisation.gov.pk>
- ◆ Industrie Canada :
Français : <http://napoleon.ic.gc.ca/eccelectrique>
English : <http://napoleon.ic.gc.ca/ttcelectrical>
- ◆ Banque asiatique de développement (information détaillée sur les futurs projets dans le secteur de l'énergie du Pakistan) : <http://www.adb.org/Documents/Profiles>



Sri Lanka

Pourquoi est-ce une priorité ?

Le Sri Lanka prévoit de presque doubler sa puissance installée durant la première décennie du nouveau millénaire, en y ajoutant 1 500 MW d'ici 2010, ce qui représente un investissement d'environ 2 milliards de dollars américains. Le Sri Lanka produit son électricité à partir de centrales hydroélectriques, mais le potentiel hydroélectrique de l'île a été presque entièrement exploité et les centrales existantes sont très dépendantes du niveau des précipitations. En conséquence, la nouvelle puissance devra être fournie par des centrales thermiques ou par des sources d'énergie de remplacement.

La puissance installée a été accrue de 100 MW pour être portée à 1 750 MW à la fin de juin 2000 avec la mise en service d'une deuxième centrale au diesel (40 MW), en octobre 1999, et d'une centrale sur barge (60 MW), dans le cadre d'un projet de type CET, en juin 2000.

Malgré une baisse substantielle de la production d'hydroélectricité, la production totale a augmenté de 13 %, pour atteindre 3 349 GWH, au cours du premier semestre 2000, après une augmentation de 7 % pour la même période en 1999. L'accroissement de la demande a été entièrement satisfait par l'électricité de source thermique, la production d'hydroélectricité étant tombée à un seuil jamais atteint de 44 % de l'ensemble de la production, comparativement à 69 % l'année précédente. La Commission d'électricité de Ceylan [Ceylon Electricity Board] a dû utiliser au maximum toutes les sources thermiques disponibles pour pouvoir répondre à la demande d'électricité.

Produits et services

Les centrales thermiques et les mini-centrales hydroélectriques, de même que les réseaux de transport et de distribution connexes sont autant de domaines qui offrent des débouchés. Compte tenu du manque de ressources de combustibles fossiles dans l'île, les sources de remplacement fiables et reconnues seront bien reçues.

Il y a des occasions d'affaires possibles pour les exportateurs qui pensent pouvoir contribuer à accroître l'efficacité du réseau de transport existant au Sri Lanka. Bien que le taux de perte (environ 17 %) soit l'un des plus bas de la région, son abaissement aux taux qui ont cours au Canada permettrait d'accroître l'offre d'électricité de plus de 150 MW. Non seulement cela permettrait d'économiser pour quelque 200 millions de dollars de nouveaux investissements, mais cela réduirait en outre les besoins de combustibles importés et atténuerait les répercussions environnementales de l'agrandissement du réseau.

Quoi de neuf sur le marché ?

Les Sri Lankais devenant plus soucieux de la nécessité de préserver l'énergie par suite de l'augmentation de la demande, des débouchés s'ouvrent pour la vente de technologies visant à économiser l'énergie.

Contexte commercial

Le secteur est ouvert à la participation étrangère, et le secteur privé est appelé à jouer un rôle clé dans son développement à venir. Le gouvernement du Sri Lanka a l'intention de recourir au financement privé, au moyen de projets de type CEP, pour la réalisation des

futurs projets de centrales électriques. Les prêts à des conditions libérales et autres types de financement public ne seront donc pas employés dans le secteur.

Défis

Les entreprises qui souhaitent de tirer parti des débouchés offerts par le secteur doivent porter une attention minutieuse au contenu et à la présentation de leur soumission au gouvernement. La difficulté tient à ce qu'il faut travailler avec des organismes

publics qui sont peu, sinon aucunement, familiers avec les projets de type CET ou CEP.

Liens

- ◆ Sri Lanka — porte d'entrée en Asie méridionale : <http://www.boisrilanka.org/boihome/invest.htm>



Environnement

Inde

Un nouveau souffle de propreté

Pourquoi est-ce une priorité ?

Les embouteillages occasionnés par les navetteurs se multiplient en Inde, alors que 90 % de l'imposant parc de 12 000 autobus sont à l'arrêt. Pas davantage de taxis en vue. L'attente pour les quelques autobus en service se calcule en heures, et cela en dépit d'un avertissement lancé il y a trois ans, résultat d'une ordonnance de la Cour suprême de l'Inde selon laquelle les autobus — de même que les taxis et les pousse-pousse à trois roues — devaient être convertis au gaz naturel ou être enlevés de la circulation au plus tard le 1^{er} avril 2001. Le poids de la préoccupation pour l'environnement est tel que l'ordonnance de la Cour suprême est maintenue, bien que les propriétaires d'autobus et de taxis ont bénéficié d'une extension de six mois de la période prescrite, c'est-à-dire jusqu'au 1^{er} octobre 2001.

En Inde, on est de plus en plus sensibles aux problèmes liés à l'environnement et ce, pas uniquement dans le milieu judiciaire. Bon nombre de projets de grande envergure font face à une opposition de la part des écologistes et de l'ensemble de la population. Des lois ont été adoptées pour réduire la pollution de l'air, de l'eau et des sols, et elles sont appliquées par l'administration et par les tribunaux. La plupart des grands projets, qu'il s'agisse d'agrandissements, de remises en état ou de nouveaux projets, nécessitent un examen des répercussions environnementales et une autorisation du gouvernement central et du gouvernement de l'État. Le ministère fédéral de l'Environnement et des Forêts, par l'intermédiaire de son Agence d'évaluation des répercussions, et les commissions de contrôle de la pollution des États voient aux questions liées à l'environnement.

Le marché de l'Inde offre des débouchés considérables, estimés à environ 2 milliards de dollars US, au chapitre des produits et services liés à l'environnement, en particulier dans les domaines du traitement des eaux usées, de la gestion des déchets solides et de la gestion des déchets dangereux.

Produits et services

Les produits, services ou connaissances spécialisées qui offrent actuellement les meilleurs débouchés aux entreprises canadiennes en Inde sont les suivants :

- ◆ traitement de l'eau et des eaux usées;
- ◆ dessalement de l'eau de mer;
- ◆ membrane durable d'osmose inverse;
- ◆ récupération et réutilisation du mercure des piles dans diverses industries;
- ◆ désulfuration des gaz de combustion dans les centrales thermiques;
- ◆ clarifloculateurs et récupération des fibres dans les usines de pâtes;
- ◆ utilisation de la cendre légère dans les centrales thermiques;
- ◆ gestion des déchets, y compris l'incinération des déchets dangereux et le brassage mécanique des boues;
- ◆ appareillage spécial de déshydratation pour opération en continu utilisant, entre autres, l'absorption bêta et la fluorescence ultraviolet.

Quoi de neuf sur le marché ?

La sensibilisation grandissante due aux nouvelles lois, la mise en oeuvre de nouvelles lois contre la pollution et l'application plus rigoureuse des lois existantes pour protéger l'environnement ouvrent de nouveaux débouchés et augmentent les occasions d'affaires pour les entreprises canadiennes. La sensibilisation durable et grandissante à l'importance de protéger l'environnement garantit que ce secteur est appelé à connaître une forte croissance en Inde dans un avenir prévisible. Les entreprises canadiennes qui offrent les technologies suivantes trouveront des débouchés intéressants sur ce marché :

- ◆ gestion des déchets dangereux (industriels et médicaux);
- ◆ gestion des déchets solides;
- ◆ méthodes de production propres;

- ◆ technologies utilisant des combustibles écologiques;
- ◆ gestion de l'eau et des eaux usées.

Pour satisfaire plus efficacement aux engagements pris par le Canada dans le cadre du protocole de Kyoto, le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international et Ressources naturelles Canada ont convenu d'envoyer trois agents chargés de promouvoir le commerce lié au changement climatique dans le monde entier, pour une période initiale allant du 1^{er} janvier 2002 au 31 mars 2006. Un de ces agents sera en poste à New Delhi.

Contexte commercial

- ◆ Le gouvernement a récemment adopté de nouvelles lois pour contrôler la pollution atmosphérique, visant notamment New Delhi, mais dont l'application est appelée à être étendue au reste du pays. De même, la pollution de l'eau et des eaux usées est un sujet de préoccupation dans tout le pays pour le gouvernement central aussi bien que pour les gouvernements des États. Tous les ordres de gouvernement sont ouverts aux propositions concernant les domaines précités pouvant permettre de corriger la situation.
- ◆ Pour un nombre grandissant de projets dans ce secteur, le financement est accordé par les IFI.
- ◆ Le gouvernement essaie de réduire son rôle en cherchant à mettre à contribution le secteur privé pour ce qui est de la gestion de certaines responsabilités municipales et en incitant ce dernier à réaliser des projets de gestion des déchets solides et des déchets dangereux de type CET.

Défis

- ◆ Une concurrence de plus en plus vive provient des États-Unis, de la France et de l'Australie.
- ◆ Le processus d'appel d'offres utilisé en Inde, long et complexe, est une source de frustrations pour bien des entreprises.
- ◆ Pour pouvoir s'implanter avec succès sur ce marché, il faut établir de bonnes relations d'affaires. Pour cela, il faut être prêt à investir du temps (et de l'argent) pendant une période pouvant habituellement couvrir plus de huit mois.
- ◆ Il faut s'attendre à des délais administratifs lorsqu'on fait affaires avec le gouvernement.

Débouchés prometteurs

- ◆ Les renseignements concernant les débouchés possibles pour les entreprises canadiennes sont transmises à l'Association canadienne des industries de l'environnement qui en fait la diffusion.

Activités promotionnelles organisées par le Canada

- ◆ *Canadian Environment News* : bulletin trimestriel publié par le haut-commissariat de Delhi pour un lectorat indien.

Calendrier des activités commerciales

- ◆ Séminaires sur les technologies environnementales dans quatre villes, à diverses dates durant l'exercice 2001-2002.
- ◆ Stand du Canada à la foire commerciale **Water Asia**, à New Delhi, du 30 janvier au 1^{er} février 2002.
- ◆ Participation d'un représentant de l'Inde et d'une mission à la foire commerciale **Globe 2002**, qui se tiendra du 13 au 15 mars 2002 à Vancouver.

Études de marché

- ◆ Des études de marché portant sur les déchets dangereux, le traitement de l'eau et le traitement des eaux usées, de même qu'un profil du secteur de l'environnement en Inde ont été réalisés; ces documents sont accessibles sur le site InfoExport du MAECI, à l'adresse : <http://www.infoexport.gc.ca>
 - *Initiatives d'exportation : Liste globale d'activités et rapports*, juillet 2001
 - *Le marché de la gestion des déchets en Inde*, juillet 2001
 - *Profil du secteur de l'environnement*, mai 2000

Liens

- ◆ Ministry of Environment and Forests [Ministère de l'Environnement et des Forêts] : <http://envfor.nic.in>
- ◆ Central Pollution Control Board [Commission centrale de contrôle de la pollution] : <http://envfor.nic.in/cpcb/cpcb.htm>

- ◆ Associated Chambers of Commerce and Industry (ASSOCHAM) [Association des chambres du commerce et de l'industrie] : <http://asocham.org>
- ◆ Confederation of Indian Industry (CII) [Confédération des industriels de l'Inde] : <http://ciionline.org>
- ◆ Federation of Indian Chambers of Commerce and Industry (FICCI) [Fédération des chambres du commerce et de l'industrie de l'Inde] : <http://ficci.com>
- ◆ Indian Environmental Association [Association environnementale de l'Inde] : <http://iea.org.in>
- ◆ Tata Energy Research Institute : <http://www.teriin.org>



Pakistan

Pourquoi est-ce une priorité ?

Si le secteur de l'environnement n'est pas en première place dans les priorités du Pakistan, il est reconnu dans le pays qu'il est nécessaire de remettre en état les installations et l'infrastructure et qu'il est important de tenir compte des préoccupations environnementales dans tout nouveau projet. Les IFI qui ont une vision à long terme comme la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement financent des projets dans ce secteur. Le Canada jouit d'une bonne réputation sur ce marché en ce qui a trait au respect de l'environnement.

Produits et services

Les services et les projets suivants offrent d'excellents débouchés aux fournisseurs canadiens :

- ◆ la gestion des déchets urbains solides;
- ◆ le projet d'égout municipal;
- ◆ les projets de traitement de l'eau;
- ◆ les projets de gestion des déchets d'hôpitaux;
- ◆ les projets de gestion des eaux d'irrigation;
- ◆ les projets de contrôle des sols salins, de contrôle de l'engorgement des sols et de régénération du sol;

- ◆ les émissions des automobiles;
- ◆ les projets de gestion des déchets industriels;
- ◆ le traitement des effluents chimiques;
- ◆ les stations de gaz naturel comprimé.

Contexte commercial

L'Ordonnance relative à la protection de l'environnement édictée par le Pakistan (1983) établit le cadre législatif permettant de créer le Conseil de protection de l'environnement du Pakistan et les organismes de protection de l'environnement provinciaux. Le 6 décembre 1997, après consultation des intéressés, le gouvernement du Pakistan a remplacé l'ordonnance relative à la protection de l'environnement par la loi relative à la protection de l'environnement du Pakistan, qui a l'avantage d'être plus détaillée. Celle-ci contient des dispositions pour protéger, préserver, restaurer et améliorer l'environnement, prévenir et contrôler la pollution et promouvoir le développement durable.

Le Conseil de protection de l'environnement du Pakistan est l'organisme fédéral chargé d'élaborer les politiques et les programmes nationaux en matière d'environnement dans le cadre de la stratégie nationale de conservation adoptée en 1992. Le Conseil a élaboré des normes nationales de qualité de l'environnement. Il a également pris des mesures efficaces concernant des questions environnementales nationales impérieuses comme la déforestation, la pollution industrielle, la pollution automobile, les déchets dangereux et les déchets des hôpitaux.

Un autre indice des préoccupations environnementales est la décision de la Fédération des chambres du commerce et de l'industrie du Pakistan de publier un bulletin mensuel sur le thème de l'environnement, sous le titre *Environnement*, et de créer un comité de l'environnement. Très peu d'entreprises locales sont présentes dans ce secteur, mais bon nombre souhaitent trouver des partenaires nord américains dans des domaines précis pour enrichir leur gamme d'activités ou de produits en matière d'environnement.

Défis

Bien que le Pakistan ait adopté des lois pour contrôler les torts causés à l'environnement par les entreprises industrielles, la circulation automobile, etc., le secteur public est plutôt apathique lorsqu'il s'agit de faire respecter les normes internationales et il est mal

informé des conséquences à long terme d'un comportement peu respectueux de l'environnement. Les entreprises privées ont la même attitude et se montrent peu enclines à investir dans des technologies pour assainir les produits rejetés régulièrement par les divers secteurs industriels (en particulier le secteur textile et le secteur du cuir), les égouts, les canaux, les rivières, la mer et tout terrain à découvert accessible. Elles peuvent toutefois se montrer intéressées à investir dans des technologies susceptibles de leur apporter des bénéfices.

Activités promotionnelles organisées par le Canada

Le bureau commercial du Canada à Karachi entretient régulièrement des relations avec les associations professionnelles et les principaux bureaux de conseils en génie environnemental pour se tenir au courant des débouchés susceptibles d'intéresser les entreprises canadiennes faisant l'objet d'appels d'offres internationaux. Les entreprises canadiennes spécialisées en génie environnemental qui souhaitent avoir un représentant dans ce marché et qui sont en mesure de participer à des projets ou de fournir des services de conseils ou d'autres services peuvent faire parvenir au bureau commercial de Karachi (**cancom@fascom.com**) une copie du profil de leur entreprise et une description de leurs domaines de spécialisation et de leurs champs d'intérêt.

Études de marché

- ◆ Une étude de marché sur le secteur de l'environnement du Pakistan vient d'être terminée et est maintenant affichée sur le site InfoExport du MAECI, à l'adresse : <http://www.infoexport.gc.ca>
 - *Profil du secteur de l'environnement*, mai 2000

Liens

- ◆ Environmental Technologies Program for Industries, Federation of Pakistan Chambers of Commerce and Industries [Programme relatif aux technologies environnementales à l'intention de l'industrie, Fédération des chambres du commerce et de l'industrie du Pakistan], Karachi : <http://www.etpi.org>
- ◆ Ministry of Environment and Local Bodies [Ministère de l'Environnement et entités locales], Islamabad : <http://www.environment.gov.pk>

- ◆ Lahore Chamber of Commerce and Industries [Chambre du commerce et de l'industrie de Lahore] : <http://www.lcci.org.pk>



Sri Lanka

Pourquoi est-ce une priorité ?

Les plages merveilleuses et les immenses forêts tropicales humides comptent indubitablement parmi les plus riches atouts du Sri Lanka — et leur protection de toute dégradation environnementale n'est qu'un mobile parmi d'autres qui pousse la population à prévenir et à corriger la pollution environnementale. Le développement commercial et industriel qu'a connu récemment le Sri Lanka est à l'origine des défis de plus en plus nombreux qui se posent en matière d'environnement et de la sensibilisation de plus en plus vive quant à l'importance qu'il faut accorder à l'environnement dans le contexte global du développement du pays. Si les défis auxquels le Sri Lanka doit faire face sont énormes, les entreprises canadiennes ont mis au point des solutions pour bon nombre d'entre eux.

Produits et services

L'élimination des déchets solides, la pollution de l'eau et la pollution atmosphérique sont les principaux problèmes que le Sri Lanka doit résoudre actuellement, en particulier en ce qui a trait aux grandes agglomérations. Des occasions d'affaires s'offrent aux exportateurs canadiens qui fournissent des services ou des technologies en rapport avec ces domaines. Les municipalités de Colombo et des environs produisent actuellement 1 000 MT approximativement de déchets solides par jour. Les responsables sont à la recherche de technologies et de financement pour résoudre ce problème. Il existe aussi un besoin pour la prestation de services de conseils à ce chapitre.

Le Sri Lanka dépend dans une large mesure des touristes adeptes de plages sablonneuses et de surfing, attirés par la faune, la flore et la vie marine de son littoral, malheureusement de plus en plus pollué. Il y a donc des débouchés pour les entreprises cana-

diennes qui offrent des technologies et des services pour stopper la détérioration des écosystèmes côtiers et forestiers et pour les restaurer. En particulier, il y a une demande pour des services de conseils en matière de prévention et de gestion de la pollution marine, d'aménagement forestier, de conservation des zones côtières, de pollution atmosphérique, de gestion des déchets industriels et de gestion des récifs coralliens et des ressources marines. Il y a également des débouchés pour les entreprises qui peuvent conseiller le gouvernement dans l'élaboration de cadres réglementaires appropriés pour la conservation et la prévention de la pollution.

Contexte commercial

Le gouvernement du Sri Lanka a très peu de fonds à consacrer aux questions environnementales et, du moins à court terme, il dépend pour le financement des projets des IFI, telles que la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement. Cette dernière, en particulier, a un certain nombre de projets en route dans ce secteur.

Défis

Étant donné le caractère rudimentaire de l'actuelle réglementation en matière d'environnement au Sri Lanka, il peut s'avérer difficile de savoir avec précision quels sont les centres de décision appropriés. Les organismes exploitants du gouvernement central ne sont pas toujours d'accord avec les autorités provinciales chargées des questions environnementales quant à la manière d'aborder les problèmes. En conséquence, les exportateurs qui souhaitent tirer parti des débouchés possibles dans ce secteur doivent être prêts à relever le défi de travailler avec plus d'une autorité gouvernementale.

L'autre difficulté est liée au financement des projets. La nécessité pour les diverses agglomérations du Sri Lanka de trouver des solutions — et de les trouver rapidement — au problème de l'élimination des déchets solides est évidente pour les autorités municipales du Sri Lanka. Cependant, comme on vient de le mentionner, le financement est un problème majeur. Par ailleurs, il n'est pas réaliste de s'attendre à ce que

les IFI financent tous ces projets. Par conséquent, l'ingéniosité employée à financer un projet peut devenir un facteur déterminant pour l'octroi du contrat.

Débouchés prometteurs

Le Conseil provincial de l'Ouest du Sri Lanka a dernièrement fait appel aux services d'une firme de conseillers pour l'aider à élaborer des plans pour régler le problème de la gestion des déchets solides. La province de l'Ouest est la région la plus peuplée du Sri Lanka; c'est aussi celle qui produit le plus de déchets. C'est également là que se trouvent la majorité des centres de villégiature prisés par les touristes adeptes de plages sablonneuses et de surfing, de sorte qu'il est impératif pour l'économie du pays qu'une solution soit trouvée le plus rapidement possible.

La Banque asiatique de développement est également à la recherche d'entreprises qui désirent présenter des soumissions pour un projet de gestion des zones côtières qu'elle juge très intéressant.

Activités promotionnelles organisées par le Canada

La section commerciale du haut-commissariat du Canada recherche activement des entreprises disposées à fournir au Sri Lanka des technologies environnementales appropriées assorties de conditions de financement réalistes. Elle aidera ces entreprises à présenter leur projet de financement au gouvernement du Sri Lanka et leur fournira des avis par la suite, tandis que la proposition suivra le processus devant mener à une prise de décision.

Liens

- ◆ Banque mondiale : <http://www.worldbank.org>
- ◆ Banque asiatique de développement : <http://www.adb.org>



Services financiers

Pakistan

Pourquoi est-ce une priorité ?

Il y a actuellement au Pakistan, un total de 45 institutions financières en activité, dont 18 sont des sociétés étrangères, notamment des banques d'Europe, du Moyen-Orient, du Japon, du Bangladesh et du Sri Lanka.

L'expansion, la déréglementation et la privatisation (imminente) des services financiers dans un contexte déréglementé présentent plusieurs occasions d'affaires pour les institutions financières canadiennes.

Produits et services

- ◆ Services bancaires
- ◆ Crédit-bail
- ◆ Fonds communs de placement
- ◆ Courtage
- ◆ Assurance
- ◆ Conseils financiers
- ◆ Services de garantie du financement avant expédition
- ◆ Services aux institutions offerts par les institutions financières de développement

Contexte commercial

À l'instigation des organismes donateurs, le gouvernement du Pakistan a entrepris de réaliser un plan de réformes visant le secteur financier; il est en train de rédiger un rapport détaillé qui servira à mettre sur pied le programme de mise en oeuvre de ces réformes. Voici quelques-uns des éléments des réformes :

- ◆ améliorer l'efficacité du secteur bancaire grâce à la privatisation;
- ◆ améliorer le cadre réglementaire;
- ◆ réviser les lois pour améliorer la surveillance externe et la réglementation de la banque d'État du Pakistan.

De plus, les institutions financières locales ont créé un consortium pour le bénéfice des petites et des moyennes entreprises.

La privatisation des institutions financières est le résultat de l'adhésion du Pakistan à l'OMC. En mettant l'accent sur la privatisation des banques du secteur public, le gouvernement du Pakistan espère pouvoir ouvrir le secteur bancaire du pays grâce au transfert à des banques étrangères de la gestion stratégique des banques locales peu efficaces. Si la privatisation des actifs doit enrichir le système bancaire en lui apportant une expérience étrangère, la révision de la réglementation permettra au gouvernement du Pakistan de se concentrer sur son rôle essentiel, qui est notamment d'élaborer des politiques ainsi que de réglementer et de contrôler les institutions financières.

Le gouvernement du Pakistan a préparé les projets de loi nécessaires pour mettre en oeuvre le processus de réforme. Une fois en vigueur, ces lois mettront en place les réformes structurelles requises pour introduire une « culture de la gestion publique et du crédit », incluant une révision du rôle de la banque centrale, un renforcement de la loi sur les forclusions et la création de la Société de restructuration de l'entreprise et de l'industrie. Il y a de plus en plus de débouchés pour les banques et les institutions financières étrangères qui souhaitent percer les marchés financiers du Pakistan, seules ou en s'associant à des partenaires locaux.

En raison des ajustements institutionnels effectués dans la région, deux succursales de banques américaines — American Express et Chase Manhattan — ont été vendues à la banque d'État Union Bank et, après avoir acquis les actifs de la ANZ Grindlays Bank, la Standard Charter Bank est devenue la plus grande banque étrangère établie dans la région. Les institutions financières canadiennes entretiennent des relations d'affaires avec la Habib Bank Limited et la Muslim Commercial Bank (qui appartiennent toutes deux au gouvernement du Pakistan), qui ont indiqué qu'elles envisageaient d'ouvrir des succursales au Canada.

Débouchés prometteurs

Voici un aperçu des débouchés actuels :

- ◆ La privatisation de la Habib Bank Limited et de la United Bank Limited, de même que la vente des actions de la Muslim Commercial Bank et de la Allied Bank Limited encore entre les mains du gouvernement du Pakistan offrent des possibilités de fusion, de coentreprises et de placement de portefeuille.
- ◆ Les fusions et les acquisitions d'institutions financières de petite taille.
- ◆ Les services bancaires aux consommateurs.
- ◆ Le financement de la technologie.
- ◆ Les services bancaires sur Internet.

Activités promotionnelles organisées par le Canada

- ◆ Diffusion sur les sites Web d'InfoExport (<http://www.infoexport.gc.ca>) et du haut-commissariat du Canada à Islamabad de bulletins périodiques concernant la politique et la législation en matière de privatisation.

- ◆ Le personnel du haut-commissariat du Canada continue de travailler en étroite collaboration avec les entreprises et leurs représentants locaux pour tirer parti des débouchés.

Liens

- ◆ Ministry of finance and Economic Affairs [Ministère des Finances et des Affaires économiques] : <http://www.finance.gov.pk>
- ◆ Privatisation Commission [Commission de la privatisation] : <http://www.privatisation.gov.pk>
- ◆ Securities and Exchange Commission of Pakistan [Commission des opérations boursières du Pakistan] : <http://www.secp.gov.pk>
- ◆ State Bank of Pakistan [Banque d'État du Pakistan] : <http://www.sbp.org.pk>
- ◆ Directory of banks and non-bank financial institutions (NBFIs) [Répertoire des banques et des institutions financières non bancaires] : <http://www.sbp.org.pk/downloads/Banksaddresses.xls>



Produits destinés à la construction résidentielle et non résidentielle

Inde

Instaurer un climat de confiance

Pourquoi est-ce une priorité ?

Plus de 1 million de maisons ont été endommagées ou détruites, tandis que 73 % des 1 300 écoles primaires et plus que comptait le pays ont été démolies. Des millions de personnes ont été laissées sans abri. Ce ne sont là que quelques-unes des conséquences du tremblement de terre qui a secoué l'État de Gujarat, en Inde, en janvier 2001. Le séisme, dont les effets se sont fait sentir aussi loin qu'au Népal, a eu des répercussions sur 7 904 villes, bourgades et villages, a fait 20 000 morts et a causé d'innombrables dommages aux constructions dans l'État de Gujarat. La Banque mondiale et la Banque asiatique de développement ont toutes deux annoncé l'instauration de programmes d'aide à la reconstruction.

Outre les catastrophes naturelles, l'Inde fait face à une pénurie de bâtiments résidentiels, d'espaces à usage commercial, d'espaces de bureaux et d'installations industrielles. De plus, le marché indien des produits destinés au logement, à la construction et au bâtiment est un autre secteur qui a été radicalement transformé par l'ouverture de l'économie de l'Inde à la concurrence internationale. Alors que les entreprises internationales étaient quasi inexistantes en Inde au début des années 1990, un nombre important d'entre elles y exercent aujourd'hui des activités dans les domaines des technologies destinées aux bâtiments résidentiels, du matériel de construction, des produits du bâtiment et des services techniques. L'aide importante consentie par le gouvernement de même que les réformes qu'il a entreprises, telles les abattements pour amortissement, de même que l'abrogation de la *Loi sur les terres urbaines* [*Urban Land Act*] ont libéré des terres pour les projets de construction et encouragé le développement du secteur privé. De plus, de vastes projets d'habitat collectif ont été annoncés. Les nouvelles politiques sont axées sur la construction de deux millions d'unités de logement par année, dont 1,2 million dans les zones rurales et le reste en milieu urbain. L'importance accrue qui est

accordée aux réformes dans le secteur indien de la construction résidentielle créera une hausse considérable de la demande de produits du bâtiment, dont bon nombre devront être importés.

En somme, il existe une très forte demande de bâtiments de tous genres, et le marché est ouvert aux fournisseurs internationaux.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) contribue pour beaucoup au secteur de la construction résidentielle en Inde. Le 25 avril 2000, la SCHL a signé une entente avec le Conseil pour la promotion des matériaux et des technologies de construction [Building Materials and Technology Promotion Council] et la Société de l'habitation et du développement urbain [Housing and Urban Development Corporation] de l'Inde. Cette entente a pour but d'amener les intervenants à collaborer dans le domaine de la construction résidentielle en se consultant, en échangeant des renseignements et en conjuguant leurs efforts. Cette première initiative entre des organismes de l'Inde et du Canada dans le domaine de la construction résidentielle et du développement urbain a été suivie d'une autre entente entre la SCHL et la Banque nationale de l'habitation [National Housing Bank] de l'Inde sur le financement à l'habitation.

Produits et services

- ◆ **Technologies destinées aux bâtiments résidentiels** : logements à loyer modéré, technologies pour la construction rapide de bâtiments parasismiques, en particulier des constructions en hauteur.
- ◆ **Produits du bâtiment** : portes et fenêtres, matériel de sécurité, accessoires de salle de bain et de saunas, armoires de cuisine, murs-rideaux, bois de construction, lambris, revêtements de sol, contreplaqué, matériaux de couverture et revêtement mural.
- ◆ **Services techniques** : services architecturaux et de gestion de projets, services géotechniques, planification urbaine et services d'études.

Quoi de neuf sur le marché ?

- ◆ Les besoins de l'Inde en matière de logements urbains se chiffrent à 20 milliards de dollars américains et cette dernière vise actuellement la construction de 2 millions d'unités par année, engendrant une forte demande de logements à loyer modéré.
- ◆ L'urbanisation est le moteur de la croissance rapide de la classe moyenne et de la plus forte demande de logements de qualité.

Contexte commercial

Le secteur de la construction résidentielle et non résidentielle en Inde a été propice ces dernières années à l'entrée d'entreprises internationales. Les consommateurs indiens, qui aspirent de plus en plus aux styles de vie occidentaux, et la richesse grandissante de la classe moyenne supérieure ont créé une demande croissante de produits et de services appréciés dans le monde entier. Le prix demeure cependant la clé du succès des produits et des services importés, puisque l'industrie indienne fabrique une grande variété de produits.

Défis

- ◆ Absence d'un code national du bâtiment.
- ◆ Absence de normes régissant certains produits, comme les portes et les fenêtres.
- ◆ Comme le bois est rare en Inde, il est peu utilisé et, de ce fait, les Indiens en connaissent très peu sur son utilisation.

Débouchés prometteurs

- ◆ Reconstruction de l'État de Gujarat.
- ◆ Les administrations régionales et municipales sont en train d'élaborer des projets de construction de logements à loyer modéré.
- ◆ Six projets visant la construction d'hôtels de luxe sont en cours à Mumbai et d'autres projets sont prévus

Activités promotionnelles organisées par le Canada

En cours :

La Colombie-Britannique a tenu, en avril 2001, le British Columbia Wood Products Showroom, une foire visant à faire connaître le bois et les produits du bois de la province. Par la suite, le Québec s'est associé à la foire, qui a été rebaptisée le *Canadian Wood Products Showroom* [Salon canadien des produits du bois] démontrant ainsi que d'autres provinces y participaient.

À venir :

- ◆ La participation d'agents commerciaux à la foire **Construct Canada** en novembre 2001.
- ◆ La tenue d'une série de séminaires tout au long de l'année sur les produits du bois à valeur ajoutée, en association avec le Canadian Wood Products Showroom.
- ◆ La réalisation d'une étude sur les besoins en matière de logements de l'État de Gujarat.

Études de marché

- ◆ Une étude sur le marché indien des produits du bâtiment est affichée sur le site InfoExport du MAECI, à l'adresse : <http://www.infoexport.gc.ca>
 - *Le marché des produits de construction en Inde*, juillet 2001

Liens

- ◆ Builders Association of India [Association des constructeurs de l'Inde] : <http://www.buildersindia.com>
- ◆ Consulting Engineers Association of India [Association des ingénieurs-conseils de l'Inde] : <http://www.ceaindia.com>
- ◆ Construction Industry Development Council [Conseil du développement de l'industrie de la construction] : <http://www.fortuneindia.com/cidc/home.htm>
- ◆ Housing and Urban Development Corporation (HUDCO) [Société de l'habitation et du développement urbain] : <http://www.hudco.org>

- ◆ Building Materials and Technology Promotion Council [Conseil pour la promotion de la technologie et des matériaux de construction] : <http://www.bmtpc.org>
- ◆ Overseas Construction Council of India [Conseil de l'Inde pour la réalisation de projets de construction sur les marchés étrangers] : <http://www.exploreindia.com/occi/occi.html>
- ◆ Occasions d'affaires qui s'offrent dans le secteur indien de l'infrastructure (site du gouvernement de l'Inde) : <http://www.nic.in/indiainfra/>
- ◆ Ministry of Road Transport and Highways [ministère du Transport routier et des Autoroutes], gouvernement de l'Inde : <http://www.nic.in/most>
- ◆ National Highway Authority of India [Service national de voirie de l'Inde] : <http://www.nhai.org/index.html>



Sri Lanka

Pourquoi est-ce une priorité ?

Il y a environ dix ans, le Sri Lanka a lancé un vaste programme appelé « Housing For All By 2000 » [Un logement pour tous d'ici l'an 2000]. De nombreux volets de ce programme n'ont jamais été réalisés. Cependant, le gouvernement demeure fidèle au principe et essaie de trouver des matériaux plus économiques que la brique et le béton, lesquels sont traditionnellement utilisés au Sri Lanka pour construire des maisons.

Les besoins en logements à loyer modéré ont suscité l'intérêt d'entreprises d'un certain nombre de pays, dont le Canada.

Produits et services

Les besoins en logements sociaux pouvant être construits rapidement, de même qu'en technologies et en services connexes sont importants. À l'heure actuelle, il y a des projets en cours qui visent la construction de 100 000 logements sociaux. Ce

nombre pourrait tripler d'ici un an, à condition de trouver le bon rapport technologie-coût.

Des débouchés s'offrent déjà dans des sous-secteurs connexes, tels que la régulation de chaleur, les mesures en matière d'économie d'énergie et les systèmes de sécurité de pointe pour bâtiments de grande hauteur.

Dans ce secteur, il existe aussi une demande de bois d'oeuvre et d'aluminium.

Quoi de neuf sur le marché ?

En novembre 1999, la Société pour l'expansion des exportations a signé un protocole d'entente en vertu duquel elle accordait une marge de crédit de 25 millions de dollars à la Société de développement de l'infrastructure du secteur privé sri-lankais (PSIDC) [Sri Lankan Private Sector Infrastructure Development Corporation] pour que les exportateurs canadiens puissent en tirer parti. Cette ligne de crédit n'a pas encore été utilisée.

Pendant des années, la brique et le béton ont régné en maîtres sur le secteur sri-lankais du bâtiment. Or, comme les goûts de la classe moyenne du Sri Lanka s'affinent de plus en plus, les architectes et les entrepreneurs en construction cherchent — et font l'essai — de nouveaux matériaux.

L'augmentation considérable des besoins en logements sociaux pouvant être construits rapidement est un autre événement récent qui pourrait fournir aux exportateurs canadiens l'occasion de pénétrer un marché relativement inexploité.

Contexte commercial

Étant donné que le gouvernement s'est donné comme priorité de procurer un logement à tous, les occasions d'affaires dans ce secteur s'annoncent bonnes. De plus, de vastes projets de construction et de réhabilitation sont prévus une fois que la paix sera rétablie dans le Nord et l'Est de l'île. Les entreprises qui sont déjà présentes au Sri Lanka sont celles qui bénéficient le plus des contrats qui découleront de tels projets de réhabilitation.

Défis

Dans ce secteur, c'est l'évolution des mentalités qui demeure le plus grand défi. Bien que leurs goûts s'affinent, bon nombre de Sri-Lankais restent

profondément attachés à l'idée qu'un bâtiment doit être fait de briques et de béton. Dans cette industrie, nombreux sont ceux qui refusent d'accepter que, dans un pays au climat tropical régi par la mousson et propice aux termites, tout matériau, autre que la brique et le béton, puisse durer. Les entreprises qui souhaitent tirer profit des nombreux débouchés qu'offre ce secteur devraient être prêtes à déployer quelques efforts — du moins au début — pour démontrer aux Sri-Lankais que les techniques, les technologies et les matériaux de construction du Canada sont vraiment plus économiques et durables que les techniques, les technologies et les matériaux traditionnels.

Débouchés prometteurs

Dans une récente directive, le président a commandé la construction de 1 000 unités de logements à loyer modéré dans la région de Vanni, qui se trouve dans le nord du Sri Lanka. Ces unités logeront bon nombre des personnes qui ont dû abandonner leur maison à cause de la guerre.

L'Agence nationale du logement et du développement [National Housing and Development Authority], un organisme d'État, cherche à former des partenariats de coentreprise avec des fournisseurs des technologies de qualité, de même qu'avec des bailleurs de fonds capables de construire des milliers d'unités de logement de milieu de gamme dont a actuellement besoin la classe moyenne florissante.

Études de marché

- ◆ Une étude de marché sur les produits du bâtiment est en cours et sera disponible sur le site Web InfoExport du MAECI à l'adresse suivante : <http://www.infoexport.gc.ca>



Technologies de l'information et des communications

Bangladesh

Pourquoi est-ce une priorité ?

Sept entreprises privées ainsi que la société des Télégraphes et téléphones du Bangladesh (BTTB) [Bangladesh Telegraph and Telephone Board], lequel sera privatisé sous peu, offrent des services de télécommunications. La BTTB, première entreprise de télécommunications au pays, compte actuellement quelque 480 000 lignes sur un total de 603 000¹ (pour desservir une population de 128 millions d'habitants) et envisage de faire passer le nombre total de ses lignes à 1,3 million d'ici 2002.

Dans le secteur de la téléphonie cellulaire, le Réseau mondial de téléphonie mobile [GSM ou Global System for Mobile Communications] est la principale technologie employée par trois fournisseurs, tandis que l'accès multiple par répartition de code (AMRC) est utilisée par un seul fournisseur.

Dans le secteur des technologies de l'information, la valeur annuelle du marché du matériel informatique, des logiciels et des périphériques a été estimée à 30 millions de dollars américains. Ce marché connaît un taux de croissance qui se situe entre 20 % et 25 % depuis l'élimination des droits de douane en 1998. La plupart des 180 000 ordinateurs personnels au Bangladesh sont des clones assemblés au pays. Les créateurs de logiciels peuvent tirer parti des coûts de main-d'oeuvre extrêmement bas au Bangladesh.

Produits et services

- ◆ Fourniture de matériel ou formation de coentreprises avec des sociétés de téléphonie mobile, fournisseurs de services Internet, services de télécartes, créateurs de logiciels.

- ◆ Réseaux publics de transmission de données, lignes de transmission, systèmes de distribution et liaisons par microstation terrestre.
- ◆ Matériel fourni à la BTTB et aux entreprises du secteur privé.
- ◆ Informatisation des bureaux — fourniture de matériel, installation clé en main, services de soutien.
- ◆ Création de logiciels.

Quoi de neuf sur le marché ?

Par le biais du Fonds d'actions et d'entreprises (EEF) [Equity and Entrepreneur Fund], le gouvernement du Bangladesh accorde aux entreprises admissibles un soutien à la participation pour encourager les investisseurs. Le soutien à la participation accordé à toute entreprise admissible au EEF peut s'élever à au plus 49 % du total des capitaux propres de celle-ci.

Par ailleurs, le gouvernement du Bangladesh offre aux entrepreneurs qui participent à l'élaboration de cours de formation en matière de technologies de l'information et à l'exportation de services des privilèges et du soutien à la participation.

Pour fonder une entreprise de services au Bangladesh, les fournisseurs de services Internet ne sont dorénavant plus tenus d'y être officiellement autorisés par la BTTB.

Contexte commercial

Les réformes de la réglementation et les pressions croissantes qui s'exercent pour une déréglementation plus poussée du secteur incitent les investisseurs à l'explorer et à y effectuer des investissements.

Dans le cas de nombreux contrats, le financement est une question incontournable : l'octroi de crédits fournisseur ou la volonté d'investir dans un projet de type

¹ Étant donné l'explosion du nombre d'abonnés du téléphone cellulaire — le nombre d'abonnés d'un fournisseur est passé de 100 000, au moment où l'estimation du nombre total de téléphones a été établie, à 200 000 en moins d'une année — ces chiffres sous-évaluent le nombre de lignes, bien qu'ils donnent tout de même un bon aperçu de leur nombre potentiel.

construction-exploitation-transfert ou de type construction-possession-exploitation peut se révéler l'élément qui déterminera si une entreprise obtiendra ou non un contrat.

Il est vrai que la BTTB envisage d'accroître le nombre de ses lignes. Notons, de plus, que 60 % des lignes de la BTTB utilisent un système de commutation analogique de la société Siemens et qu'elles devront être bientôt remplacées.

Débouchés prometteurs

- ◆ La BTTB a adressé une demande de propositions relativement à la fourniture d'un réseau de téléphonie mobile qui couvrirait le pays tout entier.
- ◆ La BTTB a aussi adressé une demande de propositions relativement à la fourniture de 300 000 lignes à autocommutateurs numériques. D'autres demandes de propositions similaires sont à prévoir.

Activités promotionnelles organisées par le Canada

- ◆ Une délégation du secteur des technologies de l'information et des télécommunications (entre 6 et 10 entreprises au total) se rendra probablement en mission au Bangladesh en mars 2002, avec l'appui du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, des Centres du commerce international et d'Industrie Canada.

Études de marché

- ◆ Une étude de marché sur les secteurs des télécommunications et des technologies de l'information au Bangladesh a été réalisée et est affichée sur le site Web InfoExport du MAECI à l'adresse suivante : <http://www.infoexport.gc.ca>
 - *Télécommunications et TI*, février 2001



1 La norme COPC-2000® (Customer Operations Performance Center), une des quelques rares normes d'exploitation propres à l'industrie des centres d'appels, a été rédigée en 1995 par un groupe restreint d'utilisateurs (dont des représentants d'American Express, de Dell Computer Corp., de Microsoft, de Novell et de L.L. Bean). Elle repose sur les critères et les grandes lignes du Malcolm Baldrige National Quality Award. Il y a, à l'heure actuelle, 34 centres d'appels dans le monde qui ont été certifiés COPC.

Inde

Pourquoi est-ce une priorité ?

Vous pensiez que le centre d'appels avec lequel vous avez communiqué hier soir se trouvait à Chicago? Détrompez-vous. Il s'agissait peut-être de l'un des trois centres d'appels de Bangalore, en Inde, le 24/7 Customer.com, qui a présenté une demande de certification COPC¹. L'industrie des technologies de l'information et des communications de l'Inde a connu une très forte croissance. Les activités de cette industrie ne se limitent plus au codage en sous-traitance, mais intègrent désormais une vaste gamme de services de soutien et de produits finis. Les besoins sont nombreux : effets spéciaux à Bollywood, la capitale du cinéma indien, services de soutien aux centres d'appels de Delhi, création de logiciels à Bangalore, services Internet sans fil pour les zones rurales du Kerala et lignes téléphoniques partout au pays.

Le premier ministre de l'Inde prévoit une croissance économique de plus de 6 % en 2001-2002 et a annoncé l'adoption de politiques visant à favoriser l'avancement technologique de l'Inde (p. ex. en permettant à toutes les entreprises de télécommunications d'offrir des services interurbains au pays et en mettant fin au monopole exercé par la société d'État Videsh Sanchar Nigam Ltd. sur la bande passante internationale qui entrave le développement technologique de l'Inde). Dans le but d'accroître l'investissement étranger direct dans le pays, le gouvernement a indiqué qu'il réduirait les droits de douane et d'accise qui frappent les importations de matériel informatique de tous ordres et que les États ne percevront plus de taxes de vente sur le commerce électronique pendant une période allant de trois à cinq ans. Il se pourrait également que la radiodiffusion dans la bande KF et des services de radiodiffusion directe soient fournis dans un proche avenir.

Produits et services

- ◆ **Commerce électronique et cybercommerce sans fil** : développement d'applications, dont des solutions de commerce interentreprises (B2B) et de commerce entreprise-consommateur (B2C),

cartes à mémoire, transactions sécurisées, serveurs transactionnels et codes à barres.

- ◆ **Logiciels bancaires** : traitement de cartes à mémoire, applications et solutions Web, applications de guichet et d'arrière-guichet, personnalisation, solutions de commerce électronique, système de pilotage d'entreprise et système intégré de gestion (SIG), commutateurs transactionnels.
- ◆ **Logiciels de télécommunications** : logiciels pour systèmes de télécommunications, dont la commutation, la gestion de réseaux et la transmission de données, et systèmes de soutien à l'exploitation, y compris la facturation, le service à la clientèle, la relève des dérangements et la gestion des fraudes.
- ◆ **Nouvelles technologies** : techniques de simulation, jeux de guerre électronique, technologies de communication sans fil (WAP, Bluetooth, Jini, PDA), RNIS et piles de protocoles de communication SSI, technologie de la voix sur IP.
- ◆ **Multimédias et animation** : formation assistée par ordinateur pour les universités et les écoles professionnelles, enseignement sur le Web, tests sur ordinateur, animation et ses applications éducatives et ludiques, radiodiffusion à large bande.
- ◆ **Services informatisés** : centres d'appels, service d'assistance, traitement de données et transcriptions médicales.
- ◆ **Fournisseurs de services Internet** : connexions à l'Internet, courrier électronique et hébergement Web, services de base et cellulaires.

Quoi de neuf sur le marché ?

Dans une économie fondée sur le savoir et l'innovation, l'Inde bénéficie de nombreux avantages. En effet, elle dispose d'une main-d'oeuvre qualifiée dont les coûts sont extrêmement bas et son secteur en pleine expansion des télécommunications, des logiciels et des technologies de l'information est relativement dépourvu de contraintes administratives. Ce secteur a enregistré une croissance annuelle se situant entre 30 % et 35 %, et la valeur des exportations s'élevait à environ 4 milliards de dollars américains au cours de l'exercice 2000-2001. Aujourd'hui, l'industrie du logiciel correspond à environ 2,5 % du PIB, et sa part devrait augmenter considérablement, les ventes devant atteindre entre 50 et 70 milliards de dollars

américains au cours des dix prochaines années. Bien que l'industrie des technologies de l'information représente 15 % (un taux qui va en augmentant) de la capitalisation boursière totale de l'Inde, 60 % du montant total des transactions boursières en Inde est alimenté par les actions des sociétés de technologies et de logiciels.

Contexte commercial

L'Inde a l'un des plus grands réseaux de télécommunications de l'Asie. En septembre 1999, il permettait plus de 25 394 échanges, grâce à une capacité de 27,22 millions de lignes et de 22,63 millions de connexions — une hausse importante par rapport aux 8 millions de lignes en 1994. Cependant, avec une densité téléphonique de 2 personnes sur 100 seulement, les services de télécommunications constituent encore aujourd'hui un secteur en croissance. Depuis la déréglementation des marchés en juillet 1991, l'industrie de la fabrication du matériel de télécommunications est ouverte à la concurrence.

De nombreux débouchés s'offrent en Inde pour les entreprises qui ont la capacité et l'intérêt nécessaires pour pénétrer les marchés émergents. Récemment créé, le ministère des Technologies de l'information est responsable du commerce électronique, quoique les ministères des Télécommunications, de l'Information et de la Radiodiffusion, du Commerce et des Finances jouent, eux aussi, un rôle important dans ce secteur. On a été proposé de réglementer le secteur de l'information, des communications et du divertissement, comme il est surnommé dans le milieu gouvernemental. L'adoption du Projet de loi sur la convergence du secteur des communications [Communications Convergence Bill], en janvier 2001, a préparé le terrain à la création de la « Commission des communications de l'Inde », un important organisme investi de pouvoirs réglementaires.

Défis

En Inde, les possibilités sont nombreuses dans le commerce interentreprises, sauf qu'elles ne pourront être exploitées avant la création d'une infrastructure de paiement, la prestation de services de soutien juridique et l'harmonisation des technologies entre les partenaires commerciaux.

Il est en outre indispensable de mettre en place des organismes de certification numérique et des sys-

tèmes de transactions sécurisées pour administrer le commerce électronique et veiller à son succès. Les entreprises indiennes sont de plus en plus exposées aux tendances mondiales. Le commerce électronique est de toute évidence le prochain domaine d'activité qu'elles devront approfondir. Les entreprises se lancent dans le commerce électronique avant tout parce qu'il leur permet d'échanger de l'information avec leurs clients.

Un des facteurs qui pourrait aussi présenter des inconvénients est la largeur de bande.

Par ailleurs, il est important et même essentiel d'être sensible à la culture indienne et d'entretenir de bonnes relations.

Les États-Unis, l'Union européenne, le Japon et la Chine sont de féroces concurrents. Les entreprises qui oeuvrent dans l'industrie des technologies de l'information et des communications n'en sont qu'à leurs débuts, et il leur faudra peut-être entre trois et cinq ans pour se tailler une place en Inde. Les entreprises qui pénètrent le marché dès maintenant auront un avantage sur leur concurrents.

Débouchés prometteurs

Des renseignements sur les marchés et de l'information commerciale seront fournis aux entreprises canadiennes selon leurs besoins. Par ailleurs, des débouchés pourraient s'offrir dans les domaines suivants :

- ◆ gestion du spectre et contrôle des ondes radioélectriques, interconnectivité, télécommunications rurales et services interurbains à l'échelle du pays;
- ◆ conseils, télé-enseignement, bornes interactives, projets de gestion des affaires publiques par voie électronique et collectivités de pointe desservies par satellite;
- ◆ réseau électrique, régies publiques de l'électricité/réseau d'oléoducs et de gazoducs, et réseaux de télécommunications ferroviaires;
- ◆ services informatisés, fournisseurs de services logiciels sur Internet (ASP) [Application service provider], cybercommerce sans fil, et liaisons à haut débit sur large bande;
- ◆ diffusion sur la bande MF et câblodistribution;

- ◆ investissements effectués par l'Inde au Canada au titre du développement à l'étranger, de centres de recherche et de développement et de bureaux de ventes et de marketing en matière de technologie de l'information.

Activités promotionnelles organisées par le Canada

- ◆ Dans le cadre de sa mission commerciale en Inde, en 2002, le Canada mettra l'accent sur les technologies de l'information et des communications.
- ◆ Une délégation de représentants indiens des technologies de l'information et des communications se rendra au Canada pour participer au salon **Softworld 2001**, du 4 au 7 novembre, à Vancouver.
- ◆ Participation du Canada au Sommet de 2002 sur les technologies de l'information qui est organisé par la **NASSCOM**, à Mumbai, du 5 au 9 février 2002.
- ◆ Des délégués commerciaux examineront les débouchés qui s'offrent en Inde et tenteront d'établir des relations avec les décideurs ou de renforcer les relations existantes en se rendant à Chennai, à Hyderabad, à Kolkata (anciennement connue sous le nom de Calcutta), à Bhopal, au Kerala, à Mumbai et à Bangalore.

Foires commerciales

- ◆ **IT.Com**, à Bangalore, du 1^{er} au 5 novembre 2001.
- ◆ **ICE India** — Technologies de l'information, communications et divertissement, à Mumbai, du 6 au 8 décembre 2001.
- ◆ **The Broadband Show for New Generation Networks** — conférence et exposition, à New Delhi, du 6 au 8 mars 2002.

Études de marché

- ◆ Une description du marché indien des technologies de l'information et des télécommunications figure sur le site Web InfoExport du MAECI à l'adresse suivante : <http://www.infoexport.gc.ca>
 - *Technologies de l'information et des communications, et radiodiffusion*, juillet 2001

Liens

Principaux intervenants au niveau de l'État :

- ◆ Planning Commission, Telecommunications Regulatory Authority of India (TRAI) [Commission de la planification, Organisme de réglementation des télécommunications de l'Inde] : <http://www.trai.gov.in>
- ◆ Videsh Sanchar Nigam Ltd. (VSNL) : <http://www.vsnl.net.in/>
- ◆ Mahanagar Telephone Nigam Limited (MTNL) : <http://delhi.mtnl.net.in/>
- ◆ Department of Telecommunications [Direction des télécommunications] : <http://www.dotindia.com/> : DTS / DTO, Wireless Planning and Coordination Wing (WPC), TEC and Telecommunications Consultants India Ltd. (TCIL)
- ◆ Ministry of Information and Broadcasting [Ministère de l'Information et de la Radio-diffusion] : <http://mib.nic.in/>
- ◆ Ministry of Infotech [Ministère des Technologies de l'information] : <http://www.mit.gov.in/>
- ◆ Electronic Component Industries Association (ELCINA) [Association des industries des composants électroniques] : <http://www.elcina.com/>
- ◆ Association of Internet Service Providers [Association des fournisseurs de services Internet] : <http://www.ispai.org/>
- ◆ Association of Basic Telecom Operators (ABTO) [Association des fournisseurs de télécommunications de base] : <http://www.abto.org/>
- ◆ Cellular Operators Association (COAI) [Association des entreprises de service cellulaire] : <http://www.coai.com/>
- ◆ Software Technology Parks of India (STPI) [Parcs informatiques de l'Inde] : <http://www.soft.net/>
- ◆ National Informatics Centre [Centre national de l'informatique] : <http://www.nic.in>
- ◆ Indian Sources [Sources d'information sur l'Inde] : <http://www.indiansources.com>



Pakistan

Pourquoi est-ce une priorité ?

Bien que le Pakistan ait une population de 140 millions d'habitants et qu'il se soit développé et modernisé ces dix dernières années, le taux de pénétration téléphonique y est toujours inférieur à trois lignes pour cent personnes. Étant donné que l'entreprise publique de téléphone a été convertie en société par actions à responsabilité limitée — PTCL — et devrait être privatisée dans un an, et que le monopole que celle-ci exerçait sur la téléphonie fixe nationale et internationale¹ prendra fin d'ici décembre 2002, ce secteur, qui offre de nombreuses possibilités d'expansion, sera ouvert à la participation étrangère.

Constatant l'importance sans précédent que revêtent les technologies de l'information dans l'économie mondiale, le gouvernement du Pakistan a élaboré une politique nationale sur les technologies de l'information, de même qu'un plan d'action. Le gouvernement s'est donné comme mot d'ordre d'aider et d'inciter les entreprises privées à guider le développement du secteur des technologies de l'information au Pakistan.

1 Les communications sans fil sont fournies en vertu de quatre licences.

Produits et services

Comme le secteur des télécommunications est en pleine expansion, il existe des possibilités d'investissement dans chacun des segments de ce secteur, allant de l'exploitation à la fabrication, en passant par les services-conseils. Des débouchés s'offrent, entre autres, dans les secteurs suivants :

- ◆ privatisation de la Pakistan Telephone;
- ◆ téléphonie rurale et boucle locale sans fil;
- ◆ services de transmission par câble et par satellite;
- ◆ services-conseils à la Pakistan Telephone et à la Pakistan Telecommunications Authority;
- ◆ fabrication.

Des débouchés s'offrent dans les domaines suivants du secteur de la technologie de l'information :

- ◆ commerce électronique;
- ◆ logiciels bancaires;
- ◆ logiciels de télécommunications et conception de systèmes;
- ◆ technologies émergentes;
- ◆ services informatisés;
- ◆ Internet;
- ◆ création de logiciels.

Quoi de neuf sur le marché ?

Pour favoriser le développement des secteurs des technologies de l'information et des télécommunications, le gouvernement du Pakistan a créé une nouvelle division au ministère des Sciences et des Technologies, qui est dirigée par un secrétaire fédéral (c.-à-d. un sous-ministre). Lorsque le monopole que la PTCL exerce sur la téléphonie fixe nationale et internationale prendra fin le 31 décembre 2002, de nouveaux débouchés s'ouvriront aux investisseurs étrangers. Un quatrième réseau de téléphonie cellulaire est entré en service le 29 janvier 2001 à Islamabad et à Rawalpindi, et devrait être progressivement exploité dans d'autres villes telles que Lahore et Karachi¹. Trois entreprises privées d'exploitation et de maintenance (O&M) ont commencé à offrir, au titre

d'un contrat signé avec la PTCL, un service de cartes téléphoniques prépayées permettant d'effectuer des appels internationaux à partir de n'importe quel téléphone numérique au Pakistan². La PTCL a aussi récemment commencé à offrir des services à valeur ajoutée, dont l'assistance téléphonique, le transfert d'appels lorsque les lignes sont occupées ou lorsqu'il n'y a pas de réponse, la mise en attente des appels, le repos téléphonique, le service des abonnés absents, le service de libre appel évolué, le service téléphonique prépayé, le service de messagerie vocale et l'identification de la ligne appelante.

Défis

La tâche la plus ardue consiste à faire concurrence aux multinationales qui sont déjà présentes au pays, qui y exercent des activités depuis déjà un certain temps et qui connaissent bien le marché. Rien cependant n'empêche les entreprises canadiennes de pénétrer ce marché, comme en témoigne le récent contrat obtenu par une entreprise canadienne pour assurer la prestation, l'installation et la mise en service du quatrième réseau de téléphonie cellulaire.

Débouchés prometteurs

- ◆ Privatisation de la PTCL.

Études de marché

- ◆ Une étude de marché sur le secteur des télécommunications au Pakistan a été réalisée et est affichée sur le site Web InfoExport du MAECI à l'adresse suivante : <http://www.infoexport.gc.ca>
 - *Secteur des télécommunications*, novembre 2000

Liens

- ◆ Ministry of Science and Technology, Islamabad, Pakistan [Ministère des Sciences et de la Technologie] : <http://www.most.gov.pk>
- ◆ The Pakistan Telecommunication Authority [Régie des télécommunications du Pakistan] : <http://www.pta.gov.pk>

1 Les licences de téléphonie cellulaire sont accordées pour des réseaux qui s'étendent à l'ensemble du pays, plutôt qu'à une province ou à une ville.

2 La plupart des échanges dans les villes principales sont aujourd'hui numériques.

Sri Lanka

Pourquoi est-ce une priorité ?

Le secteur des technologies de l'information et des télécommunications du Sri Lanka continue de croître tant sur le plan de la qualité que de la quantité. Dans le secteur des télécommunications, le gouvernement privatise petit à petit les entreprises nationales de télécommunications et s'engage à mettre fin au monopole qu'il exerce sur la prestation du service international automatique d'ici 2002. Ces mesures favoriseront une très forte hausse de l'intérêt et des investissements étrangers pour ce secteur.

Pour satisfaire la demande croissante, Sri Lanka Telecom, une société publique, procède à la mise en oeuvre d'un certain nombre de grands projets de télécommunications avec l'aide de bailleurs de fonds, tels que la Japan Bank for International Corporation, l'Agence suédoise de coopération internationale au développement et le Fonds de coopération au développement économique [Economic Development Co-operation Fund], pour accroître sa capacité et améliorer l'infrastructure des télécommunications.

Produits et services

Étant donné la faible densité téléphonique au pays, le marché potentiel pour une vaste gamme de services de communications, dont les téléphones publics, le cellulaire, les systèmes bouclés sans fil et les réseaux téléphoniques terrestres, peut être très intéressant. Des occasions d'affaires s'offrent dans le domaine des communications, mais principalement dans des créneaux spécialisés tels que la fibre optique, la trans-

mission sans câble dans les zones urbaines desservies, la gestion du spectre et les liaisons par satellite pour l'enseignement à distance.

Le domaine des technologies de l'information offre toute une gamme de possibilités, y compris les ressources dont ont besoin les entreprises canadiennes pour élaborer des logiciels à l'étranger. La télévision et la radiodiffusion, l'enseignement informatisé, le commerce électronique et les logiciels bancaires sont quelques-uns des domaines de croissance de ce secteur.

Contexte commercial

Les réformes de la réglementation qui sont en cours serviront à uniformiser le secteur afin que les mêmes règles s'appliquent à tous.

Foires commerciales

- ◆ Une exposition annuelle sur les technologies de l'information et les télécommunications est organisée au Sri Lanka, à laquelle sont conviées les entreprises canadiennes. En général, l'exposition a lieu à l'automne.

Études de marché

- ◆ Une étude de marché sur le secteur de l'information et des télécommunications au Sri Lanka est actuellement en cours de réalisation et sera affichée, d'ici mars 2002, sur le site Web InfoExport du MAECI à l'adresse suivante : <http://www.infoexport.gc.ca>



Mines et minéraux

Inde

Extraire des richesses

Pourquoi est-ce une priorité ?

L'Inde produit plus de 84 minéraux. La valeur de cette production est estimée à quelque 8,6 milliards de dollars américains, celle des exportations à 7,2 milliards de dollars américains¹ et celle des importations à 7,8 milliards de dollars américains². En Inde, le secteur minier contribue pour 11 % de la production industrielle nationale — mais ce pourcentage pourrait s'élever jusqu'à 20 %, voire 25 %.

L'époque où l'Inde pouvait dépendre de la technologie soviétique est révolue. Pour le gouvernement, le développement de ce secteur est devenu prioritaire. Les modifications importantes apportées aux lois qui régissent la propriété des mines et l'assouplissement des règles concernant l'IED ont rendu le marché indien des mines, des minéraux et des métaux beaucoup plus attrayant à la fois pour les entreprises étrangères et pour les investisseurs nationaux. Par ailleurs, comme le Canada jouit en Inde d'une très bonne réputation dans le domaine de l'exploitation minière, les entreprises minières indiennes s'intéressent beaucoup à notre technologie et à notre matériel.

D'excellentes occasions s'offrent donc aux coentreprises formées pour la prospection, l'exploration et l'exploitation des métaux communs, des minéraux industriels, des sables de plage, de la bauxite, de l'or et des diamants.

Produits et services

- ◆ Exportation en Inde de minéraux, y compris le charbon et l'amiante.
- ◆ Prospection et exploitation minières, transformation des minéraux.
- ◆ Matériel et produits relatifs à l'exploitation minière.

- ◆ Services, y compris la géomatique et la mise en valeur des mines.
- ◆ Investissements indiens dans les mines canadiennes, y compris les nouvelles mines de diamants canadiennes.
- ◆ Investissements canadiens dans des gisements indiens.

Quoi de neuf sur le marché ?

La libéralisation économique de l'Inde a complètement transformé le secteur minier dans ce pays. Les mines de charbon, qui avaient été nationalisées dans les années 1970, sont en voie d'être privatisées de nouveau. Le gouvernement indien encourage l'IED. Les administrations de certains États ont simplifié la procédure d'attribution des baux miniers, et le gouvernement central s'emploie à inciter d'autres États à réduire les obstacles bureaucratiques. On a aussi abaissé récemment le taux d'imposition des sociétés qui, de 65 %, est passé à 30 %. La plupart des mines peuvent désormais appartenir en totalité à des intérêts étrangers. Bref, ce secteur est l'un des plus intéressants en Inde, à la fois pour les entreprises étrangères et pour les investisseurs nationaux.

Le gouvernement modifiera la *Loi sur la nationalisation du charbon et des mines* [Coal and Mines Nationalisation Act] afin d'autoriser la libre participation d'acteurs privés à l'exploitation minière et à la production de charbon. Le gouvernement vise ainsi à encourager la réforme administrative et à établir des lignes directrices claires et non discriminatoires, comme le recommande le Comité de la réforme des dépenses [Expenditure Reforms Committee]. Les bureaux régionaux de contrôle du charbon disparaîtront, ce qui aura pour effet de conférer une plus grande autonomie à la société Coal India (entreprise appartenant à l'État) et aux entrepreneurs éventuels. Les modifications devant être apportées à la Loi ont été présentées devant le Parlement et devraient être adoptées d'ici la fin de 2001.

1 L'Inde exporte, entre autres, du mica, du minerai de fer, du minerai de manganèse, de la chromite, du granit, des diamants taillés et polis, ainsi que des gemmes.

2 L'Inde importe, entre autres, du charbon et du coke métallurgiques, de l'or, du cuivre, du plomb, du nickel, de l'étain, du phosphate naturel, de l'amiante et du chlorure de potassium.

La production d'électricité et l'exploitation minière sont liées de plus en plus étroitement, étant donné le nombre croissant d'entreprises indiennes qui ouvrent des houillères intégrées, des installations de transformation de l'aluminium et des lavoirs de houille. Tous ces types d'installations offrent des débouchés pour des fournisseurs et des partenaires étrangers. En ce qui concerne la prospection, l'extraction et l'exploitation de métaux communs, de minéraux industriels, de sables de plage, de la bauxite, de l'or et des diamants, les possibilités de former des coentreprises sont exceptionnelles.

Pour accroître l'investissement dans le secteur minier, le gouvernement indien autorise maintenant l'investissement étranger à 100 %, et ce pour tous les minéraux, à l'exception des diamants et des pierres précieuses. Les domaines où l'IED à 100 % est autorisé englobent la prospection, l'extraction, le traitement des minéraux et la métallurgie. Dans le cas des diamants et des pierres précieuses, les capitaux propres étrangers seront automatiquement autorisés jusqu'à concurrence de 74 %, aux fins de prospection et d'extraction. Les projets de mise en valeur des pierres précieuses financés à plus de 75 % et plus par des intérêts étrangers doivent être soumis à la Commission de promotion de l'investissement étranger (FIPB) [Foreign Investment Promotion Board], qui s'engage à rendre une décision dans les meilleurs délais.

Contexte commercial

Depuis quelques années, il est bien plus intéressant pour les entreprises internationales de faire des affaires en Inde : la propriété étrangère est encouragée, le fardeau fiscal des entreprises a été réduit et le contrôle exercé par l'État est restreint.

En vertu de la Constitution, les ressources naturelles relèvent du gouvernement central, mais celui-ci a décidé de confier une partie de cette responsabilité aux États. Certains États ont bien accueilli cette décision et ont pris des mesures propres à réduire la bureaucratie. D'autres ont vu dans cette dévolution l'occasion d'ajouter à la bureaucratie et, par conséquent, n'ont pas constaté d'augmentation de l'activité minière.

Défis

Certains des problèmes ou défis associés traditionnellement au marché indien se posent toujours,

comme la bureaucratie, les distances et le manque de sources d'information. Les liens entretenus par le Canada avec l'Inde par l'entremise de spécialistes possédant une solide connaissance du secteur indien des mines et des métaux aident toutefois à surmonter certains de ces obstacles.

Débouchés prometteurs

La Steel Authority of India Limited s'est toujours approvisionnée en charbon à coke auprès de l'Australie, mais considère maintenant le Canada comme une nouvelle source d'approvisionnement potentielle. Une délégation canadienne formée de fournisseurs et de chercheurs s'est rendue en Inde en mars 2001 dans le but d'examiner la possibilité de conclure avec la Steel Authority of India Limited une entente pour l'exportation de charbon à coke canadien. On s'efforce actuellement de déterminer si le produit canadien peut répondre aux besoins.

Le ministère indien du Charbon a évoqué récemment avec le Canada la possibilité que le groupe de travail sur le charbon poursuive ses travaux. Ce groupe de travail, qui se compose de représentants des gouvernements du Canada et de l'Inde, a pour mission de stimuler la coopération dans le secteur du charbon (pour la production d'électricité), de collaborer en matière de recherche et développement ainsi que de cerner des possibilités précises de mise en valeur des ressources charbonnières pour le bénéfice mutuel des deux parties. Le groupe de travail s'est réuni en mars 2001 et a alors abordé plusieurs sujets, dont le plus important était l'expansion de la mine de charbon à ciel ouvert de Rajmahal.

Dans certains États indiens, au Rajasthan, au Karnataka et au Madhya Pradesh, par exemple, la procédure d'attribution des baux miniers a été simplifiée, ce qui attire de jeunes entreprises de partout dans le monde. De grandes entreprises indiennes telles que Tata Steel, Coal India et Hindustan Copper, spécialisées dans le traitement de minéraux et du charbon, sont pour leur part à la recherche de partenaires étrangers.

Activités promotionnelles organisées par le Canada

- ♦ Mission minière canadienne en Inde, en novembre 2001, comprenant la visite de quatre

grands centres et la participation à l'Exposition internationale des mines et de la métallurgie [International Mining and Metallurgical Exhibition], à Kolkata (anciennement Calcutta).

- ◆ Préparation d'un rapport sur l'industrie minière indienne faisant état des débouchés qui s'offrent aux fournisseurs canadiens de matériel et de services relatifs à l'exploitation minière.
- ◆ Projet de mission minière étrangère, en 2002, qui serait dirigée par le ministre du Charbon, et qui comprendrait la visite de mines de charbon canadiennes et ainsi que des rencontres avec des fournisseurs de matériel et de services.
- ◆ Prochaine réunion du groupe de travail sur le charbon au printemps 2002 au Canada.
- ◆ Activités d'extension en cours dans le but de rejoindre les gens du secteur minier, y compris la mise à jour et la diffusion d'un profil du secteur minier indien auprès des entreprises canadiennes.

Liens

- ◆ Confederation of Indian Industry [Confédération de l'industrie de l'Inde] : <http://www.ciionline.org/>
- ◆ Indian Ministry of Coal [Ministère indien du Charbon] : <http://coal.nic.in/>
- ◆ Indian Ministry of Mines and Minerals [Ministère indien des Mines et Minéraux] : <http://www.nic.in/mines>
- ◆ Indian Bureau of Mines [Bureau indien des mines] : <http://ibm.nic.in/>
- ◆ Renseignements généraux au sujet de l'industrie minière indienne : <http://www.miningtechnology.com/industry/india.html> ou <http://www.miningindia.com/>



Pakistan

Pourquoi est-ce une priorité ?

Le gouvernement du Pakistan est en quête d'investissements pour la mise en valeur de gisements

reconnus de pierres semi-précieuses, de minéraux et d'autres métaux. Des débouchés s'offrent aux entreprises intéressées par la mise en valeur des principaux gisements de charbon, laquelle en est encore à un stade précoce, alors que des entreprises canadiennes approvisionnent la Pakistan Steel Mills, à Karachi, en charbon. Il existe des occasions d'affaires pour les entreprises canadiennes à la fois dans le secteur minier et dans celui de la commercialisation des pierres semi-précieuses.

Produits et services

- ◆ Services de géomatique (cartographie et identification des réserves).
- ◆ Coentreprises et technologies particulières (machines servant à polir et à tailler les pierres).

Contexte commercial

En vertu de la Constitution pakistanaise, les études géologiques axées sur la prospection minière sont du ressort du fédéral, tandis que le contrôle de la réglementation qui régit la mise en valeur des minéraux solides relève des administrations provinciales. D'après les données géologiques disponibles, il y aurait au Pakistan d'importants gisements de charbon, de même que nombre d'autres minéraux. L'activité minière se limite, pour l'instant, aux minéraux industriels et aux minéraux utilisés dans la construction et, dans une moindre mesure, aux pierres précieuses et semi-précieuses. En tout, la contribution de ce secteur au PIB est inférieure à 1 %.

En 1995, le gouvernement du Pakistan s'est doté d'une politique nationale concernant les minéraux afin de réglementer l'activité minière. Cette politique vise plusieurs objectifs importants, dont les suivants :

- ◆ accroître les possibilités d'emploi;
- ◆ veiller au développement durable des gisements minéraux;
- ◆ accroître les débouchés pour les industries pakistanaïses;
- ◆ augmenter les recettes des gouvernements provinciaux et fédéral;
- ◆ assurer le transfert de technologies et la création d'une meilleure banque de données sur les ressources minérales du Pakistan.

Voici quelques précisions au sujet de débouchés particuliers :

- ◆ **Charbon** : Zone de 9 000 km², dans l'est de la province de Sindh, où auraient été mis en évidence des gisements de charbon abritant des réserves estimées à 175 milliards de tonnes. Il s'agit en fait de lignite dont le pouvoir calorifique est supérieur à 6 000 BTU/lb sur une base d'humidité et d'une teneur nulle en matière minérale. Le champ de charbon est situé à 400 km de Karachi et conviendrait aux fins de la production d'électricité à grande échelle.
- ◆ **Transport en vrac de minéraux** : Importants dépôts et gisements de faible teneur en cuivre porphyrique et gisements contenant de l'or à l'échelle de la région, dans une ceinture calco-alcaline d'environ 480 km de longueur et 140 km de largeur située dans le district de Chagai, dans la province de Balochistan. Le Service géologique du Pakistan [Geological Survey of Pakistan] a repéré un certain nombre de gisements de porphyre dans cette ceinture calco-alcaline régionale, dont certains présentent une teneur plus élevée que les gisements de Saindak. La société BHP et la société Lake Resources d'Australie font de la prospection dans la région de Chagai.
- ◆ **Minerai de fer pour la consommation nationale** : Il existe un gisement de minerai de fer de 200 millions de tonnes à Dilband. Situé à 30 km de Quetta, près de la ligne de chemin de fer qui relie Quetta à Karachi, le minerai extrait du gisement de Dilband est considéré par la Pakistan Steel comme un bon minerai pour la fonte.

Autres débouchés :

- ◆ usine de briquetage du charbon;
- ◆ gazéification du goudron de houille;
- ◆ prospection minérale (chromite, plomb-zinc et argent);
- ◆ métaux précieux (platine palladium, etc.);
- ◆ exploitation minière, taillage et polissage de pierres précieuses;
- ◆ gypse;
- ◆ or et métaux communs dans les régions du Nord.

Activités promotionnelles organisées par le Canada

- ◆ Publication sur le site InfoExport et le site Web du haut-Commissariat du Canada à Islamabad de bulletins de nouvelles périodiques sur l'évolution et la mise en oeuvre de la politique et de la loi relatives à la privatisation.
- ◆ Le haut-commissariat continue de travailler en étroite collaboration avec diverses entreprises et leurs représentants au pays pour exploiter les occasions d'affaires qui s'offrent.

Liens

- ◆ Ministry of Petroleum and Natural Resources [Ministère du Pétrole et des Ressources naturelles] (contient des renseignements au sujet des activités courantes du Ministère) : <http://www.mpnr.gov.pk>
- ◆ State Bank of Pakistan [Banque d'État du Pakistan] (renferme des renseignements sur la réglementation des changes qui touche au rapatriement des profits et des biens par les investisseurs étrangers) : <http://www.sbp.org.pk>
- ◆ Board of Investment [Conseil de l'investissement] (renferme des renseignements utiles sur la réglementation relative à l'investissement et le nom d'importantes personnes-ressources que peuvent consulter les investisseurs étrangers) : <http://www.pakboi.gov.pk>
- ◆ Privatization Commission [Commission de la privatisation] : <http://www.privatisation.gov.pk>
- ◆ Banque asiatique de développement : <http://www.adb.org/Documents/Profiles> pour le détail des projets à venir dans le secteur de l'énergie au Pakistan

Contacts

Ministry of Petroleum and Natural Resources
[Ministère du Pétrole et des Ressources naturelles]
21-E, Huma Plaza, Blue Area
Islamabad, Pakistan
Personne-ressource :
Rashid Hussain Malik, directeur général, Minéraux
Téléphone : (011-92) 51-920-2337
Télécopieur : (011-92) 51-920-4077

Pétrole et gaz

Bangladesh

Pourquoi est-ce une priorité ?

En ce qui concerne le gaz naturel, les estimations officielles font état de réserves prouvées de quelque 10,7 billions de pieds cubes (std) au Bangladesh, et certains spécialistes croient que le pays recèle des réserves non prouvées importantes. Les sociétés Unocal, United Meridian International et Okland, ainsi que l'entreprise écossaise Cairn Energy, ont déjà signé des contrats de prospection pétrolière, tandis que Enron/Okland, Pangaea, Unocal et Shell/Cairn négocient actuellement avec le gouvernement bangladais. En outre, Chevron, Texaco, Unocal, Mobil et Union Texas Petroleum, entre autres, ont soumissionné des projets de prospection. Le réseau de distribution du gaz est vu comme un goulot d'étranglement qui freine la croissance au niveau national, et les prêteurs internationaux tels que la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement financent des projets et incitent le gouvernement à permettre une plus grande participation du secteur privé.

Le développement du secteur pétrolier et gazier dépendra largement de la décision du gouvernement bangladais d'autoriser ou non l'exportation du gaz naturel. Or, cette décision ne sera pas connue avant la fin de 2001, de sorte que l'ensemble des grandes pétrolières et autres entreprises connexes dans ce secteur ont adopté une politique d'attente.

Produits et services

- ◆ Fourniture de matériel et services d'appui aux entreprises de prospection pétrolière et de production;
- ◆ Matériel nécessaire à la construction de pipelines;
- ◆ Ingénierie;
- ◆ Appui à la création d'institutions pour la gestion du réseau de distribution de gaz;
- ◆ Gestion de l'environnement et de la sécurité;
- ◆ Services de soutien logistique.

Quoi de neuf sur le marché ?

L'étude réalisée conjointement par le Bangladesh et le United States Geological Survey sur les réserves de gaz au Bangladesh a été publiée le 15 février 2001. Selon cette étude, qui repose sur les résultats d'études scientifiques visant à évaluer les réserves probables de gaz, les réserves non découvertes pourraient totaliser jusqu'à 65,7 Epi³, dont environ 32,1 Epi³ seraient récupérables.

La décision du gouvernement bangladais d'autoriser ou non l'exportation de gaz naturel devrait être rendue publique à la fin de l'année 2001 : la décision d'autoriser l'exportation de gaz naturel relancerait cette industrie.

Contexte commercial

Cette étude conjointe devrait aider le Bangladesh à prendre une décision au sujet de ses ressources de gaz. L'existence possible de gisements marins de gaz et de réserves de gaz dans des régions encore explorées justifiera, selon toute vraisemblance, un troisième cycle d'appel d'offres. Les entreprises canadiennes devraient suivre de près la situation dans le secteur gazier bangladais, afin d'être en mesure de tirer profit des possibilités d'exploration pétrolière qui s'offriront.

Petrobangla (entreprise pétrolière et gazière publique) et ses filiales publient régulièrement des avis d'appels d'offres internationaux.

Activités promotionnelles organisées par le Canada

Une délégation du secteur du pétrole et du gaz (de 6 à 10 entreprises en tout) effectuera peut-être une mission commerciale au Bangladesh au printemps 2001, avec l'appui du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, des Centres du commerce international et d'Industrie Canada.

Études de marché

- ◆ Une étude de marché concernant le secteur pétrolier et gazier au Bangladesh est en cours

de réalisation et sera affichée d'ici mars 2002 sur le site Web InfoExport du MAECI à l'adresse suivante : <http://www.infoexport.gc.ca>



Inde

Préparer l'avenir

Pourquoi est-ce une priorité ?

Malgré de faibles niveaux de consommation par habitant¹, l'Inde occupe présentement le sixième rang parmi les plus grands consommateurs d'énergie au monde, devançant la France, le Royaume-Uni et le Canada (qui occupent respectivement les septième, huitième et neuvième rangs), et devrait passer au cinquième rang d'ici vingt ans. On s'attend à ce que la demande de pétrole atteigne les 155 millions de tonnes métriques (MTM) d'ici 2006, ce qui représente une augmentation annuelle moyenne d'environ 6,2 % par rapport aux niveaux de 2001. L'Inde aura besoin d'investissements de l'ordre de 150 milliards de dollars américains, au cours des 10 à 12 prochaines années pour répondre à cette demande. La production intérieure satisfait pour l'instant 35 % de la demande énergétique totale², mais à moins d'une hausse importante, il est peu probable que la production du pays couvre même 25 % de la demande accrue.

Avec des réserves connues de près de 7 milliards de tonnes³ (2,5 actuellement récupérables) et des réserves estimatives d'environ 28 milliards de tonnes, les possibilités dans le domaine de la prospection pétrolière et de la production sont énormes. Le gouvernement a adopté de nouvelles politiques concernant la prospection, la production, la distribution et la vente afin d'ouvrir ce secteur à l'investissement privé direct. Les entreprises étrangères intéressées à ce secteur, que ce soit à titre d'investisseur ou de fournisseur, recevront un très bon accueil.

Produits et services

- ◆ **Prospection et mise en valeur :** prospection sismique marine, système d'acquisition de données sismiques à partir de sédiments sous-volcaniques, câble de fond, évaluation du réservoir en 3-D, sismique API 3-D à haute résolution, simulation de réservoir pétrolier, évaluation intégrée, prédiction et surveillance, diagraphie moderne et ses exigences, en particulier la diagraphie de perméabilité et la diagraphie en puits tubé, etc.
- ◆ **Forage :** forage dirigé à l'aide de haute technologie, techniques les plus récentes de forage de puits et d'ingénierie.
- ◆ **Production :** Reconditionnement, tourelles, simulation de réservoir pétrolier à proximité du puits, techniques de récupération de pointe, toutes les techniques et tous les services de remise en état, remise en valeur de gisements exploités, productivité des puits, collecte et entreposage de gaz, récupération de pétrole lourd, sécurité et entretien des plates-formes au large des côtes, etc.
- ◆ **Eaux profondes :** Forage, reconditionnement, conduites d'écoulement, mesure de débit, tubes goulottes et tourelles.
- ◆ **Méthane provenant de gisements houillers :**
 - **Gaz naturel :** réseau de transport et technologies de distribution, technologies de conversion au gaz naturel comprimé (GNC).
 - **Raffinage :** technologies visant à améliorer la qualité des produits du pétrole, unités de production d'essence reformulée, hydrocraquage, hydrotraitement, hydrodésulfuration, sécurité, traitement du soufre, etc.
 - **Pipelines :** systèmes SCADA, technologies de détection des fuites, pose de pipelines, télécommunications le long des pipelines, revêtement protecteur, raclage des canalisations, automatisation des terminaux de distribution, etc.

1 En Inde, la consommation d'énergie par habitant atteint à peine 15 % de la consommation mondiale moyenne de 1 478 kgoe (kilogrammes d'équivalent pétrole). À 72 kg, la consommation de pétrole par habitant correspond à environ 1 % seulement de la moyenne mondiale.

2 En 1998-1999, la production intérieure se situait autour de 32,78 millions de tonnes métriques (MTM) de pétrole et de 27,43 milliards de mètres cubes de gaz.

3 Toutes les données se rapportant aux réserves font référence à des tonnes de pétrole ou à des tonnes équivalent pétrole de gaz.

Quoi de neuf sur le marché ?

Dans le but de limiter la dépendance de l'Inde vis-à-vis des importations de pétrole, le gouvernement indien s'est doté d'une politique de délivrance de permis pour la prospection de nouveaux gisements [New Exploration Licensing Policy], qui autorise la participation étrangère aux travaux de prospection, alors que cette activité a été réservée pendant très longtemps aux seules entreprises appartenant à l'État. Pour stimuler la participation étrangère dans le secteur pétrolier et gazier de l'Inde, le ministère du Pétrole a donc ouvert, en janvier 2001, 48 blocs à l'exploration étrangère, en vertu de cette nouvelle politique.

Pour satisfaire à la demande croissante de gaz naturel, d'importantes sommes sont investies dans la construction de terminaux et de pipelines de gaz naturel liquéfié (GNL) afin de soutenir l'utilisation accrue. Le gouvernement a mis la dernière main à un plan visant l'installation de 18 nouveaux pipelines dans tout le pays.

Au moment de l'élimination du mécanisme des prix administrés dans le secteur pétrolier, en avril 2002, le marché de détail bangladais s'ouvrira aux acteurs étrangers.

Le gouvernement de l'Inde envisage de céder sa participation dans les pétrolières publiques.

Contexte commercial

Comme les principaux segments du secteur pétrolier et gazier nécessitent des investissements de près de 150 milliards de dollars américains, le gouvernement de l'Inde a décidé d'ouvrir ce secteur aux investissements. Dans le cadre de la politique d'attribution de permis pour la prospection de nouveaux gisements, le gouvernement autorise maintenant un investissement étranger de 100 %, et ce, même dans le secteur du raffinage. Jusqu'à tout récemment, les principaux importateurs de pétrole et de gaz étaient les entreprises gouvernementales; toutefois, avec la récente ouverture du marché, le secteur privé sera appelé à jouer un rôle plus important et le marché du matériel et des services à s'élargir.

Aux termes de la politique de délivrance de permis, 48 blocs ont été ouverts en janvier 2001 à la prospection étrangère dans le cadre du cycle actuel d'attribution de permis. Pour répondre à la demande croissante de gaz naturel, on investit de grosses sommes

dans la construction de terminaux de GNL (importé) et de pipelines afin de soutenir la hausse de production. Le gouvernement a également mis au point un plan détaillé prévoyant la construction de 18 nouveaux pipelines dans tout le pays, projet qui sera réalisé par Petronet India Ltd., une entreprise publique.

La Cour suprême a ordonné la conversion des autobus et des taxis au GNC et a d'ailleurs confirmé récemment cette ordonnance. En conséquence, les services privés et publics planifient l'expansion des installations d'approvisionnement en GNC dans les grandes villes, dans le but de desservir les nouveaux véhicules et les véhicules convertis à ce type de carburant.

Le marché de détail des carburants de transport sera déréglementé par suite de la suppression, en avril 2002, du mécanisme des prix administrés dans le secteur pétrolier. Le ministère du Pétrole prévoit autoriser les entreprises privées et étrangères à commercialiser et à distribuer les carburants de transport (le carburant aviation, l'essence et le carburant diesel) au niveau de la vente au détail, mettant ainsi fin au monopole exercé actuellement par les entreprises publiques.

Défis

Les entreprises indiennes, publiques et privées, lancent des appels d'offres publics afin de se procurer le matériel principal. Le processus d'appels d'offres n'est pas toujours très transparent, et comporte souvent des délais ou des retards. Il n'est pas rare que des organismes du secteur public lancent un nouvel appel d'offres ou demandent des précisions avant de conclure le processus. Les entreprises canadiennes doivent faire preuve de patience au cours du processus d'appel d'offres et embaucher un agent local fiable.

Débouchés prometteurs

Les entreprises pétrolières et gazières indiennes lancent régulièrement des appels d'offres internationaux pour répondre à leurs besoins. Des copies de tous les appels d'offres sont acheminées au Centre des occasions d'affaires internationales, lequel verse la plupart des appels d'offres sur son site Web (<http://www.coai.gc.ca>).

En outre, le consulat du Canada à Mumbai publie un bulletin mensuel sur l'industrie pétrolière et gazière qui contient de l'information sur les appels d'offres internationaux et d'autres débouchés potentiels. On

peut se procurer ce bulletin auprès du consulat, et il sera aussi disponible sur le Web à l'adresse suivante : www.strategis.ic.gc.ca/petrole

Activités promotionnelles organisées par le Canada

- ◆ Le *Petroleum Sector Newsletter* continuera de paraître tous les deux mois et d'être diffusé dans tout le secteur du pétrole.
- ◆ Colloques sur la sécurité et l'environnement dans le secteur du pétrole mettant l'accent sur les pipelines. Dates et lieux à déterminer.

Études de marché

- ◆ Une étude de marché sur le secteur du pétrole et du gaz en Inde a été réalisée et est maintenant affichée sur le site Web InfoExport du MAECI, à l'adresse : <http://www.infoexport.gc.ca>
 - *Secteur pétrolier et gazier*, juin 2001

Liens

- ◆ Ministry of Petroleum and Natural Gas [Ministère du Pétrole et du Gaz naturel] : <http://petroleum.nic>. Ce site contient une foule de renseignements utiles, y compris des renseignements détaillés sur l'industrie indienne ainsi que des liens vers les sites Web d'entreprises publiques du secteur pétrolier et gazier.
- ◆ Directorate General of Hydrocarbons [Direction générale des hydrocarbures] : <http://www.dghindia.com>. Ce site renferme de l'information détaillée sur la politique d'octroi de permis pour la prospection de nouveaux gisements et sur les débouchés qui s'offrent dans le secteur en amont..
- ◆ Oil and Natural Gas Corporation : <http://www.ongcindia.com>. Première entreprise indienne spécialisée dans la prospection et la production, cette entreprise produit 90 % du gaz brut et du gaz naturel du pays, et détient des permis de prospection pour 8 % des bassins sédimentaires.
- ◆ Indian Oil Corporation : <http://www.indianoilcorp.com>. Première et seule entreprise indienne à figurer sur la liste des 500 plus

grandes entreprises établie par le magazine *Fortune*.

- ◆ Bharat Petroleum Corporation Limited : <http://www.bharatpetroleum.com>. Troisième pétrolière en Inde. Le site présente quotidiennement des nouvelles intéressantes sur l'industrie du pétrole et du gaz en Inde (*Petro News*).
- ◆ Gas Authority of India Limited : <http://www.gail.nic.in>. Spécialisée dans les activités postérieures à la prospection de gaz naturel, son réseau de pipelines s'étend sur plus de 3 500 km. Le site comprend aussi une section réservée aux occasions d'affaires où l'on trouve de l'information sur les appels d'offres.
- ◆ Oil India Limited : <http://petroleum.nic.in/oilil.htm>. Deuxième entreprise indienne pour ce qui est de la prospection et de la production.
- ◆ Hindustan Petroleum Corporation Limited : <http://www.hindpetro.com>. Deuxième pétrolière en importance en Inde, chiffre d'affaires de quelque 4,53 milliards de dollars américains.
- ◆ Reliance Industries : <http://www.ril.com>. Première entreprise privée de l'Inde, cette société vient de soumissionner, de concert avec une entreprise canadienne, 14 blocs en vertu de la politique d'octroi de permis pour la prospection de nouveaux gisements.
- ◆ Essar Group : <http://www.essar.com>. Est à mettre en place, pour le compte d'Essar Oil, une raffinerie de pétrole d'une capacité de 10,5 millions de tonnes métriques, à Vadinar. Cette entreprise possède le plus grand nombre d'appareils de forage dans le secteur privé.
- ◆ Madras Refinery Limited : <http://www.mrl.co.in>. Propriétaire de deux raffineries dans le sud de l'Inde.
- ◆ Cochin Refinery : <http://www.cochinrefineries.com>. Raffinerie publique d'une capacité de 7,5 millions de tonnes métriques située dans le sud de l'Inde.
- ◆ Engineers India Limited : <http://www.engineersindia.com>. Fournisseur de services dans le secteur pétrolier et gazier.



Pakistan

Pourquoi est-ce une priorité ?

Des investissements étrangers récents de plus de 1,5 milliard de dollars¹ ouvrent d'innombrables débouchés dans le secteur pétrolier et gazier au Pakistan, surtout pour ce qui est de la prospection, de la production et de la distribution. Ce secteur contribue à relancer l'économie pakistanaise. La capacité de production actuelle se chiffre à environ 55 000 barils de pétrole par jour, soit 20 % des besoins du Pakistan (le reste étant importé), et à environ 2 milliards de mètres cubes de gaz. La mise en valeur de gisements de gaz récemment mis en évidence ainsi que la poursuite de la mise en valeur de champs de pétrole et de gaz existants est une priorité pour le gouvernement du Pakistan. La privatisation du secteur est attendue, tout comme un nouveau cadre de la politique, ce qui influencera l'exploitation et la mise en valeur des gisements côtiers, infracôtiers et extracôtiers.

Produits et services

- ◆ Matériel et services relatifs au forage et à la prospection.
- ◆ Logiciel et matériel pour le transport du pétrole et du gaz (canalisations de divers types et qualités, matériel servant à la construction et à la surveillance de pipelines — systèmes SCADA, compresseurs, etc.).
- ◆ Technologies relatives au traitement du gaz (logiciel et matériel).
- ◆ Matériel et trousseaux de conversion au GNC.

Quoi de neuf sur le marché ?

Le gouvernement du Pakistan attache une grande importance au développement du secteur gazier. Les occasions d'affaires sont bien définies et le processus a été enclenché avec la vente, en août 2000, de la première des trois usines de gaz de pétrole liquéfié, à Caltex. La vente des deux autres usines publiques devrait être conclue d'ici la fin de 2001.

En outre :

- ◆ Le gouvernement du Pakistan a signé de nouvelles ententes sur le prix du gaz avec des entreprises de prospection du pétrole et du gaz, ce qui a relancé l'activité concernant les systèmes d'approvisionnement en pétrole et en gaz.
- ◆ Il y a des débouchés dans la conversion au gaz naturel d'usines alimentées au mazout, en vertu de la nouvelle politique adoptée par le gouvernement du Pakistan concernant l'utilisation de carburant indigène pour la production d'énergie.
- ◆ Les actifs dans le secteur pétrolier et gazier ont été privatisés.
- ◆ Le secteur privé a mis en place 150 postes de ravitaillement en GNC, en deux ans. Le gouvernement du Pakistan s'attend à ce que le nombre de ces postes double au cours des deux prochaines années. Les multinationales (p. ex. Pakistan State Oil, Shell et Caltex) livrent elles aussi concurrence sur ce marché par l'ajout de nouvelles installations.

Contexte commercial

- ◆ Les entreprises étrangères peuvent livrer concurrence, seules ou avec d'autres sociétés étrangères. Il n'est pas indispensable d'avoir un agent local, bien que ce soit courant, mais un tel agent joue un rôle important, puisqu'il est en mesure de fournir de l'information sur la concurrence ainsi que des détails sur les activités de mise en valeur des entreprises pétrolières et gazières publiques et privées.
- ◆ La privatisation d'autres intérêts secondaires dans le secteur pétrolier et gazier est à venir au cours des prochains mois. Voici ce que prévoit le programme de privatisation :
 - Un dessaisissement d'actifs secondaires de quelques entités publiques (GPL, unités de fabrication de compteurs de gaz de la SSGC, unité d'interprétation des données sismiques, etc.); et de la participation minoritaire dans les sociétés Pakistan Oil Fields et Attock Refinery Limited (capacité de traitement de 35 000 barils par jour).

¹ 911 millions de dollars américains en 18 mois. Source : *Dawn*, 1^{er} juin 2001.

- La privatisation de la participation du concessionnaire du gouvernement du Pakistan dans neufs champs de pétrole et de gaz, et la vente des actions de la Pakistan Refinery Limited que détient la Pakistan State Oil.
- La privatisation de la participation du gouvernement du Pakistan dans les services de gaz.
- ◆ Une Régie du gaz sera constituée afin de régir les organisations publiques et privées dans le secteur gazier. La constitution de cette organisation est une condition préalable à la privatisation des services de gaz.
- ◆ Le ministère du Pétrole a annoncé récemment la mise en oeuvre d'un important programme de développement visant à accroître la capacité de transport par oléoduc.
- ◆ On va commencer à faire la promotion du GNC, et plus particulièrement des trousseaux de conversion pour les véhicules et les mini taxis tricycles à moteur deux temps, qui sont très répandus.
- ◆ D'autres incitatifs à la prospection de nouveaux gisements et à la production sont à venir.

Défis

Obstacles

- ◆ La constitution d'une régie du gaz et d'une régie du pétrole a été ordonnée. On est à mettre la dernière main au texte qui sera promulgué dans la deuxième moitié de 2001, après son approbation par le Cabinet. En dotant la Régie du gaz d'un personnel composé de professionnels, le gouvernement du Pakistan témoignera du sérieux de son engagement. (Le fait de ne pas le faire entravera l'investissement étranger. Les préoccupations touchent principalement au règlement des griefs, à la capacité d'intervention précoce du système juridique, à la mise en place d'un mode substitutif de règlement des différends, etc.).
- ◆ Privatisation : bien que le projet de loi ait été approuvé, il doit franchir l'étape de la promulgation pour donner effet à la privatisation, en général, et, en particulier, dans le secteur important des services pétroliers et gaziers.

Débouchés prometteurs

À court terme

En 2001, une assistance technique financée par la Banque asiatique de développement devrait être approuvée en ce qui concerne la Régie du pétrole. Voici encore d'autres débouchés :

- ◆ projets d'expansion des gazoducs;
- ◆ conversion au gaz naturel d'usines de production d'électricité alimentées au mazout;
- ◆ postes de ravitaillement en GNC (système complet) et trousseaux de conversion au GNC.

À moyen et à long termes

Il existe trois projets concurrentiels concernant la construction d'un gazoduc entre le Pakistan et des pays voisins (Iran-Pakistan, Turkménistan-Pakistan et Qatar/EAU-Pakistan). La viabilité économique de ces projets repose sur l'acheminement du gaz au marché indien. Des problèmes d'ordre politique entre l'Inde et le Pakistan rendent incertaine la date de mise en oeuvre de ces projets.

Le Pakistan et la National Iranian Oil Company songent à former une coentreprise pour la construction d'une raffinerie près de Karachi. Des études préliminaires ont été effectuées, mais le projet n'a pas recueilli un solide appui financier.

De nouveaux débouchés s'offriront étant donné que le gouvernement du Pakistan a décidé de se départir de son intérêt direct dans neufs champs de pétrole et de gaz, et de privatiser des actifs secondaires de la Sui Southern Gas Company Limited (unité de fabrication des compteurs de gaz), la Sui Northern Gas Pipeline Limited et la Pakistan State Oil. La vente d'actions de la Pakistan Refinery Limited que détient la Pakistan State Oil pourrait aussi amener des débouchés.

Le gouvernement du Pakistan a l'intention de vendre ses intérêts minoritaires dans 18 champs de gaz naturel identifiés. Neuf de ces champs seront offerts durant la première phase de privatisation.

D'autres objectifs à long terme englobent la privatisation des sociétés Pakistan Petroleum Limited, Pakistan State Oil, Sui Southern Gas Company Limited et Sui Northern Gas Pipeline Limited.

Activités promotionnelles organisées par le Canada

- ◆ Publication sur le site InfoExport et le site Web du haut-commissariat du Canada à Islamabad de bulletins de nouvelles sur l'évolution et la mise en oeuvre de la politique et de la loi relatives à la privatisation.
- ◆ Le haut-commissariat continue de travailler en étroite collaboration avec diverses entreprises et leurs représentants au pays pour exploiter les occasions d'affaires qui s'offrent.

Études de marché

- ◆ Une étude de marché sur le secteur pétrolier et gazier au Pakistan a été réalisée et est affichée sur le site Web InfoExport du MAECI à l'adresse suivante : <http://www.infoexport.gc.ca>
 - *Secteurs du pétrole et du gaz naturel*, novembre 2000

Liens

- ◆ Ministry of Petroleum and Natural Resources [Ministère du Pétrole et des Ressources naturelles] (source de renseignements utiles au sujet des organisations subsidiaires et des activités courantes du ministère, et au sujet de la Régie du gaz) : <http://www.mpnr.gov.pk>

- ◆ State Bank of Pakistan [Banque d'État du Pakistan] (renferme des renseignements sur la réglementation des changes qui touche au rapatriement des profits et des biens par les investisseurs étrangers) : <http://www.sbp.org.pk>
- ◆ Board of Investment [Conseil de l'investissement] (renferme des renseignements utiles sur la réglementation relative à l'investissement et le nom d'importantes personnes-ressources que peuvent consulter les investisseurs étrangers) : <http://www.pakboi.gov.pk>
- ◆ Privatisation Commission [Commission de la privatisation] (renferme des renseignements sur le processus de privatisation, de même que sur les objectifs à court et à long terme) : <http://www.privatisation.gov.pk>
- ◆ Banque asiatique de développement : <http://www.adb.org/Documents/Profiles> pour le détail des projets à venir dans le secteur pétrolier et gazier au Pakistan.



Transports

Bangladesh

Pourquoi est-ce une priorité ?

Les réseaux routier, ferroviaire et aérien actuels au Bangladesh sont désuets, en mauvais état et ne suffisent plus aux besoins. Plusieurs nouveaux projets sont prévus dans les domaines du rail léger, de l'aviation civile et du transport routier. Le gouvernement du Bangladesh aura besoin d'investissements étrangers et de soutien pour concrétiser ces projets.

Produits et services

- ◆ Fourniture de matériel à l'administration de l'aviation civile — radar, aides à la navigation aérienne, radios HF et VHF, soutien au sol et véhicules de secours.
- ◆ Fourniture de matériel de transport aux forces armées (hélicoptères, porteurs de char) et aux ministères civils.
- ◆ Matériel et services de soutien aux transporteurs aériens privés.
- ◆ Gestion et exploitation d'aéroports (Chittagong)

Quoi de neuf sur le marché ?

Le secteur de l'aviation s'ouvre à la concurrence, ce qui favorise une participation accrue et un intérêt croissant du secteur privé.

Le pays est favorable aux investissements étrangers.

Contexte commercial

Le gouvernement attache une grande importance au développement de l'infrastructure. Il encourage la participation aux projets de développement au moyen de coentreprises formées à la suite d'appels d'offres lancés à l'échelle internationale.

Défis

L'absence de transparence dans les règles d'approvisionnement et la pression induite exercée par des

groupes d'intérêt compromettent un secteur autrement très intéressant.



India

Réseaux et infrastructure de transport routier, maritime et aérien

Pourquoi est-ce une priorité ?

Selon une opinion largement répandue, la faiblesse de l'infrastructure de transport nuit grandement à l'économie de l'Inde. C'est pourquoi il est indispensable de développer et de moderniser cette infrastructure. Les gouvernements du centre et des États ont à cœur de grands projets d'amélioration, dont certains sont financés en grande partie par la Banque asiatique de développement et la Banque mondiale. En Inde, les politiques de réglementation évoluent, la privatisation et la transformation des aéroports et des ports de mer en sociétés par action sont à l'ordre du jour, et on cherche à attirer l'investissement privé pour construire des autoroutes, y compris des routes à péage.

Indian **railways**, une entreprise détenue à 100 % par le gouvernement de l'Inde, dispose d'un vaste réseau de plus de 62 000 km, qui a aujourd'hui sérieusement besoin d'être agrandi. La BASD appuie ce projet. Par ailleurs, la sécurité est une grande préoccupation et le gouvernement est à la recherche de solutions.

Il existe déjà des projets de **transport urbain** et de métro, tels que le réseau ferroviaire urbain de Delhi [Delhi Metro Rail System] (des marchés ont déjà été attribués pour certains volets de ce projet, mais d'autres seront attribués par appels d'offres dans le cadre de projets qui comportent plusieurs étapes). Des projets de transport urbain sont également à l'étude à Pune et à Thane dans le Maharashtra; à Ahmedabad et à Baroda dans le Gujarat; à Bangalore dans le Karnataka et à Hyderabad dans l'Andhra Pradesh.

Le **transport routier** est devenu le principal mode de transport, représentant 60 % du trafic de marchandises et 80 % du trafic de voyageurs. Le secteur privé et les entreprises étrangères sont désormais encouragés à construire, à entretenir et à exploiter des tronçons de nombreuses routes nationales et d'État, dans le cadre de projets financés par la Banque mondiale, la BASD, l'Organisation de coopération et de développements économiques de même que par les gouvernements du centre et des États. De nombreux projets routiers nationaux et d'État sont financés (tant la construction de nouvelles routes que l'agrandissement et la modernisation de routes existantes).

Dans le secteur **automobile**, les entreprises indiennes sont à la recherche de partenaires pour former des coentreprises et conclure des transferts de technologie spécialisée pour compléter leur gamme de produits. La demande intérieure d'automobiles et de véhicules à usages multiples devrait s'élever à 800 000 annuellement, d'ici 2001. Compte tenu de l'augmentation de la production dans le secteur des véhicules automobiles, l'Inde peut servir de plaque tournante en ce qui a trait aux exportations. Cette augmentation de la production accélérera également la croissance de l'industrie des composantes d'automobile.

L'Inde possède un vaste littoral d'environ 5 600 km, le long duquel se trouvent 11 **ports** de première importance et 148 ports secondaires pouvant être mis en service. Des améliorations s'imposent relativement aux activités et aux installations portuaires. Le gouvernement encourage le secteur privé à investir dans les ports. Par ailleurs, de grands projets d'agrandissement des ports d'importance et de nouveaux projets de construction sont en cours, dont quelques-uns sont financés par la BASD. Les gouvernements du centre et de divers États prévoient revitaliser les voies navigables intérieures faisant partie d'un réseau de transport intermodal pour le transport de marchandises et de voyageurs.

Aussi, le gouvernement souhaite attirer l'investissement privé dans le secteur de l'**aviation civile** en vue de la privatisation des deux lignes aériennes nationales, de même que dans des projets d'agrandissement et de modernisation d'un certain nombre d'aéroports importants et secondaires. L'Inde veut moderniser ses principaux aéroports pour qu'ils soient conformes aux normes internationales et construire de nouveaux aéroports qui seraient loués ou transformés en société par action.

Produits et services

Chemins de fer

- ◆ systèmes de sécurité ferroviaire;
- ◆ matériel roulant;
- ◆ système de signalisation ferroviaire;
- ◆ locomotives pour train de voyageurs;
- ◆ systèmes de fibres optiques et de communications;
- ◆ systèmes d'information de gestion.

Routes

- ◆ génie-conseil;
- ◆ construction;
- ◆ machinerie lourde;
- ◆ creusement des tunnels;
- ◆ systèmes de circulation routière et de routes à péage;
- ◆ techniques de pavage.

Aviation

- ◆ aides à la navigation aérienne et matériel d'instruction;
- ◆ conception et gestion d'aéroports;
- ◆ construction, services d'experts-conseils, fourniture de matériel et de nouvelles technologies pour une multitude de projets d'infrastructure.

Ports

- ◆ génie-conseils et conception de ports;
- ◆ matériel spécialisé de transport et de maintenance des marchandises.

Transport maritime

- ◆ les aides à la navigation maritime offrent peu de débouchés.

Transport urbain

- ◆ compétences dans le domaine des réseaux de transport intermodal (métros, tramways et systèmes de rail aérien).

Composantes d'automobile

- ◆ appareil de transmission;
- ◆ turbocompresseurs;
- ◆ convertisseurs catalytiques;
- ◆ tableaux de bord numériques;
- ◆ harnais;
- ◆ ensembles de glaces à commande électrique, y compris les moteurs;
- ◆ matériel de sécurité;
- ◆ voitures propres, donc moins polluantes (gaz naturel comprimé, gaz de pétrole liquéfié, piles à combustible et systèmes de climatisation qui n'utilisent pas de chlorofluorocarbure (CFC) ou qui réduisent les émissions de CFC).

Quoi de neuf sur le marché ?

L'accélération des grands projets, notamment dans le secteur **roucier** où le gouvernement de l'Inde prévoit construire un réseau routier à plusieurs voies allant du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest et reliant les grandes villes (Delhi-Mumbai; Mumbai-Bangalore; Bangalore-Kolkata; Kolkata-Delhi), offre les débouchés les plus prometteurs.

Les projets de privatisation dans le secteur de **l'aviation** (lignes aériennes et aéroports) progressent rapidement, et des engagements ont été pris pour financer la modernisation des aéroports de manière à les rendre conformes aux normes internationales. Le premier aéroport de l'Inde construit par le secteur privé à Cochin est en service depuis 1999. Il y a également un accroissement important des services offerts par les lignes aériennes dans le sous-secteur du transport aérien intérieur, créant un climat concurrentiel pour les consommateurs et la nécessité d'accroître la flotte d'aéronefs.

Bien que la Indian **railways** ait tardé à mettre en oeuvre divers projets, elle trouve tout de même assez important d'apporter des améliorations : par exemple, une délégation d'intervenants du secteur de la sécurité ferroviaire s'est rendue au Canada en novembre 2000, à la recherche de technologies et de méthodes de formation pour améliorer les mesures indiennes en matière de sécurité ferroviaire.

Dans le secteur de **l'automobile**, le gouvernement de l'Inde a supprimé toutes les entraves possibles au

rendement de l'industrie en vue de l'élaboration de nouveaux projets et de l'agrandissement des installations actuelles. Le secteur de l'automobile figure au nombre des secteurs prioritaires pour l'investissement étranger direct. Soucieuse d'adopter les technologies les plus récentes et de moderniser l'industrie nationale de l'automobile, l'Inde est aujourd'hui à la recherche de partenaires étrangers.

Contexte commercial

Le contexte commercial s'est amélioré grâce aux réformes de la réglementation, à la diminution des droits de douane, à l'ouverture des marchés à la concurrence et à une plus grande transparence (bien que les appels d'offres comportent parfois des conditions contraignantes). La croissance et d'auteurs indicateurs de l'économie sont stables, et le gouvernement central est foncièrement attaché au développement de l'infrastructure et à la privatisation.

Défis

La transparence et la cohérence des appels à la concurrence posent encore problème, tout comme la longueur du processus d'adjudication, depuis son lancement jusqu'à la réalisation des projets; les investissements requis des fournisseurs qui souhaitent participer à la réalisation des grands projets sont importants et le choix d'un bon agent est primordial.

Les projets **portuaires** sont en général lents à démarrer à cause de la nature complexe des environnements portuaires, du coût élevé de l'amélioration des installations, et de la difficulté à restructurer les activités portuaires pour les rendre plus efficaces et plus concurrentielles.

Il faut parfois mettre beaucoup de temps à conclure des ententes contractuelles, mais les retombées sont importantes.

Un autre défi consiste à pénétrer le marché sans trop tarder. Sur les 450 projets et plus menés en collaboration avec des étrangers dans le secteur indien de **l'automobile**, seules trois entreprises canadiennes y participent.

Débouchés prometteurs

Le gouvernement de l'Inde est en voie de construire un réseau routier national, en partie financé par la Banque mondiale. On dénombre d'autres projets des

IFI en vigueur, dont le projet d'amélioration des routes relevant de l'État du Karnataka, le projet routier de l'État de Gujarat, le projet du secteur routier dans le Tamil Nadu et le projet de transport urbain à Mumbai.

Activités promotionnelles organisées par le Canada

La mission commerciale canadienne qui se rendra en Inde en 2002 se concentrera, entre autres, sur le secteur des transports.

Étant donné l'immensité du secteur des transports, nous avons mis l'accent sur les chemins de fer, les routes et l'aviation. Il sera également possible pour le haut-commissariat de promouvoir, avec des moyens plus limités, les compétences du Canada dans d'autres domaines qui offrent des débouchés.

Autres activités

- ◆ **India International Maritime Expo** [Exposition sur le transport maritime de l'Inde] (Mumbai, du 10 au 13 octobre 2001) Site Web : <http://www.inmexindia.com>
- ◆ **India Roads Congress** [Conférence sur le réseau routier en Inde] (New Delhi, du 8 au 10 novembre 2001) Courriel : ircnet@alpha.nic.in
- ◆ **Auto 2001** — Foire commerciale de l'Inde sur le secteur automobile (Pune, décembre 2001) Courriel : gateway@ip.eth.net
- ◆ **International Conference on Bridge Design and Construction** [Conférence internationale sur la conception et la construction de ponts] (Hyderabad, du 8 au 10 décembre 2001) Courriel : nbrdc@rediffmail.com ou raghavan6@hotmail.com ou raghavanm@rediffmail.com
- ◆ **Aero India 2003** (Bangalore, février 2003) Courriel : pritam.pandya@ciionline.org et site Web : <http://www.aeroindia2003.com>

Études de marché

- ◆ Un certain nombre d'études de marché sur le secteur du transport en Inde ont été réalisées et sont affichées sur le site Web InfoExport du MAECI à l'adresse suivante : <http://www.infoexport.gc.ca>

- Secteur des ports, avril 2001
- Inland Waterways [Voies d'eaux intérieures], octobre 1999
- Shipping [Transport maritime], octobre 1999
- Roads [Routes], juillet 1999
- Profil du secteur de l'aviation civile, mai 2001
- Railways [Transport ferroviaire], juillet 1999

Liens

- ◆ Ministry of Transport, Highways and Roads [ministère des Transports, des Autoroutes et des Routes] : <http://www.nic.in/most>
- ◆ Ministry of Shipping [ministère du Transport maritime] : <http://www.nic.in/most>
- ◆ National Highways Authority of India (NHAI) [Administration du réseau routier national de l'Inde] : <http://www.nhai.org>
- ◆ Automotive Component Manufacturers Association of India (ACMA) [Association des fabricants de composantes d'automobile de l'Inde] : <http://www.indianauto.com/acma.htm>
- ◆ Association of Indian Automobile Manufacturers (AIAM) [Association des fabricants indiens d'automobiles] : <http://www.planetindia.net/aiam>
- ◆ Consulting Engineers Association of India [Association des ingénieurs-conseil de l'Inde] : <http://www.consultingengr.com>
- ◆ Banque asiatique de développement : <http://www.adb.org>
- ◆ Banque mondiale : <http://www.worldbank.org>

Médias

- ◆ *The Economic Times* : <http://www.economictimes.com>
- ◆ *The Business Standard* : <http://www.business-standard.com>
- ◆ *The Financial Express* : <http://www.financialexpress.com>
- ◆ *India Today* : <http://www.india-today.com>
- ◆ *India Infrastructure Magazine* : <http://www.indianinfrastructure.com>



Pakistan

Pourquoi est-ce une priorité ?

Au Pakistan, l'infrastructure actuelle a besoin d'une importante remise en état. Le Pakistan est un pays linéaire (Nord-Sud), dont la population de base est concentrée dans le centre et dans le Nord, tandis que les ports sont situés dans le Sud.

Pour coordonner l'évolution du secteur des transports, le gouvernement du Pakistan a fusionné le ministère des Communications et le ministère des Chemins de fer. Le nouveau ministère des Communications et des Chemins de fer a lancé des programmes visant à redresser le système en tenant compte davantage des besoins techniques. Par exemple :

- ◆ les routes sont en train d'être équipées de ponts bascules;
- ◆ la surveillance est accrue pour contrôler les camions surchargés;
- ◆ les activités ferroviaires seront améliorées par l'élimination de quelques-unes des dépenses supplémentaires;
- ◆ des projets sont en cours pour importer des wagons à marchandises et à voyageurs pour les chemins de fer pakistanais;
- ◆ le remplacement de la flotte de 13 Fokker F27 des Lignes aériennes pakistanaises [Pakistan International Airlines], lesquels se font vieux et sont utilisés par les court-courriers;
- ◆ de nouveaux ports sont aménagés et l'infrastructure des ports actuels est modernisée pour acheminer les importations et les exportations de marchandises en vrac et les conteneurs.

Produits et services

Routes

- ◆ L'Administration du réseau routier national de l'Inde (NHA) [National Highway Authority], qui relève du ministère des Communications et des Chemins de fer, est responsable du développement de toutes les routes fédérales. De grands projets axés sur la construction, la possession et l'exploitation des routes reliant les ports aux grandes villes et s'étendant des grandes villes

commerciales aux grandes villes industrielles offrent plusieurs débouchés. Le matériel nécessaire comprend, entre autres, ce qui suit :

- matériel utilisé dans la construction des chaussées;
- bascules pour le pesage en mouvement (une entreprise canadienne a vendu plusieurs balances à la NHA);
- matériel et logiciels de postes de péage sur les autoroutes;
- matériel de surveillance des autoroutes;
- matériel de communication pour gérer le personnel.

Chemins de fer

- ◆ La Société des chemins de fer pakistanais [Pakistan railways] doit procéder à une importante remise à neuf de son matériel (35 % des 550 locomotives existantes ont besoin d'être améliorées ou modernisées). Un appel à la concurrence à récemment été lancé en vue de l'acquisition de locomotives de 3 000 et de 2 500 hp, de wagons à marchandises haute vitesse de grande capacité et de voitures à voyageurs haute vitesse, dans le cadre duquel les soumissionnaires sont appelés à préciser les articles qui font l'objet du crédit-fournisseur. La Pakistan railways a également besoin du matériel suivant :

- systèmes de signalisation ferroviaire;
- voies ferrées;
- machinerie d'entretien;
- câbles à fibres optiques.

Ports

- ◆ Terminaux portuaires : terminaux spécialisés pour les produits chimiques, les produits pétroliers, les conteneurs, etc.
- ◆ Matériel de manutention portuaire, remorqueurs, bateaux pilote, matériels et logiciels de surveillance maritime.
- ◆ Le Pakistan souhaite développer le port de Gwadar sur la base de partenariats (construction-possession-exploitation-transfert).

Aviation

- ◆ Systèmes de sécurité aéroportuaire et matériel pour l'enregistrement des passagers de même que pour la manutention des bagages et du fret.
- ◆ Court-courrier pour le transporteur national. La flotte actuelle de 13 Fokker F-27s compte entre 20 et 35 années de service et a besoin d'être remplacée.

Contexte commercial

L'infrastructure actuelle se compose de ce qui suit :

- ◆ un réseau routier d'environ 300 000 km;
- ◆ un réseau ferroviaire de 8 775 km;
- ◆ deux grands ports de mer commerciaux à Karachi et le Port Qasim qui acheminent l'ensemble des importations et des exportations du pays. Il y a trois ports de pêche (Pansi, Jeewani et Gwadar) et un port naval (Ormara);
- ◆ sur un total de 42 aéroports, seulement cinq ont la capacité d'acheminer le trafic aérien international; parmi eux, seulement trois sont équipés de systèmes modernes d'atterrissage.

Les routes, les chemins de fer et les ports sont administrés par le ministère des Communications et des Chemins de fer, tandis que les questions d'aviation (aviation civile et Pakistan International Airlines) relèvent de la Division de l'aviation du ministère de la Défense.

Tous les ministères mentionnés dans les paragraphes précédents connaissent bien la technologie et la compétence du Canada, car ils ont déjà conclu des marchés avec ce pays pour l'acquisition de matériel et de services. Le ministère des Communications et des Chemins de fer veut entreprendre des projets prioritaires pour améliorer l'infrastructure actuelle, avec l'aide des IFI et d'organismes donateurs (la Banque asiatique de développement et la Banque mondiale). Les entreprises pourront participer à certains de ces projets de développement au moyen de contrats de type construction-exploitation-possession-transfert (CEPT) ou construction-exploitation-possession (CEP).

Activités promotionnelles organisées par le Canada

- ◆ Publication périodique sur le site InfoExport et le site Web du haut-commissariat du Canada à

Islamabad de bulletins de nouvelles sur l'évolution et la mise en oeuvre de la politique et de la loi relatives à la privatisation.

- ◆ Le haut-commissariat continue de travailler en étroite collaboration avec diverses entreprises et leurs représentants au pays pour exploiter les occasions d'affaires qui s'offrent (le projet de transport en commun à Karachi est en suspens pour le moment).

Liens

- ◆ Pakistan Railways [Chemins de fer pakistanais] : <http://www.pakrail.com>
- ◆ Civil Aviation Authority [Administration de l'aviation civile] : <http://www.karachiairport.com>
- ◆ Pakistan International Airlines (compagnie aérienne nationale) [Lignes aériennes internationales du Pakistan] : <http://www.piac.com.pk>
- ◆ Programmes du ministère des Communications et de la National Highway Authority [Administration du réseau routier national] et renseignements sur d'autres départements qui relèvent du ministère : <http://www.moc.gov.pk>
- ◆ State Bank of Pakistan [Banque d'État du Pakistan] (renferme des renseignements sur la réglementation des changes qui touche au rapatriement des profits et des biens par les investisseurs étrangers) : <http://www.sbp.org.pk>
- ◆ Board of Investment [Conseil de l'investissement] (renferme des renseignements utiles sur la réglementation relative à l'investissement et le nom d'importantes personnes-ressources que peuvent consulter les investisseurs étrangers) : <http://www.pakboi.gov.pk>
- ◆ Privatisation Commission [Commission de la privatisation] (renferme des renseignements sur le processus de privatisation, de même que sur les objectifs à court et à long terme) : <http://www.privatisation.gov.pk>
- ◆ Banque asiatique de développement : <http://www.adb.org/Documents/Profiles> pour le détail des projets à venir dans le secteur du transport au Pakistan.



Glossaire

ACDI	Agence canadienne de développement international
AMRC	Accès multiple par répartition de code
B2B	Commerce interentreprises [Business to Business]
B2C	Commerce entreprises consommateur [Business to Customer]
BasD	Banque asiatique de développement
BTTB	Télégraphes et téléphones du Bangladesh [Bangladesh Telegraph and Telephone Board]
CEP	Construction-exploitation-possession
CEPT	Construction-exploitation-possession-transfert
CET	Construction-exploitation-transfert
COPC	Customer Operations Performance Center
EEF	Fonds d'actions et d'entreprises [Equity and Entrepreneur Fund]
FMI	Fonds monétaire international
GNC	Gaz naturel comprimé
GNL	Gaz naturel liquéfié
GSM	Réseau mondial de téléphonie mobile [Global System for Mobile Communications]
HUDCO	Société de l'habitation et du développement urbain [Housing and Urban Development Corporation]
IED	Investissement étranger direct
MAECI	Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
MTM	Millions de tonnes métriques
NEPRA	Régie nationale de l'électricité [National Electric Power Regulatory Authority Act]
NHA	Administration du réseau routier national de l'Inde [National Highway Authority]
OGM	Organismes génétiquement modifiés
OMC	Organisation mondiale du commerce
PEPCO	Société d'électricité du Pakistan [Pakistan Electric Power Company]
PIB	Produit intérieur brut
PNB	Produit national brut
SCADA	Systèmes d'acquisition et de contrôle des données [Supervisory Control and Data Acquisition]
SCHL	Société canadienne d'hypothèques et de logement
SIG	Système intégré de gestion
USDA	Département de l'Agriculture des États-Unis [United States Department of Agriculture]
WAPDA	Régie de développement de l'eau et de l'électricité [Water and Power Development Authority]